

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU RÔLE SOCIAL DE LA FEMME

Des Mesures
destinées à améliorer la situation
des travailleuses

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 8 février 1919, à 2 heures

PAR

Yvonne FRANÇOIS

Président : M. RAOUL JAY, professeur

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur
RIST, agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU ROLE SOCIAL DE LA FEMME

Des Mesures
destinées à améliorer la situation
des travailleuses

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 8 février 1919, à 2 heures

PAR

Yvonne FRANÇOIS



Président : M. RAOUL JAY, professeur

Suffragants : { *MM. GIDE, professeur*
RIST, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA CHÈRE MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE BIEN-AIMÉE

*En témoignage de mon affection
respectueuse et de ma reconnais-
sance.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR RAOUL JAY

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris
Membre du Conseil supérieur du Travail

Qu'il me permette de lui exprimer avec mes remerciements ma respectueuse reconnaissance pour l'honneur qu'il a bien voulu me faire d'accepter la présidence de cette thèse.

A TOUS MES PROFESSEURS

Qu'ils veuillent bien agréer, avec mes remerciements les plus vifs, l'expression de ma reconnaissance.

DU ROLE SOCIAL DE LA FEMME

Des mesures destinées à améliorer la situation des travailleuses

INTRODUCTION

« La famille dans ce qu'elle a de beau et d'éternellement vivant est détruite, diminuée tout au moins, par l'industrialisme qui arrache la femme au foyer et abandonne l'enfant à la rue.

« Cette tendance ne fait d'ailleurs que croître ; les statistiques, les constatations que nous pouvons faire dans nos milieux nous démontrent que le nombre des femmes employées dans l'industrie croît sans cesse. Il me paraît donc inutile d'ergoter outre mesure pour savoir si la place de la femme est à l'atelier ou au foyer, une tendance existe et il ne semble pas que nous puissions la supprimer ou même l'enrayer. Tout ce que nous pouvons faire, pour l'instant, c'est d'en rendre les effets moins nocifs. »

PIERRE DUMAS

L'intensification de la production sera un des gros problèmes d'après-guerre à résoudre. Au lendemain de la paix, la France ne devra pas perdre de vue qu'elle aura à conquérir le premier rang au point de

vue industriel. Il faudra travailler pour reconstituer les régions entières dévastées par l'ennemi, pour redonner à nos industries textiles, sucrières... une impulsion nouvelle nous permettant d'accroître nos facultés d'exportation.

Après la démobilisation militaire, nous assisterons à la mobilisation industrielle.

Or la main-d'œuvre masculine sera rare, et il est à prévoir que l'industriel, en vue d'y suppléer, fera un appel de plus en plus important à la main-d'œuvre féminine. La conséquence immédiate sera donc l'invasion des ateliers et des usines par les femmes.

Déjà, pendant la guerre, nous avons vu l'entrepreneur particulier, et l'Etat lui-même, s'adresser à la femme qui a ainsi remplacé l'homme dans la majorité des travaux (ajustage, conduite des machines à vapeur, soudure autogène, composition à la linotype, rattachage des fils dans les filatures de coton, travaux d'usinage en série, travaux accessoires dans les forges et briqueteries, etc...)

Ce n'est pas seulement à l'usine, mais encore dans les entreprises de transport que nous coudoyons la femme : elle manutentionne les colis postaux, assure la manœuvre électrique des ponts roulants pour le transport du charbon et coopère au service des trains.

L'accroissement de l'effectif féminin est en général considérable. Au lieu de 100 ouvrières occupées avant la guerre, on en comptait en juillet 1917 : 913 dans

la métallurgie, 454 dans les transports, 164 dans les produits chimiques, 154 dans le bois (1). Il est d'ailleurs à croire que cette progression ne fera que s'accroître.

En ce qui concerne les transports, le Réseau de l'Etat et les Compagnies ont déjà fait largement appel au concours féminin.

Ainsi, pour assurer le service des trains, le Réseau de l'Etat, contraint par les circonstances, s'est décidé à employer les femmes. Or la situation est telle que non seulement il ne peut songer à abandonner cette pratique, mais qu'il a même envisagé de l'étendre davantage. Il a d'ailleurs été prévu que cette extension serait progressive et ne se produirait que sous la pression de la nécessité; et que le Réseau veillerait à ce que les femmes ne soient affectées qu'à des services en rapport avec leurs aptitudes physiques et non susceptibles de nuire à leur santé.

Dans les ateliers de réparations de la Compagnie P.-L.-M. (locomotives, voitures et wagons, petits entretiens), le personnel féminin a été admis en proportion croissante depuis 1915. Actuellement, on peut compter 100 femmes sur 500 hommes dans le personnel ouvrier. Les femmes ont été versées dans tous les corps de métier, sauf à la forge et à la chaudronnerie de fer où les travaux sont pénibles et exigent une

1. Magd. Avril, *la Femme à la conquête de l'usine* (*La Renaissance politique, littéraire et artistique*, 8 juin 1918).

grande force musculaire. On les emploie en grande partie comme manœuvres pour conduire des machines-outils : tours, perceuses, raboteuses, taraudeuses, fraiseuses, mortaiseuses. Quelques-unes font de l'ajustage et travaillent à l'étau. Nous devons signaler une tentative assez hardie faite avec succès : des femmes assez intelligentes et réfléchies ont été employées pour conduire des chaudières de petites machines où le travail de chauffeur n'est pas trop pénible.

La femme, en envahissant l'usine et l'atelier n'a d'ailleurs pas cédé à un simple caprice. Elle a compris qu'elle avait un rôle à jouer dans la grande lutte qui s'engageait pour le triomphe définitif de l'indépendance et du droit. L'homme faisait le sacrifice de sa vie, la femme a fait le sacrifice des aversions qu'elle pouvait avoir pour le travail industriel. « La nécessité de remplacer, dans une foule d'industries la main-d'œuvre masculine, a arraché beaucoup de mères et de jeunes filles à leur foyer. Elles se sont données avec une ardeur exemplaire à leur tâche nouvelle », déclarait le 8 juin 1917 M. Chéron (1).

C'est en termes vibrants que le 9 juin 1918, M. Paul Deschanel a rendu hommage à l'attitude de la femme française pendant la guerre, alors qu'il présidait à Chartres une distribution de médailles aux femmes

1. Débats parlementaires Sénat. Séance du 8 juin 1917. Session ordinaire (*Journ. off.*, p. 531).

et aux enfants qui s'étaient distingués dans les travaux agricoles.

« La femme française, en donnant les siens, s'est donnée elle-même sous toutes les formes. Au sillon, à l'usine, à l'hôpital, à l'ambulance, à l'école, aux œuvres de guerre, elle a poussé jusqu'aux extrêmes limites l'esprit d'abnégation et de sacrifice. Partout où elle a pu remplacer l'homme absent, même dans les services publics, elle l'a fait, merveilleuse de souplesse et d'endurance, et en s'imposant des devoirs nouveaux elle s'est créé des droits que rien désormais ne pourra prescrire. »

Pour devenir une ouvrière modèle, la femme a même consenti à aller dans des écoles professionnelles. C'est ainsi qu'en Angleterre, à Brixton, a été instituée une école spéciale : « La Fernandale Rood School » pour initier de jeunes misses à la fabrication des aéroplanes. Le spectacle de ces jeunes femmes apprenant à manier le métal pour fabriquer des écrous, des boulons, des haubans et des câbles-tendeurs en vue d'obtenir la victoire finale, est un exemple admirable de patriotisme. Au lendemain de la paix, il est évident que l'homme ne pourra pas, par respect pour ce beau geste, retirer à la femme la nouvelle conquête qu'elle aura faite dans ce domaine de travail industriel.

La pensée de voir ainsi la femme se créer une situation parallèlement à celle du foyer, laisse certai-

nement rêveurs ceux qui avaient conçu que l'idéal pour la femme est de rester chez elle, de faire de la maison un nid délicieux où le mari vient se reposer après le dur labeur du jour, goûtant dans une atmosphère de quiétude tous les charmes de la famille.

Féministes ardents — ils le sont plus que ceux qui se placent à la tête de revendications féministes tendant à la conquête de certains emplois uniquement réservés à l'homme — ils comprennent que la femme est l'égale de l'homme, mais son égale dans la diversité. Gardons-nous donc de blâmer leur foi dans le rôle social qu'ils attribuent à juste titre à la femme : garder l'intérieur, le rendre le plus agréable possible pour le travailleur, élever les enfants. « Femme si doit garder l'hostel, le feu et les enfants », dit la vieille maxime bretonne.

Mais il est malheureusement impossible de songer à interdire l'entrée de l'usine à l'élément féminin. Ce serait priver un nombre considérable de femmes de leur unique moyen d'existence : femmes, chefs de famille, que l'adversité a cruellement privées de leur protecteur et qui se trouvent subitement obligées de cumuler les fonctions de père et de mère, jeunes filles qui, n'ayant pas rencontré sur leur chemin le compagnon qu'elles avaient rêvé, se trouvent seules.

Même pour que la femme mariée puisse uniquement s'occuper de son intérieur, ne deviendrait-il pas indispensable que le travailleur soit suffisamment

rétribué pour lui permettre de faire vivre par son travail toute la famille? Or la majeure partie du temps, le gain du chef de famille est tellement réduit qu'il lui devient impossible de sustenter la famille entière, et c'est dès lors une obligation pour la femme de participer à l'augmentation de l'avoir par son activité personnelle.

A toutes les époques, on a vu des femmes employées à d'autres travaux que les travaux domestiques, mais les ateliers communs étaient plus réduits — leur nombre s'étant accru avec le développement du machinisme, — le travail à domicile était plus généralisé, le foyer domestique retenait un plus grand nombre d'ouvrières. Ainsi la condition d'ouvrière semble moderne et Michelet a pu dire : « L'ouvrière, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès. »

Nous devons considérer comme anormale la situation d'ouvrière. Le travail de la femme à l'usine risque de compromettre sa santé et de troubler l'équilibre de la famille, partant celui de la nation; la valeur de la nation dépendant de celle des familles qui s'y fédèrent. Dès lors, pour le législateur s'impose un devoir, celui de protéger le foyer en réglementant le travail des femmes.

Sans doute, bien souvent, l'industriel, grand capi-

taliste, intervient spontanément, et, guidé uniquement par le respect de la loi naturelle, il organise une protection en faveur de son personnel. Si la loi civile ne l'oblige pas à faire bénéficier de certaines mesures ceux et celles qui lui apportent par leur activité, dans la mesure de leurs moyens un concours utile, il comprend qu'il y a pour lui une obligation morale à ne pas exploiter cette main-d'œuvre. C'est ainsi que, dès 1903, l'usage de faire cesser le travail de meilleure heure le samedi était pratiqué en France par 451 établissements industriels occupant 37.671 ouvriers (1). La pratique de la semaine anglaise existait donc dans ces établissements en dehors de toute contrainte. La loi organisant la semaine anglaise date seulement du 11 juin 1917 et ne s'applique qu'aux ouvrières des industries du vêtement.

Mais il arrive aussi que l'industriel ne possède pas de ressources suffisantes, il a en face de lui des concurrents et alors il cherche tous les moyens qui pourront, à son idée, lui permettre de jeter sur le marché un grand nombre de produits.

Lié encore par le préjugé que la production est en proportion de la durée du travail, il demande à ses ouvrières une longue présence qui aboutit pour elles à un surmenage, mais qui n'augmente nullement sa fortune.

1. Enquête prescrite par le Ministre du Commerce le 23 décembre 1902 (*Bulletin de l'Office du Travail*, mars 1903).

L'initiative privée est donc insuffisante. Le législateur doit intervenir pour protéger l'ouvrière qui risque d'être victime du régime économique de libre concurrence sous lequel nous vivons. Nous insistons sur ce point à un moment où il est possible de voir ressusciter, sous l'influence d'une crise de la main-d'œuvre, la vieille querelle entre les partisans de l'intervention et ceux de la non-intervention.

Nous ajouterons même que la protection de l'ouvrière est une question qui touche non seulement les intérêts de la nation, mais les intérêts généraux de l'humanité.

Dès lors, il devrait exister une législation internationale destinée à établir les conditions générales de la protection des ouvrières. Ce serait là l'idéal.

La France a en cette matière donné l'exemple en concluant des accords internationaux. En 1904, elle signait le premier traité de travail avec l'Italie (1). En 1906, elle figurait à Berne avec les treize autres signataires de la Convention relative au travail de nuit des femmes. Enfin en 1913, elle prenait part à Berne à une conférence qui devait aboutir à la signature de deux nouveaux traités.

Dans le traité qui consacrera la victoire des alliés et la défaite de l'empire allemand, il faut espérer que

1. Convention du 15 avril 1904 en vue d'assurer des garanties à la personne du travailleur promulguée par décret du 8 octobre 1904.

la France prendra l'initiative pour qu'une place toute spéciale soit réservée à la réglementation internationale du travail des femmes. Désormais, les travailleuses seront garanties contre les abus, sans que les industriels soient exposés à la concurrence résultant de l'inégalité de législation.

Lord Northcliffe exposait dans un article paru au commencement de novembre dans *le Matin* quelles devraient être les conditions du traité de paix. Après s'être étendu sur les questions territoriales, il ajoutait : « En connexion intime avec ces questions, il y aura le problème du soldat — blessé ou non — rentré dans ses foyers, le problème des pensions, les problèmes des salaires, des logements, des heures et des conditions du travail, de la réglementation du travail des enfants, du travail des femmes et ainsi de suite. L'égälisation de ces problèmes dans les différents pays sera nécessaire pour avoir un rationnement équitable et de cette nécessité naîtront des conférences internationales de travailleurs qui pourront être capables de régler quelques-unes de ces questions les plus difficiles de l'organisation surnationale. »

D'autre part, le rapport présenté à la Chambre par M. Godart sur les clauses à insérer dans le traité et adopté par la Commission du Travail conclut à l'insertion dans le traité de paix : « d'une clause proclamant la volonté des puissances signataires de réaliser, par une législation internationale du travail, les

conditions humaines du travail en sauvegardant l'instruction générale et professionnelle de l'enfant, la maternité, la vie de famille, la vie sociale, la santé physique et morale, le développement de la population ».

Lorsqu'on examine la situation de l'ouvrière en général, au point de vue familial, on considère souvent celle de la femme travaillant à domicile comme privilégiée.

A première vue, en effet, il semble bien que le travail à domicile compromet moins les intérêts généraux de la famille, la femme pouvant vaquer aux occupations du ménage et pouvant remplir ses devoirs de mère de famille, son travail ne l'appelant pas au dehors. Malheureusement dans la réalité des faits, on constate qu'il en est tout autrement. Par suite des tarifs infimes qui leur sont payés, ces ouvrières sont astreintes à un travail intense qui annihile toute vie de famille. La réforme qui s'impose au législateur pour cette catégorie d'ouvrières, c'est l'établissement de salaires minima. C'est dans cette voie que le législateur est déjà entré en votant la loi du 10 juillet 1915.

Limitant le champ de notre étude, nous laisserons de côté ce qui est relatif aux salaires, pour nous consacrer à l'étude de la réglementation relative à la durée de travail et à la protection de la maternité ouvrière. Ce ne sera donc qu'incidemment que nous aurons à parler des ouvrières à domicile ; cette partie

de la législation ouvrière concernant plutôt la femme travaillant au dehors.

Nous nous proposons d'une part d'étudier la législation existante. Nous examinerons, en même temps, si le législateur n'aurait pas pu faire une œuvre plus hardie, en généralisant certaines institutions et en apportant sur d'autres points de nouvelles réformes.

Dans une première partie, nous étudierons la réglementation de la durée du travail de la femme : durée de la journée de travail, interdiction du travail de nuit, repos hebdomadaire, semaine anglaise, emploi de la main-d'œuvre féminine au demi-temps.

Dans une deuxième partie, nous verrons comment le législateur a protégé l'ouvrière mère de famille. Ces mesures sont d'un intérêt tout actuel alors que le problème de la natalité se pose plus angoissant que jamais.

D'ailleurs il ne suffit pas, pour assurer les meilleures conditions du travail féminin, des textes de lois les mieux intentionnés. Il faut assurer leur application. Il faut en présence des textes forcément rigides un organe qui les adapte à l'infinité variété des circonstances quotidiennes et triomphe de la timidité d'ouvrières inorganisées, qui enfin soit sans cesse à l'affût des réformes nécessaires et qui, les yeux constamment fixés sur l'usine, puisse les suggérer et les faire triompher par un accord entre les chefs d'industrie et les ouvrières. L'institution des surintendantes répond

à ces besoins et l'étude de leur rôle sera la conclusion naturelle d'un travail sur les mesures de protection de la main-d'œuvre féminine.

PREMIÈRE PARTIE

Réglementation légale de la durée du travail

TITRE PREMIER

FONDEMENT ET HISTORIQUE

La limitation de la durée du travail des femmes employées dans l'industrie peut être envisagée à un quadruple point de vue.

Le législateur peut intervenir pour fixer la durée maxima du travail quotidien, interdire le travail de nuit, imposer le repos hebdomadaire et des jours fériés, décider que la femme enceinte a droit, avant et après ses couches, à un repos pendant lequel elle est payée.

La question de l'intervention du législateur dans la limitation de la durée du travail féminin divise encore aujourd'hui les économistes. L'école libérale proteste contre toute législation restrictive de la liberté du travail, les écoles socialistes en admettent au contraire la nécessité.

Contre l'intervention, on invoque le principe de la liberté du travail. « Il n'est pas admissible, disait M. Béranger, au cours de la discussion de la loi de 1892 devant le Sénat, alors que la femme a toute liberté de ne pas travailler, de laisser sa famille, ou de se livrer à la débauche, que la loi intervienne seulement pour lui interdire de se sacrifier, de supporter un travail parfois au-dessus de ses forces dans l'intérêt de sa famille. »

Le principe de la liberté du travail est, en effet, une des plus belles conquêtes de la Révolution de 1789, et l'on ne doit rien entreprendre contre lui qui ne soit justifié par l'intérêt social.

Mais les conditions de l'industrie se sont considérablement modifiées depuis la fin du XVIII^e siècle. Le développement des grandes entreprises capitalistes enlève au louage de travail la physionomie purement contractuelle que présentent encore les rapports entre le petit patron et ses quelques ouvriers. En face d'un chef d'industrie omnipotent, qui ne connaît même pas individuellement tous ses subordonnés, la situation de ses ouvriers n'est pas égale, entièrement libre.

Si les ouvriers ont pour sauvegarder leurs intérêts l'arme de la grève et le contrat collectif de travail, le défaut d'organisation et de force des syndicats féminins laisse l'immense majorité des ouvriers à la merci du chef d'industrie.

Celui-ci voulût-il lui-même améliorer le sort de son

personnel, il en est empêché par la concurrence qui ne lui permet pas de produire dans des conditions inférieures à celles de ses rivaux. Telle est l'impuissance des industriels qu'ils sont parfois les premiers à réclamer une intervention légale, comme le déclarait M. Richard Waddington à la tribune du Sénat, au cours de la discussion de la loi de 1892 (1).

L'école libérale invoque une autre objection d'ordre économique. La production industrielle, dit-elle, est proportionnelle à la durée du travail. Réduire la durée du travail des femmes dans les usines, c'est diminuer le chiffre de la production ; d'où cette double conséquence, de mettre l'industrie française dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère et d'entraver la baisse du prix des produits en restreignant leur fabrication.

Cette objection procède d'un point de départ inexact. Elle a le tort de considérer uniquement comme élément de productivité la durée du travail, et de méconnaître la valeur des deux autres éléments : l'intensité et la qualité du travail. Or, c'est un fait d'expérience que l'ouvrier, et surtout la femme, surmené par un séjour prolongé à l'usine, fournit dans les dernières heures de la journée un travail plus lent et moins soigné que pendant les premières heures. « J'ai remarqué, disait un grand industriel anglais, M. Ar-

1. Séance du Sénat du 28 mars 1892.

thur Chamberlain, que la plupart des accidents dans les ateliers se produisent à la fin de la journée. Or si, après un certain nombre d'heures de travail, les mouvements de l'ouvrier, par suite de la fatigue qu'il éprouve, deviennent assez lents ou assez irréguliers pour donner lieu à des accidents, à plus forte raison pouvons-nous en conclure que la qualité de son travail se détériore à mesure que le temps se prolonge. En fait, nos ouvriers travaillent tout autant en huit heures qu'ils travaillent en dix ; leurs salaires qui leur sont, en général, comptés aux pièces n'ont pas été réduits. L'intensité du travail a augmenté à mesure que sa durée diminuait (1).

Il y a donc une limite au delà de laquelle le productivité perd en qualité et en quantité.

Les statistiques anglaises et américaines mettent en plein relief le bien-fondé de cette proposition. Depuis la réglementation légale de la durée du travail des femmes et des enfants en Angleterre et aux Etats-Unis, la prospérité commerciale et industrielle de ces Etats n'a fait que s'accroître ; la production et les salaires ont suivi une progression ascendante (2). En Angleterre et aux Pays-Bas, nombre de patrons, après avoir protesté contre un abaissement de la durée

1. *La Crise du Trade-Unionisme*, par MM. Mantoux et Alfassa.

2. Cf. M. Jay, *la Loi de dix heures en Angleterre* (*Revue d'Economie politique*, mai 1902).

de la journée de travail des femmes, qu'ils considéraient comme une menace de ruine pour leur industrie, ont spontanément appliqué la même limite au travail des adultes, constatant que la productivité n'y perdrait rien.

En ce qui concerne la Suisse, M. Jay qui a étudié spécialement la législation de ce pays conclut que l'introduction de la journée de onze heures n'a eu aucun effet sensible sur la production (1).

Enfin on peut encore citer l'expérience tirée de la guerre. En août 1914, poussé par le désir d'accroître la production de tout ce qui devait contribuer à la défense du pays, on a cru, en laissant tomber, pour ainsi dire, les prescriptions de la législation protectrice des travailleurs, mobiliser toutes les forces de production nationale. Les travailleurs d'usine ont généreusement donné leurs forces dans une production intense. Mais la guerre se prolongeant, on a reconnu que l'on avait été à l'encontre du but poursuivi, et que l'abandon complet des règles de protection ouvrière était loin de servir les intérêts de la production nationale militaire. M. Colliard, président de la Commission du Travail de la Chambre, écrivait en 1915 qu'il était déjà apparu dans certaines industries travaillant exclusivement pour la guerre, que la loi sur

1. M. Raoul Jay, *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*, p. 88 et suiv.

les heures de travail, que l'on considérait au début comme une entrave, que la loi sur le repos hebdomadaire, qui avait pris un air d'anachronisme et que la loi sur l'hygiène et la sécurité des ateliers, dont on s'était gaussé, méritaient quelques égards, et que l'interruption dans les heures de travail, un minimum de précautions hygiéniques, loin de nuire à la production, permettaient au contraire de la régulariser et de la maintenir à son niveau (1).

Ces arguments militent en faveur de la limitation légale de la durée du travail de toutes les catégories d'ouvriers en général. Mais en ce qui concerne les femmes, ils tirent de sa situation physique et sociale une force particulière.

D'une part, en effet, la femme est, par sa nature même, un être plus faible que l'homme, et un travail trop pénible et trop prolongé a une influence encore plus néfaste sur sa santé que sur celle de l'homme.

« Ce que peut réaliser, un homme valide et dans la force de l'âge, disait Léon XIII dans son Encyclique de 1891 sur la condition des ouvriers, il ne serait pas équitable de le demander à une femme. » Il est certain qu'il ne faudrait pas s'illusionner sur la constitution de la femme. Si, dans certaines circonstances, la femme arrive à se distinguer par une force et une résistance prodigieuses qui lui permettent d'accom-

1. *Travail et Industrie (le Parlement et l'Opinion)*, déc. 1915.

plir des actes de dévouement admirables, son physique en lui-même est moins vigoureux que celui de l'homme.

D'autre part, si la femme est mariée — ce qui est la majorité des cas — elle a un rôle à remplir au foyer. Tandis que la journée du mari est terminée quand il rentre à la maison, la femme doit encore préparer le repas, entretenir le ménage, réparer les vêtements, soigner et élever les enfants. L'intérêt social exige que la femme soit protégée contre l'exploitation des chefs d'industrie et qu'elle conserve le temps de vaquer aux soins du ménage.

« Il est souhaitable, écrivait Léon XIII aux délégués de la Conférence de Berlin en 1890, que l'Etat protège la mission toute domestique de la femme. »

Sans doute, à l'encontre de la réglementation, on invoque l'intérêt de la famille ouvrière. Si la femme entre à l'atelier, c'est généralement parce que le salaire du mari est insuffisant ; doit-on pour un intérêt social plus lointain, empêcher une femme de subvenir dans la mesure du maximum aux besoins de son mari et de ses enfants ?

A cette objection, il faut répondre que le législateur, en réglementant le travail des femmes, n'intervient pas en vue d'un intérêt social plus ou moins lointain, mais dans l'intérêt supérieur de la nation.

Nous pouvons citer à l'appui de notre affirmation le passage suivant de M. Jay dans *la Protection légale*

des travailleurs (1) : « Protéger l'enfant et ne pas protéger la mère est un non-sens, a pu écrire Jules Simon. On doit, croyons-nous, affirmer d'une façon plus générale, que l'intérêt national sera évidemment et gravement compromis toutes les fois que les conditions du travail mettront en péril l'existence ou la vitalité de la famille ouvrière.

Que sera cette famille si le travail de l'usine oblige l'épouse et la mère à abandonner le soin de son intérieur et de ses enfants, si l'époux et le père est tous les jours de la semaine, de l'aube au soir, absent du foyer domestique. »

Si, en cherchant, au prix d'un labeur excessif, à se procurer à elle-même et à son mari, plus de nécessaire ou même de bien-être, la femme ne nuisait qu'à elle-même, le législateur pourrait, à la rigueur, s'en désintéresser et s'incliner devant le principe de la liberté du travail. Mais l'intérêt général est en jeu. Un travail excessif de la femme ne ruine pas seulement sa santé, n'aboutit pas seulement pour elle à l'anémie et à la misère physiologique. La femme qui s'use compromet également la santé des enfants qu'elle pourra procréer : ses enfants naîtront mal conformés, débiles ou rachitiques. La génération d'enfants nés d'une génération d'ouvrières surmenées sera une génération compromise, abâtardie.

1. M. Raoul Jay, *la Protection légale des travailleurs*, p. 9.

Les conséquences au point de vue de la force générale du pays, au point de vue militaire, intellectuel, économique, sont faciles à concevoir. La limitation de la durée du travail des femmes fait partie de ces mesures auxquelles les pouvoirs publics doivent s'intéresser, sous peine d'une répercussion néfaste et immédiate sur l'ensemble du pays. Il s'agit là d'un « minimum national » selon l'expression si imagée des grands historiens du Trade-Unionisme (1).

Cette dépression physique n'est pas la seule. Surmenée par un labeur d'une excessive durée, la femme sacrifie au désir d'un gain un peu plus élevé, non seulement sa santé et celle de ses enfants, mais son foyer, sa famille. L'appât du gain crée chez elle une mentalité spéciale. Voulant rivaliser avec l'homme sur le terrain du travail à l'usine, elle ne songe plus à son intérieur. D'ailleurs est-il permis de la critiquer ? Rentrant chez elle, après une dure journée de travail pendant laquelle elle a dû épuiser toutes ses forces, son seul souci en entrant chez elle est de faire rapidement, après avoir couru chez les fournisseurs, une cuisine sommaire pour pouvoir se reposer. Cependant le mari, de constitution plus robuste, s'accoutume difficilement à vivre dans un tel intérieur où rien n'est en ordre, où les repas ne sont pas prêts quand il arrive, où la cuisine n'est pas suffisamment

1. *Industrial Democracy*, par Sydney et Beatrice Webb, p. 766 et suiv.

soignée. Il finit par abandonner la maison. Quant aux enfants, ils grandissent au hasard dans la malpropreté, l'immoralité de la rue, quand la lassitude de la mère ne les conduit pas à l'abandon.

Nous arrivons donc à cette conclusion. C'est que le législateur doit, en considération de toutes ces raisons, réglementer la durée du travail des femmes à l'usine.

D'une part, le travail quotidien ne doit pas dépasser un nombre maximum d'heures après lequel sa productivité diminue en quantité et en qualité — cette diminution étant le critérium d'un commencement d'épuisement. Les veillées et surtout le travail de nuit qui usent encore davantage les forces de la femme, et la laisse sans défense physique contre les entreprises immorales devraient être rigoureusement interdits. D'autre part, dans l'intérêt de la famille, il est indispensable que la femme dispose au moins d'un jour de repos par semaine. Mais pour que ce repos ne soit pas illusoire, nous verrons que l'institution du repos hebdomadaire doit être complétée par celle de la semaine anglaise. La femme pourra ainsi vaquer en toute liberté d'esprit aux soins du ménage, s'occuper des achats, de l'entretien du foyer et de ses enfants le samedi après-midi, et vivre le dimanche de la vie de famille.

Enfin l'intérêt général exige des ménagements spéciaux pour la femme qui porte en-elle l'avenir de la

race. Il devient opportun de prescrire l'interruption de travail pendant quelques semaines avant et après l'accouchement.

La réglementation législative constitue le droit commun des pays du Nord et du Centre de l'Europe : (Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Hollande, Norvège, Russie, Suède) ; des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie. L'Italie (lois du 29 juin 1902 et du 7 juillet 1907) et la Roumanie (lois des 11-24 février 1906) sont entrées récemment dans la même voie. L'Espagne et la Grèce pratiquent à peu près seules aujourd'hui le régime de la non-intervention. Les lois espagnoles du 13 mars 1900 et du 8 janvier 1907 réglementent uniquement le travail des femmes récemment accouchées.

Pendant longtemps, la France n'a pas connu de régime légal spécial pour le travail des femmes adultes. C'est seulement la loi du 2 novembre 1892 qui leur a donné sur ce point un statut plus libéral, plusieurs fois amélioré depuis, et encore insuffisant.

La première loi réglementant le travail industriel remonte au 22 mars 1841, mais elle concerne uniquement les enfants employés dans les manufactures. Ses dispositions, d'ailleurs insuffisantes, furent inappliquées, faute d'un service de contrôle organisé.

En 1847, un projet ayant été déposé par le gouvernement à la Chambre des pairs, celle-ci mettait sur pied un projet nouveau, intéressant surtout parce

qu'il constituait une tentative très sérieuse, en avance sur les idées du temps. Ce n'était plus seulement la réglementation du travail des enfants qui était envisagé, mais celui des femmes de tout âge. Une première discussion eut lieu le 21 février, mais la Révolution ayant éclaté, la question de la réglementation du travail des enfants, comme des adolescents ou des femmes, fut noyée dans une autre plus vaste : la réglementation du travail des travailleurs adultes.

La journée de travail atteignait à cette époque une durée souvent abusive, quatorze et quinze heures, parfois même dix-sept heures, pour les majeurs ou les mineurs. Dans un rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques, Blanqui écrivait : « Dans la plupart des filatures, le travail durait quatorze ou quinze heures au grand détriment de la santé et de la moralité des travailleurs, et l'excès a même été plus loin. »

Le décret du 2 mars 1848 réduit la journée de travail à dix heures à Paris et onze heures en province, distinction qui n'a guère de raison d'être. La joie délirante, avec laquelle cette mesure fut accueillie par la classe ouvrière, témoigne combien pesait sur elle le labeur écrasant auquel elle était soumise. Mais cette mesure fut de courte durée.

La loi du 9 septembre 1848 pose le principe de la limitation de la journée de travail, mais elle la fixe à douze heures, et n'établit cette limite que pour quelques

catégories seulement d'établissements industriels, les manufactures et les usines. La loi ne faisait d'ailleurs pas de distinction suivant l'âge ou le sexe des travailleurs. L'absence d'un service d'inspection rendit cette loi aussi inefficace que celle de 1841. C'est seulement la loi de 1883 qui confia aux inspecteurs du travail le soin d'appliquer ces prescriptions qui étaient toujours en vigueur.

Sous le second empire, la législation du travail industriel resta ce qu'elle était en fait, soumise au régime de la liberté absolue. La campagne entreprise par Jules Simon qui signalait, notamment dans son livre *L'Ouvrière*, les abus du travail des femmes en fabrique et leurs dangers sociaux, ne porta ses fruits qu'après la chute de l'Empire.

L'assemblée nationale s'occupa surtout des enfants. La loi du 19 mai 1874 fixe à douze ans l'âge d'admission des enfants dans les fabriques et détermine la durée maxima de leur journée de travail : douze heures pour le mineur de seize ans, six heures seulement (demi-temps) pour les enfants de dix à douze ans admis par exception au travail dans certaines industries. Elle rendait obligatoire pour eux le repos du dimanche.

Cette loi ne contenait que peu de dispositions sur le travail des femmes. Pour les filles mineures de vingt et un ans, interdiction du travail de nuit, les dimanches et jours fériés et limitation à douze heures

de la journée de travail. Au cours de la discussion, M. Wolowski insista pour que le travail de nuit fût interdit radicalement à toutes les femmes ; l'Assemblée redoutant des complications économiques repoussa cet amendement. Des règlements d'administration publique devaient déterminer quels seraient les travaux pouvant être exécutés la nuit dans les usines à feu continu, et le laps de temps pendant lequel ils seraient autorisés. Ces décrets parurent en mai 1875, ils admettaient au bénéfice de l'exception les papeteries, les sucreries, les verreries, les usines métallurgiques. Pour les femmes de tout âge, le travail souterrain dans les mines, minières et carrières était interdit.

La loi de 1874 constituait un progrès sensible sur la législation antérieure en ce qui concerne les enfants, car les pénalités et l'inspection qu'elle organisait devaient assurer à ses prescriptions l'efficacité. Des inspecteurs divisionnaires et départementaux assistés d'une commission supérieure et de commissions locales étaient chargés de veiller à l'exécution de la loi de 1874. C'est grâce à l'ensemble des dispositions de surveillance et de contrôle que cette loi marque « une date importante dans l'histoire du travail de la France. Elle a été la première à faire entrer sérieusement la protection légale des travailleurs dans le domaine pratique » (1). Malheureusement elle ne

1. Congrès international de 1900 pour la protection légale des travailleurs. Rapport de M. Raoul Jay, p. 90.

touchait que par un bien petit côté à l'amélioration de la condition des femmes en se bornant à prohiber pour elles le travail minier. Il aurait fallu surtout s'attaquer aux abus du travail de nuit et des journées de quatorze et quinze heures. Il est à regretter que l'idée de l'Assemblée de la Commission nationale d'étendre aux femmes de tout âge la réglementation concernant la durée du travail, l'interdiction du travail de nuit, des dimanches et jours fériés n'ait pas été adoptée.

Le 13 novembre 1886, le ministre du Commerce déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui étendait aux femmes adultes le bénéfice de la protection légale : limitation de la journée de travail à dix heures ; interdiction du travail de nuit ; institution du repos hebdomadaire ; obligation pour le patron de ne pas employer l'ouvrière pendant les quatre semaines suivant son accouchement et de lui payer pendant ce congé une indemnité journalière.

La Chambre des députés vota toutes ces dispositions à une grande majorité, dès sa première délibération, mais le Sénat opposa au projet du gouvernement une vive résistance.

La loi du 2 novembre 1892 qui sortit de ces délibérations porte la trace de cette opposition et ne consacre qu'une partie des réformes proposées par le gouvernement.

L'accord entre les deux Chambres finit par se faire

sur l'interdiction du travail de nuit. Le repos obligatoire pour les femmes en couches fut réservé pour faire l'objet d'un projet de loi spécial.

La discussion fut très vive au Sénat sur le maximum de la journée de travail. La haute Assemblée en avait d'abord rejeté le principe. La Chambre des députés l'ayant rétabli, le Sénat se résigna à l'accepter, mais en portant le maximum de dix à onze heures, sous la pression des représentants des filatures qui déclaraient ne pouvoir lutter contre la concurrence étrangère, avec un personnel ne travaillant que dix heures. Pour en finir, la Chambre accepta aussi la journée de onze heures.

La loi du 2 novembre 1892 constituait une première et importante étape dans l'amélioration du sort de l'ouvrière. Elle supprimait le travail de nuit, les journées de quatorze et quinze heures. Mais en raison même de son caractère transactionnel, elle contenait une complexité de réglementation qui devait rendre le contrôle presque impossible, et permettre par là même de nombreuses fraudes qui lui enlevèrent une grande partie de son efficacité.

En effet, il n'existait pas pour le personnel ouvrier moins de quatre statuts différents, d'après le sexe et l'âge : un statut pour les enfants (journée de dix heures) ; un pour les adolescents de seize à dix-huit ans (soixante heures par semaine, maximum journalier de onze heures) ; un pour les femmes (onze heures) ;

un pour les hommes adultes travaillant dans les manufactures et usines (douze heures).

M. Sibille, rapporteur du projet à la Chambre des députés, avouait que la Chambre n'avait accepté cette complexité que par esprit de conciliation, pour faire aboutir la réforme, malgré l'opposition du Sénat, et dans l'espoir que, dans la pratique, les dispositions nouvelles tendraient à généraliser la journée de dix heures (1).

En réalité, c'est le résultat inverse qui se produisit, et l'unification se fit, en violation de la loi, sur la base de la durée la plus longue.

Les industriels intéressés prétendaient, en effet, ne pouvoir appliquer à leur personnel des heures de travail différentes suivant les catégories. L'atelier qui comprend des adultes (hommes et femmes), des adolescents et des enfants serait désorganisé après le départ des femmes et des enfants. Le chef d'industrie devra, à la longue, réduire dans la même proportion la durée du travail des hommes adultes.

C'est ce résultat, le rapporteur le reconnaissait, que les promoteurs de la réforme avaient escompté. Il n'était pas cependant nécessaire. Les femmes et les enfants étant, en général, employés dans des ateliers séparés, les chefs d'industrie peuvent parfaitement appliquer des horaires séparés aux différentes

1. Discours à la Chambre des députés. Séance du 29 octobre 1892.

catégories de leur personnel. Jusqu'à la loi du 28 décembre 1908, la législation allemande a longtemps admis des statuts différents pour les diverses catégories des ouvriers, même travaillant dans les mêmes ateliers.

Quelle que fût sa valeur, le grief des industriels aboutit à la violation du maximum de dix heures pour les enfants. Cette pratique fut admise par le gouvernement, à la suite du dépôt sur le bureau du Sénat d'une proposition tendant à fixer uniformément pour tout le personnel, même adulte, la durée de la journée dans les ateliers où travaillaient en même temps des hommes, des femmes et des enfants. Le gouvernement, sans attendre que les Chambres se fussent prononcées, décidait que les inspecteurs n'auraient plus à tenir compte que de la journée de onze heures. Même avec l'assentiment du gouvernement, il y avait là une mesure illégale, d'ailleurs insuffisante puisqu'elle laissait subsister encore deux réglementations ; onze heures pour les personnes protégées par la loi de 1892 : enfants, femmes, adolescents ; douze heures pour les adultes dans les usines et manufactures.

Déjà violée dans sa lettre en ce qui concerne les enfants, par suite du mauvais vouloir des industriels et du manque d'énergie du gouvernement, la loi du 2 novembre 1892 le fut encore dans son esprit par l'emploi de pratiques abusives. C'étaient les pratiques des équipes alternantes et des équipes volantes.

L'article 4 de la loi qui interdisait le travail de nuit, contenait une exception qui servit de brèche pour faire passer ces abus. « Tout travail, portaient ses paragraphes 2 et 3, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est considéré comme travail de nuit ; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

« Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. »

Cette disposition était destinée dans l'esprit de ses auteurs, à préparer l'adoption de la journée de neuf heures. En fait, elle permit des pratiques frauduleuses.

« On a établi, écrivait M. Ricard, dans l'exposé des motifs de la proposition de loi qu'il déposait sur le bureau de la Chambre, à la séance du 23 novembre 1893 (1), dans certaines usines des équipes roulantes et volantes, des relais qui passent sur tous les métiers et travaillent pendant que les ouvriers réguliers sont mis au repos. De cette façon, en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une l'après-midi, aux femmes deux repos d'une heure et demie et aux enfants deux repos de deux heures, on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures, sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant,

1. Proposition du 23 nov. 1893, Chambre des députés. Session extraordinaire de 1893 (*Journ. off.*, Annexe, n° 40, p. 44).

supporte un travail effectif dépassant la durée légale.

Cette pratique, en effet, respectait le texte de la loi, mais elle violait manifestement son but et son esprit. Avec l'alternance des repos, elle augmentait encore la complexité déjà très grande des statuts de travail et rendait encore plus illusoire le contrôle des inspecteurs, ce qui encourageait les fraudes. De plus, elle tendait à disloquer la famille ouvrière en obligeant ses divers membres à des heures différentes et en ne leur permettant pas de prendre leurs repas en commun.

Même avec le système des équipes alternantes conformes à l'article 4, on aboutissait à des résultats déplorable.

« L'on espérait, écrivait M. Ricard dans son *Exposé des motifs* (1), qu'il aurait l'avantage de réduire sensiblement la présence de l'ouvrier à l'atelier... C'est le contraire qui se produit. Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure du repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes et l'usine marche ainsi sans arrêt pendant dix huit heures. Pour y arriver on a recours à diverses combinaisons : il suffit d'en indiquer une.

« Ainsi la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures, la seconde va de 9 heures

1. Documents parlementaires. Chambre des députés. Séance du 23 nov. 1893 (Annexe, n° 40. *Journ. off.*, p. 44).

à 1 heure de l'après-midi ; la première reprend de 1 heure à 5 heures et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures. Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes. Ils sont donc retenus par le service de l'usine pendant treize et quatorze heures par jour. »

Aux inconvénients des relais, séparation des membres de la famille et difficulté du contrôle, ces pratiques ajoutaient donc celui d'écarter les ouvrières de leur foyer et de leurs enfants pendant tout le jour et de leur laisser seulement la liberté des heures de sommeil.

C'est la complexité de la réglementation consacrée par la loi du 2 novembre 1892 qui avait été la principale cause de son inefficacité, en fournissant aux chefs d'industrie un prétexte — difficulté d'application — à la violer ; et en leur permettant, grâce à l'impossibilité du contrôle, de l'éluder par des pratiques abusives.

Deux propositions émanées de l'initiative parlementaire, au lendemain même de la loi de 1892, ont eu pour objet de faire disparaître ces vices de la réglementation légale.

Le 14 novembre 1893, M. Lecomte déposa sur le bureau du Sénat une proposition tendant à unifier la

journée sur le pied de onze heures, non seulement pour les femmes et les enfants, mais aussi pour les adultes travaillant dans les mêmes locaux que les personnes protégées (1).

Le 23 novembre suivant, M. Ricard présenta à la Chambre une proposition réduisant à dix heures la durée de la journée de travail pour toutes les personnes protégées, femmes, jeunes gens et enfants et supprimant les relais et les équipes alternantes (2).

Après de longues discussions, l'accord s'établit entre les deux Chambres, comme en 1892, sur un texte transactionnel (loi du 30 mars 1900). Le principe de la journée de dix heures est admis pour les enfants, les adolescents de moins de dix-huit ans et les femmes, personnel déjà protégé par la loi de 1892. En outre, et c'est là une innovation, bénéficient de cette réduction de la journée de travail les hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux. La loi du 30 mars 1900 consacre l'adoption par étapes de ce maximum, onze heures à partir de sa promulgation, dix heures et demie deux ans après, enfin dix heures à partir du 1^{er} avril 1904.

La loi du 2 novembre 1892, modifiée par celle du 30 mars 1900, forme le statut organique de la durée

1. Documents parlementaire, Sénat. Séance du 14 novembre 1893. Session extraordinaire. Annexe n° 2, *Journ. off.*, p. 708.

2. Documents parlementaires. Chambre des députés. Séance du 23 novembre 1893. Session extraordinaire. Annexe n° 40. *Journ. off.*, p. 44.

de la journée de travail pour les enfants, les filles mineures et les femmes occupés dans les établissements industriels.

En ce qui concerne le travail de nuit des femmes, la loi de 1892 a été améliorée depuis par celle du 22 décembre 1911 qui a mis en vigueur la Convention internationale de Berne.

La loi du 13 juillet 1906 a établi le repos hebdomadaire obligatoire. Sa portée d'application est plus considérable que celle des lois précédentes. Elle ne s'applique pas seulement aux salariés (hommes et femmes) de l'industrie, mais aussi aux employés du commerce.

La loi du 11 juin 1917 a consacré le principe de la semaine anglaise, mais seulement pour les ouvrières du vêtement.

Quant à l'interruption de travail pour les femmes enceintes, elle a fait l'objet de plusieurs propositions (proposition de M. De Mun de 1886, proposition de M. Dron de 1892, proposition de M. Strauss de 1899), mais il a fallu attendre jusqu'au 17 juin 1913 pour avoir une réglementation efficace à ce sujet.

La loi du 27 novembre 1909 votée sur la proposition de M. Engerand avait déjà fait œuvre utile en garantissant leur emploi aux femmes en couches. Mais était-ce bien suffisant? Cette mesure était très intéressante au point de vue théorique peut-être,

mais au point de vue pratique, quelle était son efficacité ?

La femme, malgré la certitude qu'elle avait de ne pas perdre son travail par son absence, se rendait jusqu'au dernier moment à l'atelier et recommençait à travailler, sans avoir pris un repos suffisant, compromettant ainsi sa santé et celle de son enfant. Garantir l'avenir, c'était bien ; mais garantir le présent, en obligeant l'industriel à ne pas employer la femme pendant quatre semaines, avant et après les couches, et en assurant à l'ouvrière pendant ce temps une indemnité, voilà ce qu'il fallait.

C'est cette réforme qui a été réalisée partiellement par la loi du 17 juin 1913. Celle-ci, en effet, ne prévoit qu'un repos facultatif pour l'ouvrière enceinte. Mais si le repos n'est pas obligatoire, il est toutefois facilité. « Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture » (*Code du Travail*. Liv. I. Tit. II. Art. 29 a). Après les couches, la cessation du travail devient obligatoire pendant une durée de quatre semaines.

« Dans tout établissement industriel et commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre

semaines qui suivent leur délivrance » (*C. Trav.* Liv. II. Tit. I. Ch. IV *bis.* Art. 54 *a*). L'ouvrière a d'ailleurs droit, pendant son absence, au paiement d'une allocation.

Enfin, le 5 août 1917, le législateur a complété d'une façon très heureuse les dispositions de la loi du 17 juin 1913, en décidant que « pendant une année à compter du jour de la naissance, les mères allaitant leurs enfants disposent à cet effet d'une heure par jour durant les heures de travail » (*C. Trav.* Liv. II. Tit. I. Ch. IV *bis.* Art. 54 *b*). Il s'agit naturellement d'un repos supplémentaire. Il y a là une mesure vraiment intéressante. « Nous perdons encore annuellement pendant la première année, bien près de 100.000 enfants (1) et sur ce nombre, plus des deux tiers meurent d'affections qui pourraient être évitées ou conjurées par les soins de la mère et particulièrement par l'allaitement maternel » (2).

1.	1908.....	101.000
	1909.....	91.000
	1910.....	86.000
	1911.....	118.000

2. Rapport de Mme Paul Gemähling à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs sur « la maternité ouvrière et sa protection légale en France ». Réunion du 3 mai 1915.

TITRE II

COMMENTAIRE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE ET RÉFORMES A ENVISAGER

Après avoir, dans le titre premier, établi le principe de la nécessité d'une intervention législative pour protéger la travailleuse et donné un aperçu rapide des lois qui se sont proposé ce but au cours du xix^e siècle et au début du xx^e, nous consacrerons le titre II au commentaire des lois ouvrières prévoyant une réduction de la durée du travail féminin et à certaines réformes qui, donnant plus complètement satisfaction aux revendications sociales et ouvrières, ont été envisagées, mais qui malheureusement n'ont pu encore recevoir une réalisation.

CHAPITRE PREMIER

DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL ET TRAVAIL DE NUIT

1° Portée d'application des lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 22 décembre 1911

C'est au *Code du Travail*, livre II, titre I^{er}, chapitre II, Section III et chapitre III, que se trouvent insérées les dispositions de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par celles du 30 mars 1900 et 22 décembre 1911, concernant la durée du travail et le travail de nuit des femmes et des enfants.

A la différence de la loi du 13 juillet 1906 et de celle du 17 juin 1913 qui organisent des mesures protectrices (repos hebdomadaire, repos des femmes en couches) pour les salariés de l'industrie et du commerce, les lois concernant la durée de la journée de travail des femmes et des enfants, le travail de nuit, ne s'appliquent qu'aux travailleurs de l'industrie.

Ceci résulte de l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre

1892 qui énumère d'une façon limitative les établissements (usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances) soumis à son application.

En conséquence, la protection de cette loi ne s'étend pas aux ouvrières employées à des travaux autres que les industries mentionnées.

Elle exclut donc de son domaine d'application les travaux agricoles, le commerce, les professions libérales, les emplois se rattachant à la domesticité.

Dès 1892, M. Waddington, rapporteur à la Chambre des députés, déplorait que la loi de 1892 laissa le commerce en dehors de son emprise. Mais il avait cru préférable d'assurer la réglementation protectrice de cette catégorie de salariés par un texte spécial qui n'a pas été voté en France. La lacune est d'autant plus regrettable à l'heure actuelle, que le nombre des femmes employées dans le commerce évalué à 200.000 environ avant la guerre s'est considérablement accru depuis.

En ce qui concerne le domaine d'application de la loi, il n'est pas malgré l'existence d'une énumération limitative toujours facile à déterminer. Des difficultés ont surgi notamment au sujet des travaux agricoles et de certaines industries de l'alimentation.

Si les cultures destinées à l'industrie (betteraves sucrières par exemple) restent en dehors de la portée de la loi, celle-ci devient au contraire applicable

quand il y a transformation industrielle des produits cultivés ; par exemple pour les distilleries et sucreries annexées à un domaine agricole. La question est plus discutée pour les travaux agricoles effectués à l'aide d'un matériel industriel (machines à battre).

Quant aux petites industries de l'alimentation, le Conseil d'Etat les a exclus de la protection organisée par la loi. Consulté le 29 juin 1893 au sujet de difficultés soulevées par la question, il émit l'avis que ces professions se rattachaient plutôt à la vie domestique qu'à l'industrie proprement dite. Le 22 mai 1894, la Section du Conseil d'Etat (Travaux publics, Commerce, Agriculture, Postes et Télégraphes) donnait un avis analogue au sujet de la charcuterie et de la boucherie (1).

Quant aux magasins de vente et ateliers annexes, la jurisprudence soustrait à l'application de la loi les magasins distincts des ateliers de fabrication (2), tandis qu'elle y soumet les ateliers de réparation ou de transformation annexés à un grand magasin.

D'après une lettre du ministre du Commerce du 23 février 1894, l'industrie des transports échappe également à l'application de la loi, sauf pour les ateliers qui se rattachent à l'exploitation et présentent un caractère industriel.

L'article 1^{er} de la loi de 1892 soumet tous les ateliers

1. Voir *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1901, p. 276.

2. Trib. de simple police Reims, 16 juillet 1894, D. 95. 2. 56.

à la réglementation qu'elle institue, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, et sans tenir compte de la destination du travail ni de l'affectation du produit, et elle assimile expressément les établissements publics aux établissements privés.

La précision de ce texte met fin à une double controverse, qu'avait soulevée la rédaction de la loi du 19 mai 1874.

D'une part, à l'égard des établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la Cour de cassation avait établi une distinction. Par un arrêt du 17 février 1881, elle ne considérait comme soumis à la réglementation édictée par la loi de 1874 les ateliers annexés à ces établissements que lorsqu'ils étaient organisés dans un but lucratif; elle en exemptait ceux qui fonctionnaient en vue d'un intérêt purement général d'instruction professionnelle ou d'assistance.

Cette distinction a été jugée contraire à l'esprit de la loi, dont le but est d'assurer la protection du personnel ouvrier. Les dangers du travail excessif pouvant être les mêmes, il a été décidé que la réglementation devait s'appliquer quelque désintéressé que fût le but de l'établissement.

La Cour de cassation a soumis aux prescriptions de la loi de 1892 la supérieure d'un couvent ou d'un pensionnat qui occupe à des heures régulières dans

une salle commune et sous la direction d'une surveillante à des travaux de confection sept ouvrières non logées ni nourries dans l'établissement (1).

D'autre part, sous le régime de la loi de 1874, les directeurs des manufactures de l'Etat s'étaient toujours refusés à subir l'inspection. C'était confondre l'Etat puissance publique et l'Etat industriel. Celui-ci doit être soumis aux mêmes lois que l'industrie privée, et même, disait très justement M. Waddington, l'Etat, dans les usines qui lui appartiennent, doit donner le bon exemple de la soumission aux lois, et ne peut se dérober en sa qualité de fabricant, à une surveillance qu'il impose à tous les industriels « Depuis la loi de 1892, il n'existe plus sur ce point de difficulté, le législateur ayant soumis à l'application de la loi les établissements industriels, aussi bien publics que privés.

Si l'industrie entière est soumise à l'action de la réglementation de la loi de 1892, il n'en existe pas moins des formes de travail industriel qui sont soustraites à cette protection ; par exemple, l'industrie des transports, chemins de fer, bien qu'il existe des exceptions. Nous citerons à ce propos l'heureuse initiative de M. Baudin, ministre des Travaux publics, qui par un arrêté en date du 13 février 1901 décidait la création de trois Comités du travail sur le Réseau de

1. Crim. cass., 28 mars 1901, D. 1903. 1. 125.

l'Etat ayant pour mission « de veiller à l'application de toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le travail » (Art. 2).

« L'Etat moderne, tenu de satisfaire aux obligations multiples de services compliqués et délicats, a le plus grand intérêt à en rechercher le perfectionnement constant ; il ne saurait y tendre mieux qu'en tenant compte dans une juste mesure des vœux et des réclamations de ceux pour qui ces services sont organisés et de ceux qui par leur travail contribuent à en assurer la marche.

Désormais, les agents du Réseau seront appelés à nommer des délégués qui, dans des comités spéciaux, se rencontreront avec leurs supérieurs hiérarchiques pour veiller à l'exécution des lois et règlements intéressant le travail » (1).

Le fait que depuis la guerre, le Réseau de l'Etat a recouru au concours du travail de la femme dans les services actifs donne à cet arrêté un vaste champ d'application.

Nous avons vu que le législateur avait, en 1892, élargi le domaine de la réglementation. Il a par contre maintenu une exemption qui résultait implicitement de la loi de 1874. L'article 1^{er} § 3 excepte du bénéfice de la loi « les travaux effectués dans les établisse-

1. Dépêche ministérielle du 13 février 1901 : *Législation ouvrière et réglementation du travail des chemins de fer*. Imprimerie nationale 1904, p. 100.

ments où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ».

Il est regrettable que le législateur ait ainsi arrêté son contrôle au seuil de la famille. Sans doute, pour les enfants, c'est à bon escient que le législateur a présumé que l'affection des parents serait une sauvegarde suffisante. Il semble même que, si contre toute prévision, des parents exigeaient de leurs enfants un travail trop pénible, il existerait une sanction dans la déchéance de la puissance paternelle. Il est possible, en effet, d'assimiler ces abus à des mauvais traitements. Mais pour la mère; n'eût-il pas fallu la protéger contre elle-même ? Libre de travailler au-dessus de ses forces, ne peut-on pas craindre que dans un but généreux, pour accroître le bien-être de ceux qui lui sont chers, elle ne se livre à un travail excessif. Le danger est d'autant plus grand que les travailleurs à domicile sont au dernier degré de l'échelle des salariés. Les salaires insuffisants qui leur sont payés les conduisent fatalement à un régime épuisant; pour augmenter de quelques centimes le gain familial, la femme prolongera non seulement son travail, bien au delà de la limite normale de la journée de travail, mais s'imposera même le travail de nuit.

Or, le législateur n'a soumis au contrôle de l'inspection, et encore seulement en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité, que les ateliers de famille où le

travail s'effectue à l'aide de chaudières ou de moteurs mécaniques et ceux où s'exerce une industrie classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres (art. 1^{er} § 4). En ce qui touche la durée du travail, il n'existe aucune surveillance de l'atelier familial. Cette lacune de la protection des ouvrières dans un milieu où les abus du « Sweating system » sévissent si péniblement, est vraiment déplorable.

Sans doute la loi de 1892 soumet à deux conditions rigoureuses la portée de l'exception. Pour qu'il y ait atelier de famille, l'atelier ne doit comprendre que des enfants, descendants ou pupilles de l'employeur. Dès qu'il y a un ouvrier étranger, la réglementation de droit commun s'applique, même à la femme, aux enfants et pupilles. L'enfant doit travailler sous l'autorité de son père ou de sa mère. Si le père n'est pas patron, on revient au droit commun. Mais en fait, le père, patron, peut lui-même travailler pour un autre, et les mêmes abus sont à redouter pour l'ensemble de la famille.

2° Durée de la journée de travail

La loi du 30 mars 1900 a, en ce qui concerne la durée du travail quotidien, réalisé d'heureuses réformes.

Nous rappelons que, sous le régime de la loi de 1892

aux termes de l'article 3, les personnes protégées se divisaient en trois catégories :

1^o Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de seize ans qui ne pouvaient être employés à un travail effectif de plus de dix heures ;

2^o Les jeunes ouvriers ou ouvrières de seize à dix-huit ans pour lesquels la durée du travail était de soixante heures par semaine, avec un maximum journalier de onze heures ;

3^o Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes qui ne pouvaient être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Pour chaque catégorie, le travail devait être coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pouvait être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail était interdit. Le chef d'établissement pouvait déterminer, à son gré, les heures de repos par un règlement intérieur affiché.

La loi de 1900 a uniformisé la journée de travail pour tout le personnel protégé, en portant à dix heures la durée maximum du travail quotidien à dater du 1^{er} avril 1904.

Le nouvel article 3 est ainsi conçu :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par ou un plusieurs repos, dont la durée

totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

D'autre part, la loi de 1900 a fait bénéficier de la réduction de la durée de la journée de travail les hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux que les enfants, les filles mineures et les femmes. Le maximum de leur journée étant fixé à dix heures, à partir du 1^{er} avril 1904 (art. 2).

Il n'existe que deux exceptions à la limitation de la journée de travail des femmes et des enfants.

La première exception spéciale aux femmes âgées de plus de dix-huit ans vise l'autorisation des veillées. C'est à la section II de la loi de 1892, section relative au travail de nuit qu'est inscrite cette dérogation. De même, lors de la codification des textes concernant la réglementation du travail, l'exception a fait l'objet de l'article 23 du livre II, titre I, chapitre III intitulé *Travail de Nuit*. C'est bien effectivement le travail de nuit qui est autorisé puisque « tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est con-

sidéré comme travail de nuit ». Or le travail peut, dans ce cas particulier, s'effectuer entre 9 heures et 10 heures du soir depuis la loi du 22 décembre 1911 (sous l'empire de la législation de 1892, il était autorisé jusqu'à 11 heures). Aussi en reparlerons-nous à propos du travail de nuit. Mais, il faut ajouter que l'exception intéresse également la durée du travail, puisqu'en empiétant sur la nuit, elle permet au patron de prolonger la journée de travail au delà de la limite légale. Dans ce cas, le maximum autorisé est douze heures.

La deuxième exception, plus large, résulte de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, aux termes duquel « les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les travailleurs visés à l'article 5 (enfant âgés de moins de dix-huit ans et femmes de tout âge) pour certaines industries à désigner par règlement d'administration publique. »

La genèse de cette dernière exception est curieuse. Dans le premier texte, l'article 7 de la loi de 1892, c'était la règle des dix heures sans exception, mais avant le vote final, un député d'une région maritime fit remarquer que l'introduction d'une exception paraissait nécessaire en faveur des pêcheurs de poissons dont la récolte peut se prolonger parfois au delà du temps fixé par la loi, mais comme il ne semblait pas noble d'introduire le mot sardines dans un

texte, l'on ajouta les mots « dans les établissements déterminés par un règlement d'administration publique ». Le 15 juillet 1893 paraissait un décret qui admettait quatorze industries à bénéficier de cette disposition. Des décrets successifs vinrent allonger la nomenclature des établissements privilégiés. Actuellement le décret du 30 juin 1913 qui a remplacé celui du 15 juillet 1893 énumère dans son article 4 plus de cinquante industries auxquelles la faveur a été concédée et qui ne se rattachent pas à l'industrie de la pêche. En 1911, le nombre des jours supplémentaires de travail ainsi autorisés par la dérogation de la loi de 1892 s'élevait, d'après le rapport de la Commission supérieure du Travail, à 4.488.470 pour les femmes de plus de dix-huit ans, à 1.662.392 pour les enfants.

La loi du 30 mars 1900 consacre des améliorations importantes :

- 1° La fixation de la journée de travail à dix heures pour les femmes et les enfants ;
- 2° L'extension aux adultes de la journée de dix heures lorsqu'ils travaillent dans les mêmes locaux que le personnel protégé.

Bien que cette disposition ne concerne que les hommes adultes, elle a une répercussion immédiate sur la situation de l'ouvrière et de l'enfant à l'usine. En effet, sous l'empire de la loi de 1892, les industriels se plaignaient de la difficulté d'application de la loi qui prévoyait toute une série de distinctions

suivant l'âge et le sexe, restreignant ainsi la production de l'usine à certaines heures de la journée ; les ouvriers (hommes, femmes, enfants) étant tous solidaires dans leur travail. De là, comme nous l'avons vu, la pratique de certaines fraudes, d'abus que, malgré toute leur vigilance, les inspecteurs ne peuvent pas toujours parvenir à découvrir et à réprimer.

Avec l'uniformité de la durée de travail pour tous, le grief des industriels disparaît et les inspecteurs pouvant exercer un contrôle rigoureux, la loi ne reste plus simplement à l'état théorique.

Il est regrettable que la Cour de cassation ait interprété restrictivement l'assimilation des adultes aux femmes et enfants travaillant dans les mêmes locaux.

On peut en effet, en présence des termes de l'article 2, « les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi de 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par la dite loi », décider que les mots « mêmes locaux » visent ou l'établissement industriel dans son ensemble (interprétation extensive), ou simplement les ateliers où les adultes travaillent côte à côte avec des femmes ou des enfants (interprétation restrictive).

Le rapport présenté à la Chambre des députés, le 27 mars 1900 se prononçait pour la première interprétation. De même, la circulaire du ministre du Commerce du 17 mai 1900 déclarait « toutes les fois que dans un même bâtiment, sous un même toit, ou sur

un même emplacement, des hommes ou des femmes ou des enfants collaboreront au même travail, ils devront être soumis à une règle commune, quels que soient la place, la salle ou l'étage où ils se trouvent » (1).

La Chambre criminelle a rejeté cette thèse. Elle a limité la portée de l'article 2 à « l'atelier où le travail se fait en commun » à l'exclusion des « ateliers distincts et séparés d'une même usine » (2).

3° La simultanéité du travail et des repos pour tous les membres de la famille. « Ainsi, dit M. Jay (3), se trouve unifiée pour tout le personnel ouvrier non seulement la journée de travail, mais la répartition du travail entre les limites de cette journée : entrée à la même heure à l'atelier, repos à la même heure, sortie à la même heure. Pour le plus grand bien matériel et moral de la famille ouvrière, le législateur y restaure ainsi la vie en commun. »

La jurisprudence donne d'ailleurs un sens très étroit au mot repos et décide qu'il doit être absolu. Il a été décidé que la mise en train du travail ne doit pas être comptée comme temps de repos, ni être défalquée de la journée (4). Un tribunal est même allé plus loin et a jugé qu'il y a lieu de compter comme

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1900, p. 618.

2. Cass. crim., 30 novembre 1901, D. 02.1.17; 20 février 1902, S. 03.1.36.

3. Rapport au Congrès de Paris, p. 48.

4. Trib. police Troyes, 29 décembre 1893, D. 94.2.185.

temps de travail la durée pendant laquelle l'ouvrier, présentement inoccupé, est tenu de demeurer à l'usine, à la disposition de son patron (1).

Par contre la jurisprudence de la Cour de cassation aboutit à supprimer en fait la simultanéité des repos pour le personnel protégé.

Elle a, en effet, observé qu'aucun texte de loi ne punit le défaut de concordance entre l'horaire affiché et le travail effectif, et décidé, en conséquence, que le fait par le chef d'industrie de faire reprendre le travail avant l'expiration du temps consacré par l'horaire au repos, n'est pas punissable. Le patron ne peut dans ce cas, être condamné pour violation de l'article 3, que s'il est prouvé en fait que la durée de la journée de travail a été dépassée (2).

Cette jurisprudence, bien assise par une série d'arrêts, a été vivement critiquée (3). La preuve du fait est fort difficile à établir, et en présence de repos non conformes à l'horaire et sans cesse variables, les inspecteurs se trouvent dans l'impossibilité pratique d'exercer leur contrôle sur la durée effective des repos.

La Cour de cassation a d'ailleurs décidé que la

1. Trib. correct. Valenciennes, 16 mars 1906, D. 06.2.197.

2. Cass. crim., 27 avril 1900, D. 1904.1.69; 15 mai 1903, D. 03.1.489; Paris, 11 novembre 1903, D. 1904.2.233.

3. Petit, note sous, D. 1904.2.233; Pic, *le Contrôle de la durée légale du travail dans l'industrie* (*Revue d'Economie politique*, 1905).

simultanéité des repos ne concernait que les femmes et les enfants, et que les adultes travaillant dans les mêmes locaux n'en bénéficiaient pas (1). Au point de vue protection de la famille ouvrière, cette interprétation est fâcheuse, puisqu'elle supprime la vie commune du chef de famille, de sa femme et de ses enfants et maintient leur séparation que le législateur avait voulu faire cesser. Il est à noter que la Chambre criminelle a d'ailleurs eu des hésitations et qu'elle s'était tout d'abord prononcée pour la simultanéité des repos pour tout le personnel travaillant dans les mêmes locaux (hommes adultes, femmes, enfants) (2).

On peut donc conclure, que par suite de l'interprétation de la Cour de cassation, la loi du 30 mars 1900 est bien loin d'avoir réalisé, en ce qui touche la protection de la famille, les résultats auxquels tendait le législateur.

En ce qui concerne spécialement la femme, sa situation s'est trouvée améliorée. Le maximum de onze heures de travail effectif qu'elle avait à fournir, sous l'empire de la législation de 1892 s'est trouvé abaissé à dix heures.

Mais le progrès réalisé est-il bien suffisant ?

D'une façon générale, la journée de dix heures est bien longue pour la femme qui, après avoir travaillé

1. Cass. crim., 30 novembre 1901, D. 02.1.17 ; 2 janvier 1902, D. 03.1.283.

2. Cass. crim., 26 janvier 1901, D. 1901.1.177.

à l'usine, doit encore se livrer à la maison aux travaux domestiques. Aussi a-t-on préconisé de réduire à huit heures la journée de travail. D'autres sont allés plus loin et ont envisagé l'emploi de la main-d'œuvre féminine au demi-temps, c'est-à-dire pendant une demi-journée seulement.

D'autre part, il y a toute une catégorie d'ouvrières pour lesquelles les conditions de travail sont particulièrement fatigantes, ce sont celles pour lesquelles les conditions techniques de la profession ne permettent pas l'emploi de sièges. Le travail debout pendant dix heures consécutives (avec les seuls repos prévus à l'article 3, de la loi de 1892: durée totale d'une heure au maximum) est certainement trop long. Dans ces conditions, eu égard à la situation particulière de ces travailleuses, le législateur a le devoir de les faire bénéficier d'une nouvelle protection en réduisant la durée de leur journée de travail (1).

Nous devons signaler que le décret du 23 octobre 1917, qui a modifié l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, dans son paragraphe 8, a réalisé une heureuse réforme, en décidant que, dans tous les cas où la nature du travail ne serait pas compatible avec la station assise, continue ou intermittente, « des sièges ou des bancs en

1. Cf. L'extension de loi du 29 décembre 1900 aux femmes employées dans l'industrie. Rapport de Mme de la Ruelle à l'Association française pour la protection légale des travailleurs, 5 avril 1906.

nombre suffisant seront mis à la disposition collective des ouvriers et des employées à proximité des postes de travail. Un règlement intérieur déterminera les heures et conditions auxquelles l'usage de ces sièges ou bancs sera autorisé ».

3° Travail de nuit

L'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 porte que « les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. »

Cette rédaction a donné lieu à une prétention singulière de certains industriels. Ils ont soutenu que l'interdiction de travail de nuit ne s'appliquait pas aux filles majeures et que l'article 4 visait uniquement les filles mineures et les femmes mariées. Le tribunal de Saint-Etienne a condamné cette interprétation par trop ingénieuse. Le mot « femmes » s'applique, de toute évidence, au personnel féminin majeur, marié ou non. L'expression « filles mineures » s'expliquait comme une survivance de la rédaction de la loi du 19 mai 1874 qui n'accordait, en effet, de protection qu'aux filles mineures.

La loi du 22 décembre 1911 a fait disparaître cette rédaction qui n'avait plus de raison d'être.

L'article 4, a été ainsi modifié : « Les jeunes ouvriers

et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} ».

Est considéré comme travail de nuit, aux termes de l'article 4, tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892, la Convention internationale de Berne signée le 26 septembre 1906, a réglementé plus rigoureusement le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. Cette Convention qui liait quatorze Etats a été ratifiée par le Parlement français le 15 juillet 1908 et promulguée par décret du 13 septembre 1910.

La loi du 22 décembre 1911 votée dès le 10 juin 1907 par la Chambre des députés et le 12 décembre 1911 par le Sénat, sur les rapports de MM. Justin Godart et Touron, a eu pour objet de concilier la législation française avec les prescriptions de la Convention de Berne exécutoire à partir du 14 janvier 1912.

Aux termes de cette Convention incorporée à la loi du 2 novembre 1892 par la loi du 22 décembre 1911 « le repos de nuit des enfants du sexe féminin et des femmes aura une durée minimum de onze heures consécutives », disposition reproduite à l'article 22 du livre II du Code du Travail. Le repos est réduit à dix heures dans les cas prévus par le paragraphe 4 et par l'article 7.

La loi de 1892 apportait au principe de l'interdiction du travail de nuit des exceptions, les unes temporaires, les autres permanentes. Celles-ci ont été appelées à disparaître, soit en vertu de la loi du 30 mars 1900, soit en vertu des prescriptions de la Convention de Berne.

L'article 4 paragraphe 2 de la loi du 2 novembre 1892 autorisait le travail de quatre heures du matin à dix heures du soir lorsqu'il était réparti entre deux équipes ne travaillant pas plus de neuf heures chacune.

La pratique avait révélé les inconvénients de cette disposition destinée, dans l'intention de ses auteurs, à amorcer la journée de neuf heures. Elle avait, au contraire, permis d'introduire le régime des relais et celui des équipes alternantes, qui rendait illusoire en le compliquant le contrôle des inspecteurs et permettaient les fraudes les plus criantes contre les limites imposées par la loi de 1892 à la journée de travail. En outre, elle séparait à perpétuité les membres d'une même famille et disloquait la vie en commun.

La loi du 30 mars 1900 a supprimé purement et simplement cette tolérance, en laissant aux industriels un délai de trois mois pour faire disparaître les relais et un délai de deux ans pour les équipes alternantes.

Le travail ne peut plus être divisé que par équipes

successives et continues ; la première équipe ne peut commencer avant cinq heures du matin, la dernière doit cesser à neuf heures du soir.

Le travail à double équipe n'a été maintenu que pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières, qui d'ailleurs n'intéressent pas les femmes auxquelles ils sont interdits.

La loi du 30 mars 1900 avait maintenu deux exceptions permanentes à la prohibition du travail de nuit. D'après l'article 4 paragraphe 5 de la loi de 1892, certaines industries limitativement énumérées par l'article 3 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets du 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897, étaient autorisées à employer les femmes la nuit, à condition que leur travail effectif n'excédât pas sept heures sur vingt-quatre. Ces industries étaient celles du pliage des journaux, du brochage des imprimés, de l'allumage des lampes de mines, du coulage et séchage de l'amidon de maïs.

Cette exception a été supprimée par la loi du 22 décembre 1911.

L'autre exception permanente concerne les usines à feu continu. L'article 6 de la loi de 1892, maintenue en 1900, permet d'y utiliser la nuit, tous les jours de la semaine, le travail des femmes majeures et des enfants du sexe masculin, à condition qu'ils aient au moins un jour de repos par semaine.

L'article 4 du décret du 15 juillet 1893 modifié par

divers décrets (24 février 1898, 27 décembre 1911) donne la liste des travaux indispensables qui pourront être effectués dans ces conditions et le laps de temps qui pourra y être employé. Y sont assimilés les travaux accessoires qui ne réclament pas une grande dépense de forces.

La durée du travail effectif de nuit ne peut dépasser dix heures coupées par des repos d'une durée totale minima de deux heures.

Le travail de nuit des femmes étant, en principe, considéré comme contraire à l'ordre public, il ne peut être autorisé que si cette dérogation est commandée par une impérieuse nécessité. Aussi l'autorisation est-elle limitée aux usines qui exigent nécessairement pour la fabrication du produit une source calorique continue. Ce sont les usines métallurgiques, les verreries, les fabriques d'objets en fer et fonte émaillée, les fabriques et raffineries de sucre, les distilleries de betteraves, les usines pour l'extraction des huiles, les papeteries. L'autorisation d'employer le travail de nuit féminin doit être donnée par écrit.

Cette deuxième exception n'a pas été supprimée par la loi du 22 décembre 1911. Cela résulte de ce qu'elle était contenue dans l'article 6 de la loi de 1892 et que la loi de 1911, sans toucher à ce texte, a modifié uniquement l'article 4. Elle est cependant peu en harmonie avec la Convention internationale de Berne

qui a prescrit la suppression de toutes les exceptions permanentes.

Le texte voté par la Chambre en 1907 supprimait, sur la proposition de la Commission du Travail, les mots « femmes majeures » dans l'article 6.

Le Sénat a cependant rétabli ces mots. L'article 6 est devenu l'article 26 du livre II du Code du Travail aux termes duquel : « Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

Ce décret est intervenu le 30 juin 1913, abrogeant celui du 15 juillet 1893. Il a admis les femmes au travail de nuit seulement dans les fabriques de sucre brut et pour un petit nombre de travaux (article 3).

D'ailleurs, cette exception n'existe plus à l'heure actuelle. En effet, l'article 8 du décret du 13 septembre 1910, portant promulgation de la Convention de Berne, stipulait qu'elle entrerait en vigueur deux ans après la clôture du procès-verbal de dépôt fixée au 31 décembre 1908. Mais il portait à dix ans le délai de mise en vigueur : 1° pour les fabriques de sucre brut de betterave ; 2° pour le peignage et la filature de la laine ; 3° pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés

annuellement, quatre mois au moins, par des influences climatiques.

L'exception permanente concernant les usines à feu continu a donc disparu depuis le 1^{er} janvier 1919.

A côté des exceptions permanentes, la loi du 2 novembre 1892 avait admis pour certaines industries le principe de dérogations temporaires au principe de l'interdiction du travail féminin de nuit.

L'une de ces dérogations était partielle. Elle autorisait plutôt les veillées que le travail de nuit.

« Supprimer d'une façon absolue les veillées, écrivait M. Waddington, rapporteur du projet devant la Chambre des députés, ce serait porter atteinte à la prospérité de plusieurs branches de cette industrie de Paris qui fournit un si fort élément à notre commerce d'exportation, ou ce qui est plus probable, aboutir à un échec complet de la loi, car, nous ne saurions trop le répéter, en pareille matière, la loi, pour être exécutée, doit être acceptée par l'opinion publique. »

La Commission proposait, en conséquence, d'inscrire dans la loi la faculté d'autoriser à titre exceptionnel les veillées, en en limitant la durée et le nombre total au cours de l'année.

Son texte, adopté par le Parlement, est devenu le paragraphe 4 de l'article 4 ainsi conçu :

« Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui

seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures. »

Dans ces limites restreintes, les industriels peuvent user de la veillée à l'époque de l'année qui leur plait, mais, pour permettre à l'administration d'exercer son contrôle, ils doivent, à chaque fois, prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice dans les conditions déterminées par l'article 6 du décret du 30 juin 1913 qui a remplacé celui du 15 juillet 1893.

« L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail exceptionnel, d'une lettre sous enveloppe ou d'un télégramme, de façon que la date du timbre de la poste fasse foi de la date du dit avis. Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation. »

Le décret du 15 juillet 1893 accordait le droit de veillée aux cinq industries suivantes :

Broderie et passementerie pour confections.

Fabrication et confection de chapeaux en toutes matières pour hommes et femmes.

Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants.

Confections en fourrures.

Pliage et encartonnage des rubans.

Les deuxième et troisième catégories fournissaient la presque totalité des exceptions. En 1906, sur 2.701 établissements pour lesquels avait été faite la déclaration de veillée, 2.017 appartenaient à l'industrie de la confection, couture et lingerie pour femmes et enfants, et 469 à celle de la fabrication et confection des chapeaux. Le nombre total de veillées s'élevait à 844.191 (1).

Les décrets du 17 février 1910 et du 27 décembre 1911 ont depuis limité à deux industries la faculté d'utiliser le travail féminin en veillée : la confection de chapeaux de grand deuil pour femmes et enfants et la confection de vêtements de grand deuil pour les mêmes personnes. L'article premier du décret du 30 juin 1913 a laissé subsister ces deux dérogations.

Appliqué à partir du 1^{er} juillet 1910 seulement, le décret du 17 février 1910 a entraîné dès cette année une diminution considérable des veillées. De 924.312 en 1900, elles sont tombées en 1910 à 532.436. Ce décret a été rendu à la suite d'une campagne entreprise par les ligues sociales d'acheteurs.

Même enfermée dans les étroites limites de l'article 4,

1. Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1906, p. 474.

paragraphe 4 de la loi de 1892, la veillée donnait lieu à de graves abus signalés dans les rapports des inspecteurs. En rendant plus difficile leur contrôle, elle ouvre la porte à de nombreuses fraudes qui permettent à l'industriel de dépasser les limites mises par la loi, tant à la veillée qu'à la journée de travail.

Une inspectrice de Paris écrivait ainsi les difficultés de sa tâche en ce qui concerne le contrôle des veillées.

« Les industriels sont très aidés dans leurs fraudes par la disposition de leurs ateliers. Les maisons de couture un peu importantes ont généralement plusieurs ateliers, des escaliers un peu partout, des concierges complaisants, des domestiques faisant le guet et donnant le signal assez à temps pour que la maison soit plongée instantanément dans l'obscurité. Pendant que l'inspectrice s'aventure dans un escalier sombre, les ouvrières partent par les autres issues. Elles se prêtent très volontiers à ces supercheries qui leur procurent un moment de gaieté. Dans ces circonstances, elles prêteront toute assistance au patron pour le plaisir de faire une niche à l'inspection, quitte à nous le dénoncer le lendemain par une lettre anonyme » (1).

Même lorsqu'elle est loyalement appliquée dans les conditions prévues par la loi de 1892, la veillée présente de graves inconvénients, qu'avait déjà

1. Rapports de l'Inspection du Travail pour 1897, p. 28.

signalés à la Chambre M. De Mun dans la séance du 2 février 1891. Elle est nuisible à la fois à l'ouvrière et à la vie de famille. « La veillée s'ajoute à la journée de travail. L'ouvrière n'est presque jamais prévenue d'avance ; c'est au dernier moment, lorsqu'elle est sur le point de partir, qu'on lui annonce qu'il faut rester. Le plus souvent, elle ne peut même pas prévenir chez elle qu'elle ne rentrera pas à l'heure habituelle. Elle prend à la hâte un morceau sur le pouce et le travail recommence dans une atmosphère viciée par le travail de la journée, gâtée encore par la lumière artificielle. »

Ce n'est pas seulement la santé physique de l'ouvrière qui est atteinte, c'est la vie de famille qui est détruite. A tous ces inconvénients s'ajoute les graves dangers moraux courus par la femme.

Au point de vue familial, la veillée est nuisible à l'ouvrière en général. Les jeunes filles échappent à la surveillance de leurs parents qui ignorent à quelle heure elles doivent rentrer. Elles sont de plus exposées à tous les dangers de la rue entre onze heures et minuit. Les mères de famille sont retenues hors du foyer à un moment où leur présence serait indispensable. C'est pour elles l'impossibilité de remplir le rôle social qui leur est confié. Le mari dont la journée finit généralement à 7 heures ne trouve pas en rentrant la compagne dont il aurait tant besoin. Les enfants sont livrés à eux-mêmes. La mère ne peut

même pas leur donner les soins matériels, indispensables, *a fortiori* les soins intellectuels et moraux. « Le résultat de la veillée pour la femme, à n'importe quel âge, est la déchéance physique quand elle n'amène pas la déchéance morale (1). »

Au point de vue industriel, les veillées ne semblaient pas présenter des avantages assez importants pour contrebalancer leurs inconvénients. Le travail fourni la nuit par des ouvrières déjà surmenées perd en qualité comme en intensité. Dès 1900, les veillées avaient déjà été spontanément supprimées dans certaines industries qui avaient le droit d'y recourir. « Plusieurs grandes maisons de couture, écrivait alors M. Laporte, de celles qui occupent les ouvrières par centaines, ont dernièrement modifié leur tableau des heures de travail. Afin de parfaire la journée de douze heures sans dépasser neuf heures du soir, il leur a suffi d'ouvrir les portes à huit heures du matin. Ce n'est pas de bonne grâce, il faut le dire, que ces maisons ont adopté cette combinaison, car elles avaient perdu le droit de faire travailler la nuit, le crédit de soixante jours accordé par la loi ayant été épuisé. Mais ce qui a déjà été réalisé sous la pression des circonstances, il faut chercher à le maintenir pour des raisons plus hautes de morale et d'humanité. »

« Cette réforme (la suppression des veillées) est

1. Rapports sur l'application pendant l'année 1897 des lois réglementant le travail, p. 28.

possible. Elle a été réalisée dans la confection en fourrures, l'une des industries ayant le droit, comme la couture, de faire travailler jusqu'à onze heures. Plusieurs grandes maisons de Paris ont spontanément supprimé les veillées ; les ouvrières, moins surmenées, produisent davantage... (1) »

Les décrets de 1910 et 1911 ont singulièrement réduit la portée de l'exception prévue par l'article 4 de la loi de 1892 ; et limitée à deux industries où l'impérieuse nécessité de l'urgence peut la justifier, elle ne tombe plus sous le reproche de faire passer la toilette et la coquetterie avant la santé physique et morale des ouvrières.

La loi du 22 décembre 1911 a atténué encore les inconvénients des veillées, en ne les laissant subsister que jusqu'à dix heures du soir au lieu de onze heures, conformément au principe posé par la Convention internationale de Berne.

La loi du 2 novembre 1892 prévoit, en dehors des veillées, deux autres catégories d'exceptions temporaires à l'interdiction du travail de nuit.

D'après le paragraphe 6 de l'article 4, « le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées ». Cette disposition a été insérée à l'article 24 du Livre II du Code du Travail. Le rapport de M. Waddington

1. Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail sur l'interdiction du travail de nuit, 1900.

à la Chambre des députés précise les établissements que le législateur a visés : Ce sont « les fabrications d'une nature spéciale dont la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption sous peine d'être complètement perdue : telles sont, par exemple, les fabriques de conserves de poisson des côtes de Bretagne, la préparation des fruits et légumes conservés, les usines des parfumeurs distillateurs des Alpes-Maritimes ».

Le décret du 30 juin 1913 qui a remplacé celui du 15 juillet 1893 (modifié par les décrets du 3 juillet 1908, 1^{er} février 1910, 12 mai 1910, 23 novembre 1910, 27 décembre 1911) énumère les industries bénéficiaires de cette exception : beurreries industrielles, colles et gélatines, confiserie, conserves alimentaires de fruits et de légumes, conserves de poissons, délainage des peaux de mouton, fromageries industrielles, établissements industriels pour le traitement du lait, extraction des parfums des fleurs, pâtes alimentaires et fabriques des biscuits employant le beurre frais, réparations urgentes de navires et de machines motrices (pour cette dernière catégorie d'industries la tolérance n'est admise que pour les enfants du sexe masculin au-dessus de seize ans).

La dérogation est soumise aux conditions suivantes. L'inspecteur doit être avisé par l'industriel dans les mêmes formes que pour les veillées. Le chef d'industrie peut employer le travail de nuit de tout son per-

sonnel, hommes, femmes et enfants, mais la durée du travail effectif ne peut excéder dix heures par vingt-quatre heures, et la durée totale des dérogations est limitée à 30, 60, 90 jours suivant les industries.

Une dernière exception est admise dans l'intérêt commun de l'industriel et de la femme. « En outre, dit le paragraphe 7 de l'article 4, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé ». Le § 7 de l'article 4 de la loi de 1892 forme actuellement l'article 25 du livre II du Code du Travail. La loi permet ainsi à l'ouvrière de récupérer la nuit le salaire qu'elle n'a pu gagner le jour. Comme l'exception ne doit pas entraîner une prolongation de la journée légale de travail, l'inspecteur ne peut autoriser à travailler la nuit que les ouvrières qui ont chômé le jour.

En fait, il était très peu recouru à ce mode de travail (1) : En 1905, 248 femmes avaient été employées dans ces conditions; cependant, le chiffre s'est depuis sensiblement élevé, il est passé à 1.340 en 1910.

La loi du 22 décembre 1911 a facilité l'application de cette faculté. L'autorisation préalable de l'inspecteur n'est plus nécessaire à l'industriel. Il peut faire travailler son personnel la nuit sur simple préavis.

1. Rapport de la Commission supérieure pour 1906, p. 50.

L'autorisation n'est nécessaire que s'il a déjà atteint le maximum de quinze nuits par an.

En résumé, on peut dire qu'aujourd'hui, grâce surtout à la Convention de Berne, la question du travail de nuit des femmes dans l'industrie se trouve à peu près résolue dans le sens de l'interdiction.

La loi du 2 novembre 1892 avait réalisé un grand progrès en en posant le principe. Mais les trop nombreuses exceptions qu'elle admettait compliquaient le contrôle et facilitaient la fraude.

La Convention de Berne a ajouté à ce principe deux autres règles : elle a fixé à onze heures en règle générale et à dix heures dans les cas exceptionnels la durée du repos ininterrompu de nuit des femmes. Elle a interdit tout travail féminin de dix heures du soir à 5 heures du matin. Les dispositions de l'article 2 de la Convention de Berne ont été reproduites à l'article 22 du livre II du Code du Travail.

En outre, elle a supprimé toutes les exceptions permanentes à l'interdiction du travail de nuit. Celle qui concerne les usines à feu continu admise par la loi du 22 décembre 1911 et contraire au principe adopté par cette convention, est appelée à disparaître.

Seules subsistent des exceptions justifiées sérieusement par les nécessités industrielles ou l'intérêt même de l'ouvrière. En limitant le nombre des industries appelées à bénéficier des veillées, en clôturant la veillée à 10 heures, elle a enlevé à cette pratique

une grande partie de son importance et de ses inconvénients.

Si l'on peut, en cette matière, appeler de ses vœux quelque réforme, c'est la suppression complète des exceptions permanentes et des veillées qui, même lorsqu'elles sont comprises dans les limites étroites fixées par le législateur en 1911, constituent encore un danger pour l'ouvrière au point de vue physique et au point de vue moral.

CHAPITRE II

REPOS HEBDOMADAIRE

La loi du 13 juillet 1906 a institué en faveur des ouvriers et employés le repos hebdomadaire et dominical.

Par sa généralité d'application, cette loi dépasse la protection du personnel féminin et, dans une étude sur la situation de l'ouvrière, il n'y a pas lieu de faire le commentaire d'une loi d'une portée aussi générale.

D'ailleurs, la loi du 13 juillet 1906 n'a que partiellement modifié la situation des femmes et des enfants travaillant dans les usines et manufactures, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, et il faut, pour cette partie du personnel, se reporter aux dispositions de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 restées en vigueur.

Cet article 5 avait déjà établi le principe du repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants, en déclarant que « les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'arti-

de 1^{er} plus de six jours par semaine ni les jours de fête reconnue par la loi, même pour rangement d'atelier. »

Or, l'article 13 de la loi du 13 juillet 1906 déclare expressément que les seules dispositions de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 qui sont abrogées sont celles qui touchent le repos hebdomadaire.

Le projet du ministre du Commerce de 1886, point de départ des délibérations du Parlement qui aboutirent au vote de la loi du 2 novembre 1892, étendait aux femmes l'obligation du repos hebdomadaire déjà consacré par la loi du 19 mai 1874. Mais à la différence de celle-ci, il se bornait à prescrire un jour de repos sur sept pour les femmes et les enfants, sans le fixer obligatoirement au dimanche. L'institution perdait ainsi une grande partie de son efficacité.

Cela avait été une des causes principales de l'opposition du Sénat au projet de la loi de 1892. Les partisans du repos du dimanche invoquaient le respect de la liberté de conscience qui imposait de laisser aux ouvrières pratiquantes la faculté de remplir leurs devoirs religieux. Ils ajoutaient à cet argument l'exemple de la plupart des législations étrangères qui avaient adopté le repos hebdomadaire dominical. Enfin, le repos hebdomadaire était institué non seulement en vue de permettre un repos physique, mais aussi pour laisser à la femme le loisir de s'occuper de son ménage et de ses enfants. Laisser les patrons

libres de déterminer le jour de repos, c'était risquer de séparer la mère et les enfants employés dans des établissements différents et enlever à la mère l'occasion hebdomadaire de soigner et diriger ses enfants.

L'apparence confessionnelle du repos du dimanche fit échouer les efforts des partisans du repos dominical, et l'article 5 de la loi de 1892 établit seulement le principe de l'interruption de travail une fois par semaine, sans fixer de jour.

Telle était la situation des femmes et des enfants employés dans les établissements industriels, lorsque le 6 avril 1900 une proposition qui ne visait que les employés de commerce était déposée sur le bureau de la Chambre par MM. Breton et Zevaès. Le texte indiquait seulement l'interdiction pour les patrons ou employeurs de faire travailler plus de six jours par semaine. La proposition fut étendue aux ouvriers comme aux employés tout en maintenant dans le texte la formule d'un jour de repos sur sept. Cette formule ne donnait d'ailleurs pas satisfaction aux revendications ouvrières. Lors de la discussion qui eut lieu le 27 mars 1902 à la Chambre, un député socialiste, M. Fournier, déclarait que ses idées politiques et philosophiques lui auraient plutôt fait préférer le jeudi au dimanche comme jour de repos, mais qu'étant donnée l'attitude des ouvriers et employés qui avaient fréquemment exprimé leur désir de voir fixer au dimanche le repos hebdomadaire, il

se ralliait à la désignation de ce jour. Les partisans du repos dominical finirent par triompher, le texte proposé fut modifié et devint la loi du 13 juillet 1906 aux termes de laquelle le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

De là, une modification apportée à l'article 5 de la loi de 1892 : suppression pour le patron de la faculté de choisir le jour de repos hebdomadaire du personnel féminin qu'il emploie. Il y a là une réforme très heureuse. Les dispositions relatives au repos hebdomadaire dominical forment actuellement les articles 31, 32 et 33 du livre II du Code du Travail.

Enfin, nous devons remarquer qu'en ce qui concerne la réglementation du travail féminin, la loi de 1906 a innové encore, en assurant le bénéfice du repos hebdomadaire à une catégorie de personnes non protégées par la loi de 1892 : les femmes travaillant dans les établissements commerciaux (art. 30, livre II. Code du Travail).

L'article 5 de la loi de 1892 a subsisté en ce qui concerne les dispositions autres que celles fixant à un jour quelconque le repos hebdomadaire.

Il en résulte que les femmes et les enfants ont continué à bénéficier à divers points de vue d'un régime plus favorable que les adultes ; solution d'ailleurs logique, la loi nouvelle ne pouvant rétrograder sur l'ancienne législation en faisant perdre à la femme la protection qu'elle avait déjà acquise :

1° L'article 5 prévoit indépendamment du repos hebdomadaire le repos des jours de fête reconnue par la loi. Il reste en vigueur à ce point de vue, en faveur des personnes protégées par la loi de 1892 (1).

2° La loi de 1906 autorise, dans ses articles 4 et 5, § 1^{er}, des dérogations à l'obligation du repos hebdomadaire.

D'après l'article 4 de la loi de 1906, le repos hebdomadaire peut être suspendu, en cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents (art. 40, livre II. Code du Travail).

L'article 5 donne aux industriels la faculté de recourir à des dérogations, c'est ainsi qu'aux termes du paragraphe 1^{er} « dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges » (art. 41, l. II. Code du Travail).

Ces dérogations ne sont pas applicables aux filles mineures et aux enfants de moins de dix-huit ans.

1. Trib. police Clichy, 28 juin 1907 (*Moniteur judiciaire*, Lyon, juillet 1907).

3° L'article 6 de la loi de 1906 autorise certaines industries, les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre à certains moments à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, à suspendre quinze fois par an le repos hebdomadaire (art. 47, l. II. Code du Travail).

Ces dérogations ne s'appliquent pas de plein droit aux femmes et aux enfants. L'article 18 de la loi de 1906 réservait au gouvernement de dresser par un règlement d'administration publique la liste des industries particulières rentrant dans ces catégories générales, où l'emploi des femmes et des enfants pourrait être exceptionnellement autorisé le dimanche dans les conditions déterminées par l'article 6. Le décret du 29 avril 1913 qui a abrogé et remplacé celui du 16 mars 1908 indique quels sont ces établissements.

4° L'article 5 § 3 de la loi de 1906 prévoit que « dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail » (art. 43, l. II. Code du Travail).

Cette dérogation n'est pas applicable aux personnes protégées par la loi de 1892.

Quand on parle du régime de faveur maintenu par l'article 18 de la loi du 13 juillet 1906, au profit des femmes et des enfants, en ce qui concerne le repos des jours de fête reconnus par la loi, il faut bien spécifier qu'en maintenant purement et simplement les dispositions de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 qu'il n'abroge pas, l'article 18 n'a pu consacrer ce régime de faveur qu'à l'égard des personnes protégées par la loi de 1892, c'est-à-dire uniquement à l'égard des femmes et des enfants occupés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi de 1892. Cette observation est importante, puisque la loi de 1906 s'applique aux ouvriers comme aux employés du commerce. A l'égard des femmes et des enfants qui ne sont pas astreints au travail industriel, c'est le régime de droit commun qui doit être pratiqué en ce qui les concerne. Lors de la rédaction du Code du Travail, la disposition concernant le repos des jours fériés a été d'ailleurs insérée dans une section spéciale (section II, livre II, titre I, ch. IV), s'appliquant exclusivement au personnel (femmes et enfants) des établissements industriels.

Le repos hebdomadaire dominical constitue aujourd'hui le principe général pour tous les travailleurs de toutes les catégories. Dans une étude sur la réglementation du travail des ouvrières, nous n'avons donc pas à commenter en détail une loi qui ne constitue pas un statut particulier en leur faveur et nous

avons pu nous contenter d'exposer les règles particulières que l'adoption de ce principe général en 1906 a laissé subsister à leur profit et ce en quoi il a innové.

CHAPITRE III

LA SEMAINE ANGLAISE

La semaine anglaise, réduction de la journée de travail le samedi, apparaît comme le complément indispensable du repos dominical vraiment familial.

Nous étudierons assez longuement cette institution pour deux raisons.

D'une part, en effet, si son organisation est réclamée pour toutes les catégories de travailleurs, elle est demandée avant tout pour la femme et inscrite en tête des revendications féminines. Il faut d'ailleurs remarquer que, d'une façon générale, le mouvement commence au profit de la femme et de l'enfant. Puis, une fois la réforme réalisée pour cette partie du personnel, le législateur l'étend aux hommes adultes. Il en fut ainsi pour la réduction de la journée de travail et pour le repos hebdomadaire.

D'autre part, la réforme a déjà reçu en ce qui concerne la femme un commencement de consécration législative dans la loi du 11 juin 1917.

On entend par semaine anglaise une organisation

qui comporte cinq jours de plein travail et une demi-journée de travail le samedi ; mais, en fait, une enquête faite par l'Office du Travail en 1913 range parmi les industries jouissant de la semaine anglaise toutes celles qui diminuent d'une façon quelconque la durée du travail du samedi. « Dans ce compte rendu et pour éviter de continuelles périphrases, on appellera semaine anglaise, conformément au langage devenu courant, la réduction de la durée du samedi, cette réduction fût-elle d'une heure seulement ou de deux » (1).

L'habitude de faire cesser le travail le samedi après-midi remonte au moyen âge, mais c'est en Angleterre que s'est conservé cet usage, c'est ce qui justifie le nom donné à cette institution. Cependant, plusieurs personnes ont préconisé l'appellation de semaine française ou chrétienne. Le 8 juillet 1914, M. Delahaye disait au Sénat : « Voilà quelque chose qui est très bien. Mais de grâce, Messieurs, n'appelons plus cela la semaine anglaise mais la semaine chrétienne ». M. Jenouvrier, interrompant, ajoutait « et française ».

De même encore, le 8 juin 1917, M. Henry Chéron, rapporteur au Sénat du projet de loi déposé par M. Bourgeois, déclarait : « Ce qu'on appelle la semaine anglaise, c'est plutôt la semaine française. Elle était,

1. Office du Travail. Enquête sur la réduction du travail le samedi (semaine anglaise), 1913, p. 1.

en effet, pratiquée au moyen âge par nos vieilles corporations. Le travail y cessait le samedi après-midi. On voulait que les ouvriers et les ouvrières pussent donner quelques heures à leur foyer afin de garder l'entière liberté du dimanche » (1).

En Angleterre l'interruption de travail le samedi après-midi n'est pas seulement une coutume, c'est une consécration légale. Dès 1850, une loi institua en Grande-Bretagne, dans l'industrie textile, la semaine de soixante heures, avec un maximum journalier de douze heures, en attribuant une heure et demie au repos, le travail devant cesser le samedi à deux heures de l'après-midi. Cette législation ne s'appliquait qu'aux femmes et aux enfants. Cette abstention à l'égard des hommes adultes est un principe dont le législateur anglais n'a jamais voulu se départir. D'ailleurs l'usage paraît avoir assuré le repos de l'après-midi du samedi à un très grand nombre d'hommes adultes.

Jusqu'en 1878 la législation ne s'étend qu'à l'industrie textile, la plus importante, et qui occupe la plus forte proportion de femmes et d'enfants.

La loi du 27 mai 1878 sortie des travaux d'une commission royale instituée en 1873 pour codifier les lois de protection ouvrière, modifie et généralise ces dispositions de la loi de 1850.

La nouvelle loi est applicable :

1. Débats parlementaires, Sénat. Séance du 8 juin 1917. Session ordinaire. *Journ. off.*, p. 531.

- 1° Aux fabriques de textiles ;
- 2° Aux fabriques non textiles ;
- 3° Aux ateliers mixtes, où sont employés des enfants, des adolescents et des femmes ;
- 4° Aux ateliers de femmes ;
- 5° Aux ateliers domestiques, où sont seuls occupés les membres de la famille.

Pour les femmes et les adolescents jusqu'à dix-huit ans employés dans l'industrie textile, la loi fixe à cinquante-six heures et demie la durée du travail hebdomadaire, soit dix heures pour les cinq premiers jours et six heures et demie pour le samedi.

Le travail de l'enfant ne pourra dépasser vingt-huit heures, soit une demi-journée par jour ou un jour sur deux.

Pour le repos du samedi, la journée est abrégée ; elle commence à la même heure que les autres jours, mais elle ne dure que six heures ou six heures et demie suivant qu'il s'agit d'un travail de manufacture ou d'un autre travail.

L'Act du 17 août 1901 a apporté quelques modifications à celui du 27 mai 1878, il en a complété et précisé les dispositions, en ce qui concerne le repos du samedi.

Dans les fabriques de tissus, la journée des adolescents et des femmes commence le samedi à six ou sept heures du matin ; elle finit, s'il est accordé au moins une heure pour le repos, à midi et demi dans le

premier cas, pour quelque travail que ce soit, à une heure et demie, dans le second cas pour quelque occupation que ce soit. La durée de la journée de travail le samedi est donc limitée à cinq heures et demie.

L'Act du 17 août 1901 n'apporte aucune modification importante aux dispositions de celui du 27 mai 1878, en ce qui concerne les fabriques non textiles et les ateliers.

Si la loi anglaise n'intervient qu'en faveur des femmes et des enfants, il faut en passant signaler qu'en dehors de l'obligation légale, un grand nombre d'industriels anglais appliquent à tout leur personnel le repos du samedi après-midi. On estimait, en 1912, que 85 o/o de la population industrielle anglaise bénéficiait de ce repos. Lors de la discussion de la loi de 1901, deux membres de la Chambre des communes, MM. Harwood et James Kongon qui demandaient la fermeture à midi des usines textiles pour les femmes, argumentaient de ce qu'en fait, dans les ateliers mécaniques et de nombreuses industries du vêtement, les adultes avaient depuis longtemps obtenu la fermeture des ateliers à midi le samedi.

En ce qui concerne les travailleurs du commerce, le Shops Act du 29 mars décide que, un jour au moins par semaine, l'employé de magasin ne doit pas être occupé aux affaires du magasin après une heure et demie de l'après-midi.

En France, la question de la réduction de la journée

de travail le samedi fut envisagée dès 1886 dans une proposition signée par MM. de Mun, Freppel, de Belizal, Larère, Boscher, Delangle, Hillion, de Kersanson, Le Cour (1). Aux termes de l'article 10 : « Les samedis et veilles de fêtes, le travail industriel ne pourra excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement, sauf dans les usines à feu continu. »

Diverses manifestations en faveur de la semaine anglaise se produisirent lors des discussions des lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900. Mais ce fut seulement à la suite de la campagne menée contre l'application de la loi du 30 mars 1900, que la question fut véritablement mise à l'ordre du jour.

Il s'agissait de savoir s'il n'y aurait pas lieu de substituer à la réglementation journalière de la durée du travail, inscrite dans la loi du 30 mars 1900, une limite hebdomadaire qui permit aux industriels d'évoluer avec une plus grande liberté, sans imposer à leur personnel plus de soixante heures de travail par semaine, et de donner aux ouvriers le repos de l'après-midi du samedi sans diminuer leur salaire. C'était en somme ce qui avait déjà été fait par le législateur en 1892 pour les adolescents de seize à dix-huit ans, qui ne pouvaient être employés plus de soixante heures

1. Proposition du 20 février 1886. Documents parlementaires de la Chambre des députés. Session ordinaire de 1886. Annexe n° 465, p. 1073.

par semaine sans que le travail journalier puisse excéder onze heures (art. 3, § 2, loi du 2 novembre 1892).

La question fut soulevée par la Chambre de commerce de Belfort, le 22 février 1902, c'est-à-dire un peu avant l'abaissement à dix heures et demie de la journée de travail. Un rapport en faveur de la réglementation hebdomadaire de M. Georges Kœchlin fut envoyé avec un questionnaire par la Chambre de commerce à tous les industriels du territoire de Belfort.

Cette consultation donna les résultats suivants : 40 industriels occupant 7.288 ouvriers étaient favorables à la proposition de M. Kœchlin ; 5 industriels occupant 3.141 ouvriers faisaient des réserves ; 6 industriels demandaient la faculté pour le patron de réduire ou de supprimer le repos du samedi après-midi à certaines époques de l'année ; 3 industriels voulaient une loi substituant immédiatement la durée hebdomadaire à la durée journalière ; 13 industriels occupant 4.928 ouvriers demandaient le maintien de la loi.

A la suite de cette consultation, la Chambre de commerce adopta le vœu suivant : « que la loi du 30 mars soit ainsi modifiée :

« Pour les ateliers dont le personnel ouvrier doit, à partir du 1^{er} avril 1902, travailler dix heures et demie effectives par jour, et à partir du 1^{er} avril 1904,

dix heures effectives par jour, le travail sera de soixante heures par semaine.

« Ces soixante heures seront réparties sur les six jours de la semaine suivant les intérêts et les convenances de chaque usine ; mais, en aucun cas la journée de travail effectif ne pourra excéder onze heures. Les chefs d'établissement devront déclarer par écrit à MM. les Inspecteurs du Travail de quelle façon ces soixante heures de la semaine seront réparties, tant en hiver qu'en été. Des affiches indiquant la répartition seront apposées dans les salles de l'usine. »

Réunis à Paris le 5 mai 1902, les présidents des Chambres de commerce émirent un vœu analogue :

« L'Assemblée des présidents des Chambres de commerce proteste contre la loi de 1900, dont l'application récente fait ressortir les graves et nombreux inconvénients. Elle émet le vœu que cette loi soit modifiée d'urgence en ce qui concerne les industries saisonnières et de plein air auxquelles on ne saurait appliquer une réglementation uniforme et absolue ; que, d'autre part, le maximum des heures de travail soit fixé par semaine et non par jour. »

Eviter la diminution de la production, résultat redouté de l'introduction de la journée de dix heures, tel était le but de l'initiative patronale en faveur de la semaine anglaise. Un industriel, M. Strohl le reconnaissait à la séance du 27 février 1903 de l'Association française pour la protection légale des travailleurs.

« Il y aurait peut-être, disait-il, un moyen de rendre cette diminution de production moins sensible à l'industriel et de permettre à ce dernier de rétablir à peu près l'équilibre de son prix de revient, sans que ce soit au détriment du salaire de ses ouvriers.

« Ce moyen consisterait, au lieu de réduire le travail à dix heures par jour, soit donc à soixante heures par semaine, de le réduire à soixante heures par semaine avec un maximum de onze heures par jour pendant cinq jours et de cinq heures seulement le sixième jour.

« Industriels et ouvriers y trouveraient leur compte.

« Les industriels, en effet, réaliseraient d'abord par cette combinaison une économie de combustible, car, que la machine marche une heure de plus, une fois qu'elle est bien en train, que les générateurs sont sous pression, ce n'est pas cela qui fait une grande consommation de combustible, tandis que l'arrêt du moteur pendant une demi-journée entière se traduit de suite par des chiffres très appréciables.

« D'un autre côté, ils pourraient faire faire, le samedi après-midi, les réparations et travaux qu'on ne peut exécuter que pendant l'arrêt complet de l'usine et qu'on était obligé de faire maintenant les dimanches ; or, comme les travaux du dimanche se paient plus cher que ceux de la semaine (le tarif est généralement de 50 o/o plus élevé et va même quel-

quefois au double) il y aurait, de ce chef encore, une économie ».

« ... N'ayant pu me rendre compte, par un essai de un ou deux mois, de la différence de production et de prix de revient que donneraient comparativement au travail actuel de soixante-trois heures par semaine ou dix heures et demie par jour, le travail de soixante heures par semaine et arrêt de la demi-journée le samedi, j'ai dû me borner à des estimations théoriques, mais je crois qu'en payant pour soixante heures les mêmes salaires qu'actuellement pour soixante-trois heures par semaine, la distribution du travail que je préconise permettrait à l'industriel :

1° De retrouver environ 50 o/o du sacrifice qu'il aurait consenti par l'économie de combustible résultant de l'arrêt du moteur pendant la demi-journée du samedi ;

2° D'en retrouver encore 25 o/o en faisant faire le samedi après-midi, au tarif ordinaire, les travaux de réparation faits actuellement le dimanche au tarif majoré (1) ».

A la suite de cette initiative patronale, le ministre du Commerce et de l'Industrie prescrivit aux Inspecteurs divisionnaires du travail de lui faire connaître les établissements où était appliqué le repos du samedi

1. V. la *Réglementation hebdomadaire de la durée du travail, le repos du samedi. La protection légale des travailleurs*. Discussion de la section nationale française. Paris, 1904, p. 48.

après-midi, avec l'opinion des patrons et des ouvriers. Voici les résultats de cette enquête publiée dans le *Bulletin de l'Office du Travail* (mars 1903).

Dans un premier groupe d'établissements, l'usage du repos de l'après-midi du samedi est imposé par les conditions mêmes du recrutement du personnel. Ce sont des établissements situés en pleine campagne, dont le personnel est domicilié dans un rayon assez étendu. Pendant la semaine, les ouvriers couchent à l'usine ou dans des chambres garnies aux environs immédiats ; le samedi, après le déjeuner, ils quittent l'usine, et passent le dimanche dans leurs familles.

Départements	Nombre d'établissements	Personnel chômant tout ou partie de l'après-midi du samedi.		
		Hommes	Femmes	Enfants de moins de 18 ans.
Ardèche.....	240	136	5.626	3.612
Drôme	39	161	1.581	668
Gard.....	25	141	1.370	724
Vaucluse.....	11		45	20
Isère.....	60	556	5.171	1.981
Savoie	3		98	67
Loire.....	1	10	247	156
Puy-de-Dôme..	10	86	268	180
Saône et-Loire.	5	9	126	30
	394	1.099	14.532	6.438
		22.069		

Les femmes et les enfants composent la presque totalité du personnel de ces établissements

Un deuxième groupe comprenait uniquement les fabriques de cotonnades de la région roannaise.

Départements	Nombre d'établissements	Nombre d'ouvriers cessant le travail de meilleure heure le samedi		
		Hommes	Femmes	Enfants
Loire.....	24	2.997	4.186	477
Rhône.....	17	1.948	2.278	446

Cet usage inauguré pour les ouvrières par un industriel de Roanne, M. Grenot, dès 1879, avait été généralisé pour tout le personnel des fabriques de cotonnades en 1889, à la suite d'une grève générale. D'après M. Chassain de la Plasse, l'origine de l'usage remonterait jusqu'en 1877 (1).

Un troisième groupe comprenait dix établissements d'origine étrangère occupant 1.424 ouvriers dont 940 hommes adultes, 219 femmes, 265 enfants.

Enfin dans certains établissements de l'Oise et des Vosges, le repos du samedi après-midi avait été établi pour diminuer la production.

En résumé, en 1903, la cessation du travail de meilleure heure le samedi était pratiquée par 451 établissements industriels occupant 37.671 ouvriers. La statistique de cette époque donnant 310.216 établissements industriels occupant 2.885.832 personnes de tout âge et de tout sexe, l'usage du repos du samedi

1. V. *L'Industrie roannaise et le chômage du samedi soir*. Roanne, 1879, p. 15.

après-midi ne s'étendait qu'à 0,14 0/0 des établissements et à 1,32 0/0 du personnel. Si l'on ne considère que les femmes, la proportion était de 3,17 0/0.

Bien que la proposition fut d'initiative patronale, les patrons se montrèrent très divisés sur la substitution de la durée hebdomadaire du travail à la durée journalière.

Quant aux ouvriers, ils s'y montrèrent hostiles en très grande majorité. Ils avaient lutté pour l'abaissement à dix heures de la journée de travail ; comme la proposition émanait des Chambres de commerce, organisme émanant des patrons, et qu'elle avait pour but de faire échec à la loi de dix heures qu'ils avaient obtenue de haute lutte, ils se prononcèrent, non pas contre le repos du samedi après-midi, mais contre toute augmentation du travail journalier et en faveur de l'application intégrale de la loi du 30 mars 1902.

Malgré les résultats de cette enquête, en somme défavorables dans l'ensemble, une proposition inspirée des idées de M. Kœchlin fut déposée en 1904, sur le bureau du Sénat par MM. Richard Waddington et Lecomte. Elle se contentait d'ailleurs d'instituer un régime facultatif de dérogation à la loi de 1900. Aux termes de cette proposition, les industriels étaient autorisés à opter entre les deux combinaisons suivantes : journée de dix heures pendant six jours consécutifs (loi du 30 mars 1900), ou total de soixante heures de travail par semaine, ainsi réparties : onze

heures du lundi au vendredi inclus, cinq heures seulement dans la matinée du samedi.

Le Sénat, qui s'était montré hostile à la réduction à dix heures de la journée de travail, s'empressa de voter dans sa séance du 24 mars 1904, le principe de la proposition Waddington et Lecomte. Il adopta en outre, sur la proposition de M. Méline, et malgré l'opposition du ministre du Commerce des dispositions complémentaires qui tendaient à restreindre la portée du principe de la journée de dix heures.

D'une part, en effet, la proposition Méline accordait aux industriels deux heures supplémentaires pour le nettoyage des machines; comme c'était là du travail effectif, la durée du travail hebdomadaire était ainsi élevée de soixante à soixante-deux heures et la journée moyenne de dix heures se trouvait prolongée.

La proposition admettait aussi la compensation, par une prolongation qui ne pouvait excéder douze heures de travail effectif, des heures perdues en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle.

Enfin pour les industries de plein air et les industries saisonnières, la journée de douze heures était autorisée pendant soixante-quinze jours de l'année.

Aggravée de ces adjonctions dues à l'initiative de M. Méline, la proposition Waddington et Lecomte constituait un recul certain sur la loi du 30 mars 1900, et, les organisations ouvrières, hostiles à toute tentative de modification du principe de la journée de

dix heures, ne manquèrent pas de protester contre ces dispositions destructives des résultats acquis de haute lutte par elles en 1900.

En dehors de cet inconvénient, la faculté d'option laissée aux industriels par la proposition Waddington et Lecomte soulevait une autre grave objection. Le principal avantage du régime inauguré par la loi du 30 mars 1900 avait été, nous l'avons vu, d'unifier la durée de la journée de travail. Les membres de la famille se trouvaient ainsi réunis aux mêmes heures et d'autre part, le contrôle des inspecteurs, rendu plus facile, était de nature à décourager la fraude. Or le texte voté par le Sénat prévoyait le maintien de la journée de dix heures pour les enfants au-dessous de quinze ans, mesure excellente en elle-même, mais de nature à détruire l'uniformité des heures de travail que le législateur avait voulu instaurer en 1900.

Ces considérations ont paru décisives à la Chambre des députés qui, plus protectrice que le Sénat des intérêts de la classe ouvrière, s'est toujours refusée à inscrire à son ordre du jour la proposition Waddington.

En 1905, l'Association française pour la protection légale des travailleurs avait, sur les rapports de MM. Fagnot, Millerand et Strohl, recherché un texte transactionnel, et le 2 février 1905, adopté le vœu suivant, en ce qui concerne la réglementation hebdomadaire de la durée de travail.

« Par exception à la règle générale fixant la journée à dix heures, une réglementation hebdomadaire pourrait être autorisée par un règlement d'administration publique pour certaines industries d'une ou de plusieurs régions ou de la France entière, aux conditions suivantes :

« a) Pendant cinq jours, journée de dix heures et demie sauf pour les enfants de moins de seize ans dont la journée ne dépasserait pas dix heures.

« b) Le sixième jour, six heures et demie de travail continu pour tout le personnel et repos complet le lendemain.

« c) Le règlement devrait prescrire une consultation des ouvriers intéressés sous des formes garantissant la liberté et la sincérité de leur réponse (1) ».

Aujourd'hui, la question de la semaine anglaise est à nouveau à l'ordre du jour, mais elle se présente sous une physionomie différente de celle de l'époque où la proposition Waddington était déposée ; cela tient au recul du temps. En 1904, l'adoption de la journée de dix heures par le Parlement était encore trop récente, et son entrée en vigueur de trop fraîche date pour que les organisations ouvrières ne craignent pas, en acceptant le principe d'une fixation hebdomadaire de la durée de travail avec réduction

1. Publications de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 2^e série : *La durée légale du travail*, 1905.

du travail le samedi, de voir peu à peu abandonnée en fait la règle des dix heures si péniblement obtenue. Les propositions émanaient des Chambres de commerce, organismes d'origine patronale, donc suspects aux ouvriers. Elles ne cachaient pas le but de leur intervention : amener des dérogations à la loi de 1900. On conçoit l'hostilité ouvrière en présence d'une telle initiative.

Mais le recul du temps permet aujourd'hui de juger autrement la question de la semaine anglaise. De longues années se sont écoulées depuis la mise en vigueur de la journée de dix heures. L'inspection du travail a pu en garantir l'application rigoureuse. C'est une conquête assurée, et le soin jaloux que les organisations syndicales mettaient à la sauvegarder a perdu de son intérêt. Le repos de l'après-midi du samedi apparaît une réforme très intéressante dès qu'il n'est plus question de le gagner sur les autres jours de la semaine. Si en ce qui concerne les adultes, elle est encore loin de réunir tous les suffrages, la réforme a fait de grands progrès dans l'opinion et, pour les femmes, elle est en voie de réalisation.

L'enquête de 1913 a abouti, à cet égard à des conclusions sensiblement plus favorables que celle de 1903.

Saisie par le ministre du Travail de la question du repos du samedi après-midi, la Commission perma-

nente du Conseil supérieur du Travail a, après discussion, ouvert, d'accord avec la Direction du Travail, une enquête sur la question de la réduction du travail dans l'industrie, le samedi après-midi. Une circulaire détaillée a été envoyée aux Chambres de commerce, aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures aux Boursès du travail, aux Commissions départementales, aux Syndicats patronaux et ouvriers de l'industrie.

La première question posée était celle-ci : « Dans votre industrie la pratique de la réduction de travail à moins de dix heures le samedi existe-t-elle pour les femmes ? »

881 organisations ont répondu à cette question ; 171 comprenant des Chambres de commerce, des Bourses du travail, des syndicats patronaux et ouvriers ont répondu affirmativement.

Pour l'application de la réduction aux enfants sur 1.005 réponses, 172 organisations déclarent que la réduction de la durée du travail le samedi est appliquée aux enfants.

Pour les adultes, sur 1.119 réponses, 190 sont affirmatives. Dans ce chiffre, à côté de 133 Syndicats ouvriers et Bourses du Travail figurent 17 Chambres de commerce et 31 Syndicats patronaux.

Ces chiffres prouvent un commencement d'application en France de la réduction de la durée du tra-

vail le samedi, tant aux adultes qu'aux femmes et aux enfants.

Mais dans l'ensemble le mouvement était peu satisfaisant. On lit dans le compte rendu de cette enquête publié par l'Office du Travail. « La nouvelle enquête ne fait pas ressortir que la pratique (du repos de l'après-midi du samedi) se soit développée au cours des dix dernières années dans l'industrie française, mais la physionomie générale du mouvement s'est modifiée pendant cette période. Si la pratique s'est maintenue dans les fabriques de cotonnades de la région de Roanne — seule région où elle soit à peu près générale en ce qui concerne l'industrie textile — elle a sensiblement diminué dans les moulinsages et filatures de soie ; inversement, l'usage a pénétré depuis lors dans diverses industries situées dans des régions très différentes, mais, dans l'ensemble, le nombre des établissements est peu important, et, sauf à Roanne, cet usage n'est encore qu'à l'état exceptionnel (1) ».

La deuxième question concerne la durée du repos le samedi. 156 organisations seulement ont répondu. Elles établissent que le samedi le travail cesse à des heures très variées, à 11, 12, 13, 14, 15, 16 ou 17 heures.

« La durée du travail le samedi est connue pour

1. Office du Travail. Enquête sur la réduction de la journée de travail le samedi (semaine anglaise) 1913, p. 1.

392 établissements sur 397. Cette durée est de quatre heures dans 92 établissements, ou 23 o/o ; de quatre heures et demie dans 12 établissements ; de cinq heures dans 86 établissements, ou 21 o/o ; de cinq heures et demie et six heures dans 54 ; de six heures et demie, sept heures ou sept heures et demie dans 24 et de huit dans 124 établissements, ou 31 o/o des cas signalés.

« Le travail prend fin le samedi à 11 heures ou 11 h. 1/2 du matin dans 32 établissements ; à midi, dans 195 établissements, soit exactement la moitié ; à 12 h. 1/2 et 1 heure, dans 16 établissements ; à 2 heures, 2 h. 1/2 et 3 heures, dans 11 ; à 4 heures, dans 70, ou 17 o/o ; à 4 h. 1/2, dans 1 ; à 5 heures du soir, dans 64 établissements, ou 16 o/o des cas signalés et à 6 heures du soir dans 1 établissement (1) ».

Les réponses aux questions posées relativement à l'opinion des organisations sont plus intéressantes, elles révèlent le changement d'opinion depuis 1903.

Le questionnaire était ainsi conçu :

« Etes-vous d'avis qu'il y ait lieu dans votre industrie d'instituer légalement la pratique de la réduction de la journée de travail le samedi après-midi pour les femmes, pour les enfants, pour les adultes ? Quelle durée ? »

1.288 organisations ont fait connaître leur avis.

1. Enquête de l'Office du Travail déjà citée, p. 5.

En ce qui concerne les femmes, 541 organisations se prononcent en faveur de la semaine anglaise et 455 contre.

Les avis favorables sont en grande partie émis par les organisations ouvrières. Ils émanent en effet de 11 Chambres de commerce, 28 Bourses du travail, 35 Syndicats de patrons, 399 Syndicats ouvriers, 68 Commissions départementales du travail.

Dans les 155 avis contraires on ne remarque que 50 oppositions ouvrières. Ceux-ci émanent en effet de 126 Chambres de commerce, 268 Syndicats de patrons, 50 Syndicats ouvriers, 11 Commissions départementales du travail.

En ce qui concerne les enfants, 567 organisations expriment un avis favorable contre 531 défavorables.

Les 567 avis favorables proviennent en majorité d'organismes ouvriers (9 Chambres de commerce, 28 Bourses de travail, 28 Syndicats de patrons, 139 Syndicats ouvriers et 63 Commissions départementales du travail).

Dans les avis défavorables, on ne note que 66 oppositions ouvrières (129 Chambres de commerce, 321 Syndicats de patrons, 66 Syndicats ouvriers, 15 Commissions départementales du travail).

En ce qui concerne les hommes adultes, la réforme rencontre plus d'adversaires. Les avis opposés sont supérieurs aux avis favorables (+ 78). Il y a en effet 556 avis favorables pour 634 contre.

Les avis favorables sont encore émis presque en totalité par les organismes ouvriers (8 Chambres de commerce, 28 Bourses du travail, 22 Syndicats patronaux, 464 Syndicats ouvriers et 34 Commissions départementales).

Dans les 634 opposants figurent 95 Syndicats ouvriers (1).

L'enquête de 1913 révèle donc un revirement complet de l'opinion. Tandis qu'en 1903, l'initiative du repos du samedi émane des patrons et que la réforme est repoussée par les organisations ouvrières, dix ans après, c'est des patrons qu'émane l'hostilité à une réforme qu'ils ont préconisée, et ce sont les syndicats ouvriers qui la réclament pour la plupart.

L'explication de ce curieux revirement est simple. En 1903, les patrons proposent la semaine anglaise pour faire échec à la journée de dix heures. En 1913, il n'est plus question de prélever le repos du samedi sur des heures supplémentaires les autres jours de la semaine. En 1903, les patrons retirent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre; en 1913 les ouvriers réclament le repos payé de l'après-midi du samedi et en même temps le maintien de la journée de dix heures les autres jours.

La question de la semaine anglaise se pose donc aujourd'hui dans des termes nouveaux. Son institu-

1. Enquête de l'Office du Travail déjà citée, 1913, p. 9.

tion suppose le maintien du principe de la journée de dix heures, aujourd'hui pratiquée sans discussion pour les personnes protégées et pour tout le personnel des ateliers mixtes, aux termes de la loi du 30 mars 1900. C'est en somme une nouvelle conquête que visent les travailleurs, une nouvelle réduction de la durée du travail, avec maintien des salaires.

Il n'est dès lors pas étonnant, étant donnée cette nouvelle conception, que la semaine anglaise rencontre plus de faveur chez les ouvriers que chez les patrons.

Les principaux arguments qu'invoquent ceux-ci contre la réforme, c'est la crise de la main-d'œuvre et la charge très lourde que son adoption entraînerait pour l'industrie française. C'est là, disent-ils, la raison qui les empêche de réaliser la réforme.

M. Jacques Expert-Besançon écrivait en 1914 (1) : « Les partisans de la semaine anglaise ayant présenté la pratique du repos du samedi après-midi comme un obstacle au développement de l'alcoolisme, les patrons ont répondu que la réforme pourrait bien avoir, au contraire, pour effet, d'en faciliter les progrès, mais ce n'est certes pas pour ce motif qu'ils ont repoussé la semaine anglaise, c'est uniquement parce qu'elle entraînerait une diminution inévitable de la production.

1. Fédération des commerçants et industriels français (*Bulletin Mensuel*, n° 129, mai 1914, p. 302).

« Les patrons n'ont jamais nié, en effet, que l'adoption de la semaine anglaise, si elle était possible, présenterait, pour la femme surtout, de grands avantages, mais ils ont montré qu'on se heurtait à une impossibilité économique absolue. C'est là leur objection fondamentale. »

C'est bien évidemment l'idée mise en avant par les organisations patronales dans les avis défavorables qu'elles ont prononcés quant à l'adoption de la semaine anglaise.

La Fédération des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs déclare indispensable même la présence des femmes qui ne sont employées que dans les bureaux et celle des enfants qui ne peuvent être distraits des équipes. La Chambre de commerce de Paris prévoit que pour les enfants la semaine anglaise aurait pour résultat d'aggraver la crise de la main-d'œuvre. La Chambre de commerce d'Abbeville écrit : « On nous objectera l'essai réalisé par les banques et les sociétés de crédit dont nous parlions tout à l'heure... Il n'y a, à notre avis, aucune analogie possible... Pour les industriels la conséquence de cette réduction de la semaine serait beaucoup plus grave car elle aboutirait fatalement à une diminution de production d'où élévation du pourcentage des frais généraux. Comme d'autre part, la classe ouvrière n'admettrait pas de diminution dans les salaires, il s'en suivrait une nouvelle augmentation des prix de vente (1).

1. Enquête de l'Office du Travail déjà citée, 1913, p. 211.

Enfin citons encore l'opinion de M. Pralon : « La grosse, la très grosse objection, l'objection capitale que nous opposons à la réglementation, c'est ce que vous a dit, et si bien dit hier M. Tournon, à savoir que cette nouvelle réduction obligatoire, s'appliquant à tous les métiers, sauf quelques rares dérogations, cette nouvelle diminution du travail d'une catégorie quelconque d'ouvriers et d'ouvrières, risquerait de mettre nos industries dans une situation extrêmement fâcheuse (1) ».

En ce qui concerne les hommes, la crise de la main-d'œuvre n'a fait évidemment que s'aggraver depuis 1913, et cette crise dépassera certainement la durée de la guerre actuelle. Mais, d'autre part, l'emploi de la main-d'œuvre féminine, dans une mesure sans cesse accrue et qui survivra évidemment à la cessation des hostilités, a permis de résoudre partiellement cette crise pendant la guerre, et l'élément féminin apportera, après la paix, un appoint considérable au personnel masculin démobilisé. Pour ce personnel féminin, la réforme apparaît d'ailleurs, nous allons le voir, particulièrement utile, et le développement de l'utilisation du personnel féminin dans l'industrie la rend plus urgente encore.

En admettant même que la semaine anglaise, telle

1. Conseil Supérieur du Travail. Compte rendu de la XXIII^e session, p. 145.

que la revendique à juste titre la classe ouvrière, (maintien du maximum de la journée du travail fixé par la loi du 30 mars 1900 et maintien des salaires) ait pour résultat immédiat d'accroître dans une notable mesure les charges imposées aux fabricants et aux négociants et d'entraîner une hausse générale des prix, même dans cette hypothèse, il faudrait encore repousser l'objection.

D'une part, en effet, ces charges seraient en définitive supportées par les consommateurs, c'est-à-dire par les travailleurs en majeure partie, or ceux-ci bénéficieraient par ailleurs de la réforme.

D'autre part, dans la discussion de la question de la semaine anglaise, comme en général des questions ouvrières et sociales, il ne faut pas se contenter d'examiner le côté financier de la réforme, la charge qu'elle est susceptible d'entraîner. Une question sociale a toujours un côté moral ou d'ordre général à examiner, inappréciable en argent, et l'équilibre du coût en argent et du bénéfice général à retirer est impossible à établir.

Mais est-il bien exact que l'adoption de la semaine anglaise doive nécessairement entraîner un déficit pour notre industrie et amener une hausse générale des prix ?

La réduction de la durée du travail n'aura-t-elle pas plutôt comme résultat immédiat une augmentation de la production, ce qui compensera les charges im-

posées à l'industrie et permettra à l'industriel de maintenir ses anciens prix de vente ?

Dans l'exposé des motifs de la proposition déposée le 20 février 1886 par MM. Albert de Mun, Freppel, de Belizal, Larère, Boscher-Delangle, Hillion, de Kersanson, Le Cour (1) nous lisons :

« L'Angleterre, où le travail dure dix heures par jour et s'arrête chaque samedi à l'heure de midi, est arrivée à un degré de prospérité commerciale qu'aucune autre nation n'a pu encore atteindre (2) ».

Et M. Raoul Jay écrivait en 1915 (3) :

« Nous entendons aujourd'hui rééditer les prédictions qu'il est, à toute époque et en tout pays, coutume d'opposer à toute proposition de la réduction de la durée du travail. Ces prédictions ont souvent ralenti les progrès de la législation du travail. Elles n'ont pas cependant réussi à les arrêter et l'expérience a

1. Documents parlementaires de la Chambre des députés. Session ordinaire de 1886. Annexe n° 465. *Journ. off.*, p. 1073.

2. L'Angleterre exportait en 1830 avec soixante-quatorze heures de travail par semaine, 444 millions de yards de tissus de coton et 64 millions livres de filés de coton. En 1860, avec soixante-dix heures de travail par semaine, 2.775 millions de yards de tissus de coton et 195 millions livres de filés de coton. Le nombre des fabriques de coton s'était accru dans la même période de 987 en 1835 et 2.887 en 1861. Le nombre des broches s'était élevé de 7 millions dans ces mêmes fabriques à 30 millions et le nombre des métiers mécaniques de 109.626 à 399.992. Le prix des tissus de coton, au contraire, qui était en 1820 de 75/8 d n'était en 1860 que de 3 1/2 d par yard.

3. Voir parmi les publications de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs : *la Semaine anglaise, le repos de l'après-midi du samedi*. Rapport de M. Raoul Jay, 1915, p. 50.

pu, ainsi, les démentir sans cesse. Depuis quatre-vingts ans, nous voyons la réduction progressive de la durée du travail coïncider avec l'augmentation progressive de la production et des salaires. »

Toutes ces considérations nous amènent à conclure qu'il faut aller de l'avant, et aucun obstacle sérieux ne s'y opposant, réclamer la généralisation de la semaine anglaise, tout au moins pour l'ensemble de la population féminine travaillant au dehors.

Ce premier pas fait, le patron s'apercevant qu'il est faux de considérer que ce sont les heures de présence qui importent et de croire que la production est proportionnelle à la durée du travail hebdomadaire, le législateur trouvera un terrain favorable pour étendre le bénéfice de l'institution aux hommes adultes.

Nous allons examiner quels avantages on peut espérer obtenir au point de vue social de l'adoption de la réforme pour les femmes.

Nous avons vu que la loi du 13 juillet 1906 a généralisé le repos du dimanche pour l'ensemble de la famille ouvrière.

Depuis cette date, le dimanche a donc été déclaré, pourrait-on dire, le jour du repos familial.

C'est là la raison qui poussait les ouvriers à revendiquer la liberté du dimanche, et le but poursuivi par le législateur en leur accordant satisfaction. M. Moreau, Secrétaire général du Syndicat du personnel de

la Compagnie des Omnibus déclarait en 1904 au Conseil supérieur du Travail : « Qu'advierait-il d'une famille dont le repos ne serait pas fixé au même jour ? Chez mes parents, nous étions deux enfants. Voyez-vous, par exemple, en supposant que mon père eut été ouvrier, mon père avoir le repos le lundi ; ma mère, le mardi ; ma sœur le mercredi ; moi, le jeudi et puis ma grand'mère le samedi, en sorte qu'on ne puisse jamais dans la maison se rencontrer et réellement au moins, une fois par semaine, vivre de la vie de famille ». D'autre part, le ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Dubief, déclarait au Sénat (1) : « Ce que nous voulons, c'est réunir les divers éléments de la famille, les consolider, les rendre plus intimement unis que jamais ».

Or ce but se trouve-t-il atteint en accordant seulement à l'ensemble de la famille ouvrière la journée du dimanche ?

Sans doute, tous les éléments de la famille interrompent tout travail industriel, commercial, le même jour ; mais cela entraîne-t-il nécessairement comme conséquence immédiate la possibilité pour eux de vivre la vie de famille ?

La femme absorbée toute la semaine par le travail au dehors profite de sa journée du dimanche pour liquider l'arriéré hebdomadaire (mise en ordre de

1. Séances du Sénat des 25 et 26 mai 1905.

l'intérieur, travaux de couture divers...) Dès lors, le mari, au lieu de rester auprès de sa compagne, la laisse à ses occupations pour aller se distraire ailleurs, et remplace par le cabaret l'intérieur agréable qu'il souhaiterait avoir. Quant aux enfants, ils sont livrés à eux-mêmes et leur dimanche se passe très souvent dans la rue.

Au lieu d'obtenir le resserrement des liens de famille, on n'aboutit qu'à la dislocation du groupement familial. D'autre part la fréquentation du café par les hommes le dimanche les conduit fatalement à l'alcoolisme ; il y a là un péril national qu'il est nécessaire d'enrayer.

Enfin, si pour l'homme il y a bien repos, repos dont il ne peut malheureusement jouir sainement ; pour la femme, il n'est même pas possible d'appeler cela une trêve, puisque si elle interrompt tout travail à l'atelier, à l'usine, au magasin, au bureau, elle se trouve prise dans un nouvel engrenage, les travaux domestiques. Le syndicat des ouvriers et ouvrières fileurs de Saint-Hipolyte-du-Fort (Gard) écrivait : « Après une semaine de dur labeur, arrivées au foyer, un autre travail s'impose : c'est la corvée du ménage. Il n'y a pas pour nous actuellement de repos hebdomadaire (1) ».

Il en sera tout autrement le jour où le repos de

1. Enquête de l'Office du Travail déjà citée, p. 243.

l'après-midi du samedi sera assuré à toutes les femmes travaillant au dehors. Les quelques heures de liberté qu'elles auront le samedi leur permettront de se consacrer aux travaux domestiques, d'introduire dans leur intérieur non seulement de l'ordre, mais un peu de cette coquetterie inhérente à la femme, en un mot de préparer l'intérieur en vue du dimanche qui deviendra le jour du repos dominical et familial. M. Daidéri juge ainsi les résultats obtenus à Roanne. « En général l'intérieur des ménages ouvriers est propre, ce qui frappe l'attention des étrangers et des voyageurs. Tous les militants qui vont visiter Roanne s'accordent à dire que c'est une des cités ouvrières où, malgré la misère due aux trop longs chômages la gaieté et le bon goût se remarquent le plus. Ceci est dû en partie, je crois, au repos du samedi soir. »

Dès lors l'intérieur étant mieux tenu et la femme étant libre, pouvant se consacrer à son mari, celui-ci n'aura pas l'idée de s'absenter pour aller chercher du dehors des distractions malsaines. « Ce sera un rapprochement plus complet des êtres composant la maison : femme, enfant et compagnon pourront vivre d'une existence plus intime, plus intense. »

Ce ne sera pas d'ailleurs seulement ses devoirs d'épouse que la femme pourra désormais remplir, mais également ses devoirs de mère de famille. Celle-ci pourra en effet s'occuper de ses enfants, leur inculquer un peu les principes de morale dont ils auront

besoin plus tard et qui forment le biéviaire de toute éducation française.

M. Godart écrivait : « La France, pour maintenir son rang, a besoin de relever sa natalité, de faire reculer la mortalité infantile. Pour cela la femme doit être rendue à son foyer le plus longtemps possible. L'ouvrière a besoin de plus de liberté que ne lui en donne l'usine qui la garde dix heures par jour. »

L'institution de la semaine anglaise s'impose donc pour les femmes.

« Si des arguments plus ou moins probants ont été apportés pour combattre le repos du samedi après-midi pour les adultes et quelques-uns pour les enfants, aucune raison sérieuse n'a été donnée contre le repos de la femme. Si on n'a pas donné d'argument, c'est qu'en réalité il n'en existe aucun qui puisse s'opposer à la nécessité de donner une demi-journée à la femme employée toute une semaine en dehors de son foyer. Cette demi-journée lui permettra d'apporter à son intérieur les soins qu'exige l'hygiène domestique indispensable pour rendre la demeure agréable à toute la famille. Elle lui permettra aussi de faire le lavage et l'entretien des vêtements, les provisions utiles, et de cette façon de disposer avec tous les siens du repos hebdomadaire » (1).

Enfin nous croyons devoir ajouter, quoique ce point

1. Rapport présenté par M. Briat au Conseil supérieur du Travail : *Réduction de la durée de travail le samedi*, 1913.

de vue soit particulier, que les partisans du repos du dimanche invoquaient, à juste titre, la liberté de conscience. Or, cette liberté est-elle assurée en accordant à la famille ouvrière le repos du dimanche ? Nous venons de voir qu'il n'en est pas ainsi. Si la femme pratiquante n'a que le dimanche, elle doit ou ne pas accomplir ses devoirs religieux, ou négliger son intérieur.

L'Assemblée générale des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Zurich en septembre 1912 a émis le vœu suivant en faveur de la semaine anglaise pour les femmes et les enfants.

« L'Assemblée des délégués, »

« Considérant :

« Que pour les ouvrières et les jeunes ouvriers le repos de l'après-midi du samedi peut seul faire du repos du dimanche une vérité ;

« Que par suite, il permet seul aussi aux ouvriers de vivre chaque semaine un plein jour de la vie de famille.

« Que le repos de l'après-midi du samedi est déjà inscrit, en tout ou en partie, pour les enfants, les femmes et même les hommes adultes, dans la législation de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Hollande, de la Grèce ;

« Que l'initiative patronale et l'action ouvrière tendent aujourd'hui à en généraliser l'usage dans tous les pays industriels ; »

« Emet le vœu :

« Que la liberté de l'après-midi du samedi pour les ouvrières et les jeunes ouvriers fasse l'objet d'une convention internationale et charge la sous-commission de la journée de dix heures de préparer avec le bureau un mémoire à soumettre à la prochaine assemblée des délégués (1).

On peut rapprocher de ce vœu celui qu'a émis, en termes plus généraux, l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, à la suite d'un rapport de M. Raoul Jay, dans son assemblée générale du 28 mai 1914 (2).

« Considérant :

« 1° Que la réduction de la durée de la journée de travail le samedi est la condition du repos collectif du dimanche pour beaucoup de travailleurs ;

« 2° Que soixante heures de travail hebdomadaire sont trop pour des enfants ;

« 3° Que le repos de l'après-midi du samedi permettra à la femme de se libérer en semaine de sa tâche domestique et de consacrer à la vie de famille le dimanche tout entier et aidera ainsi à la reconstitution du foyer familial compromis par le travail de la femme hors de chez elle ;

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, octobre 1912, p. 1058.

2. Voir parmi les publications de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs : *La Semaine anglaise, le repos de l'après-midi du samedi*, 1915.

« L'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.

« Emet le vœu que, sans prolongation de la durée légale du travail des autres jours et sous la seule réserve des exceptions et régimes spéciaux jugés indispensables, la loi réduise pour tous les travailleurs de l'industrie et du commerce la journée de travail des samedis et veilles de jours fériés ;

« et appelle particulièrement l'attention du Parlement sur l'intérêt social et national qu'il y aurait à garantir le plus tôt possible à la femme la pleine liberté de l'après-midi du samedi. »

Malgré ces vœux, la semaine anglaise n'a pas encore reçu en France de consécration législative générale, même à l'égard des femmes et des enfants.

Plusieurs propositions d'initiative parlementaire ont cependant été présentées à la Chambre des Députés.

Dès le 5 novembre 1906, M. Edouard Vaillant et plusieurs députés du groupe socialiste déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet « l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'Etat.

L'article premier de cette proposition instituait le repos général de l'après-midi du samedi : « La semaine de travail comprend cinq journées et demie, suivie d'une journée et demie de repos. Autant que possible

ce sera à midi, le samedi, que cessera le travail, pour ne reprendre que le lundi matin (1) ».

Cette proposition trop voisine du début d'application de la journée de dix heures n'eut pas de suite.

Une proposition de M. Albert de Mun, posée à la Chambre le 11 novembre 1911 (2), avait pour objet d'établir le repos de l'après-midi du samedi dans les établissements industriels, même pour les ouvriers adultes. M. de Mun soulevait ainsi de nouveau devant la Chambre la question qu'il avait déjà posée à deux reprises par ses propositions des 20 février 1886 et 27 décembre 1889 contenant l'article suivant : « Les samedis et veilles de fêtes, le travail industriel ne pourra excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement, sauf dans les usines à feu continu ».

L'exposé des motifs indiquait que le repos du samedi est la garantie de celui du dimanche dont la famille ouvrière ne peut jouir, en réalité que si la mère a dès le samedi consacré quelques heures aux soins du ménage. L'arrêt du travail le samedi après-midi faciliterait, en outre, la fermeture générale des magasins le dimanche, beaucoup de ceux-ci ne restant ouverts que pour permettre aux ouvriers de faire leurs achats. Enfin il deviendrait possible pour les

1. Session extraordinaire, Chambre des députés. Séance du 5 novembre 1906. Annexe n° 375. *Journ. off.*, p. 65.

2. Session extraordinaire, Chambre des députés. Séance du 11 novembre 1911. Annexe n° 1323, *Journ. off.*, p. 79.

industriels de faire exécuter le samedi les grosses réparations actuellement faites le dimanche.

Dans la proposition de M. de Mun, la mesure devait s'appliquer immédiatement aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux adultes occupés dans les mêmes locaux (art. 3).

Pour les ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes et des enfants, elle prévoyait l'application de la même règle quatre ans après la promulgation de ladite loi. Pendant la période de quatre ans, le travail effectif ne devait les samedis et veilles de jour fériés dépasser dix heures, ni être prolongé au delà de 6 heures du soir. Il ne pouvait en outre être accordé de dérogations que pour les ouvriers et dans des cas déterminés par règlement d'administration publique.

Une autre proposition déposée par M. Chéron, ancien ministre du Travail, le 11 décembre 1913, ne protégeait que les femmes. Elle établissait le principe en limitant l'application pendant deux ans.

Article 1^{er}. — « Est codifiée dans la teneur ci-après et formera l'article 15 *a* du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale la disposition suivante.

« Article 15 *a*. — Dans les mêmes établissements, les jeunes filles de plus de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne doivent pas être occupées le samedi à partir de midi.

Article 2. — « Toutefois pendant les deux années

qui suivront la promulgation de la présente loi, les jeunes filles et femmes visées à l'article 1^{er} pourront être occupées le samedi jusqu'à seize heures sans que la durée de leur travail effectif puisse toutefois excéder huit heures ».

Une proposition d'une portée générale avait été déposée par M. Vaillant et ses collègues du parti socialiste le 24 janvier 1913 (1). Le bénéfice du repos hebdomadaire continu partant du samedi à midi pour ne se terminer que le lundi dans la matinée était accordé à « tous les travailleurs salariés, quels que soient le mode de leur rémunération (salaire proprement dit ou traitement), leur sexe, leur âge, leur occupation ».

Le Parlement n'a pas encore statué sur ces propositions. Mais la Commission du travail de la Chambre des députés a eu plusieurs fois l'occasion de manifester la faveur qu'elle témoigne au principe de la semaine anglaise.

En décembre 1911, après avoir rejeté la proposition Waddington et Lecomte, votée et amendée par le Sénat, qui tendait à mettre en échec la journée de dix heures, elle a émis un vote de principe favorable à la journée de dix heures du lundi au vendredi inclus et de huit heures au maximum le samedi, avec repos légal de l'après-midi du samedi.

Saisie de la proposition de M. de Mun et de celle

1. Session ordinaire, Chambre des députés. Séance du 24 janvier 1913. Annexe n° 2.482, *Journ. off.*, p. 31.

de M. Chéron, elle s'est ralliée à la première, accordant le repos du samedi après-midi à tout le personnel, même masculin, et elle a adopté le texte suivant sur lequel un rapport a été présenté en son nom devant la Chambre le 6 mars 1914, par M. Justin Godart (1).

Article premier. — « Dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières, dans les entreprises de chargement ou de déchargement ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, deux ans après la promulgation de la présente loi, la journée de travail de tout le personnel, soit mixte, soit composé d'adultes seuls, devra le samedi et les veilles des jours fériés légaux se terminer à 4 heures de l'après-midi et sa durée ne pourra dépasser huit heures.

« Six ans après la promulgation de la présente loi la journée de travail le samedi et les veilles de jours fériés légaux devra se terminer à midi et sa durée ne pourra dépasser cinq heures.

Article 2. — « Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent point aux établissements qui, occupant seulement des ouvriers adultes, n'en comptent

1. Documents parlementaires, Chambre. Séance du 6 mars 1914, n° 3.632.

pas plus de cinq et n'emploient pas une force motrice supérieure à trois chevaux.

Article 3. — « Les contraventions à la présente loi sont constatées et réprimées dans les conditions déterminées par les articles 17 à 29 inclus de la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900. »

Le principe de la semaine anglaise n'existe donc pas en France à titre d'obligation légale générale.

Le Parlement ne l'a jusqu'à présent voté qu'en faveur de deux catégories du personnel industriel.

Une loi promulguée le 10 juillet 1914 a ouvert au ministre des Finances et au ministre de la Guerre des crédits destinés à permettre la fixation de la durée du travail hebdomadaire à quarante-neuf heures, devant être réparties entre cinq jours de la semaine et la matinée du jour qui précède le repos hebdomadaire, dans les manufactures de l'Etat et les établissements dépendant du ministère de la Guerre (art. 1^{er}), dans les ateliers dépendant de l'Administration des monnaies et médailles et de l'Imprimerie nationale (art. 2), dans les ateliers de poudres et salpêtres (art. 3).

Adopté par la presque unanimité de la Chambre (519 voix contre 9) le 9 juillet, le projet avait donné lieu, la veille, au Sénat, à une importante discussion. Le Sénat a voté le passage à la discussion des articles, par 292 voix contre 44, et l'ensemble du projet, par 233 voix contre 4.

Cette loi assure le repos du samedi après-midi à tout le personnel, hommes et femmes.

Dès le 1^{er} août 1913, le gouvernement avait accordé la semaine anglaise aux femmes employées dans les ateliers du ministère des Finances, à compter du 1^{er} novembre 1913 et à celles travaillant dans les ateliers de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, à partir du 1^{er} janvier 1914.

Le législateur ne s'est pas contenté d'intervenir en faveur d'une partie du personnel occupé dans les établissements de l'Etat ; en 1917, à la suite d'un mouvement gréviste important, il a garanti le bénéfice de la semaine anglaise aux ouvrières des industries du vêtement.

Quelques maisons de couture ayant décidé d'accorder à leur personnel, à partir du 12 mai, l'après-midi du samedi, sans attribution de salaire pendant l'interruption de travail, les ouvrières protestèrent, réclamant, outre le maintien des salaires applicables à la durée du repos, une indemnité de cherté de vie. Des grèves éclatèrent qui englobèrent 73 corporations et 98.000 ouvriers.

Des pourparlers furent engagés entre les représentants des groupes patronaux et les délégués des grévistes, le 20 mai au ministère de l'Intérieur. un accord intervint sur l'adoption de la semaine anglaise, mais il fut décidé qu'il recevrait une consécration législative.

Le 22 mai 1917, un projet de loi était donc déposé à la Chambre par M. Bourgeois, ministre du Travail (1).

« Le présent projet, exposait-il, a simplement pour but dans une industrie spéciale où la question vient de se poser d'une façon particulièrement aiguë, d'y donner une solution immédiate et transactionnelle qui permette de rétablir la paix et la bonne entente entre les deux parties en présence ». Et plus loin il ajoutait : « Donner à l'ouvrière les moyens de tenir son ménage en ordre, tout en lui permettant de se consacrer le dimanche aux joies de la famille, c'est assurer une meilleure hygiène du logis ouvrier et de ses habitants, c'est resserrer les liens de la famille ouvrière, c'est enfin combattre l'alcoolisme en rendant plus attrayant pour le travailleur le séjour dans son ménage auprès de sa femme et de ses enfants. »

M. Lauche, désigné comme rapporteur, déposait son rapport à la Chambre le 24 mai 1917 (2). Tout en regrettant que le projet ne soit pas applicable à toutes les ouvrières, il faisait remarquer que les industries du vêtement pour lesquelles la semaine anglaise allait être instituée employaient exclusivement ou principalement des femmes, « C'est donc, concluait-il, une mesure de protection à l'égard du personnel féminin employé dans ces industries que nous demandons de

1. Documents parlementaires. Session ordinaire, 1917. Annexe n° 3.311, p. 693.

2. Documents parlementaires, Chambre. Session ordinaire 1917. Annexe 3.322, p. 698.

prescrire. En prenant aujourd'hui une mesure de protection à l'égard du personnel féminin dans ces industries employées en atelier, le Parlement complètera l'œuvre commencée par la loi du 10 juillet 1915. »

Le texte, adopté par la Chambre le 29 mai 1917, était transmis au Sénat le 31 mai, faisait l'objet d'un rapport de M. Chéron le 5 juin 1917 (1) et était voté le 8 juin 1917 :

Il est devenu la loi du 11 juin 1917 :

Article 1^{er}. — « Pendant la durée de la guerre et tant qu'une loi générale ne sera pas intervenue, dans les industries visées par l'article 33 du livre I^{er} du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, le repos pendant l'après-midi du samedi sera assuré aux ouvrières de tout âge dans des conditions déterminées, pour chaque profession et pour chaque région, en tenant compte des besoins du travail dans les diverses saisons, par des règlements d'administration publique, qui se référeront dans les cas où il en existera, aux accords internationaux entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région.

Article 2. — « Lorsque les besoins de la défense nationale l'exigeront, l'application de la présente loi pourra, par décision du ministre de la Guerre, être suspendue entre ce qui concerne les ouvrières travaillant pour la confection militaire.

1. Documents parlementaires, Sénat. Session ordinaire 1917. Annexe 188, p. 259.

Article 3. — « Les infractions aux règlements d'administration publique visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont constatées dans les conditions déterminées par l'article 107 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale et sont passibles des pénalités prévues par les articles 159, 163 inclus dudit livre. »

Seul l'article 2 du projet de M. Bourgeois a été modifié au cours des travaux parlementaires, comme nous l'indiquerons.

Il résulte de la loi :

1^o Qu'il s'agit d'une mesure provisoire applicable pendant la durée de la guerre ;

2^o Que les industries bénéficiant de l'institution sont limitativement déterminées. Ce sont notamment les industries de la chaussure, du chapeau, de la lingerie, des broderies, des dentelles, des plumes et fleurs artificielles, de la ganterie, etc... ;

3^o Que le personnel féminin est seul protégé ;

4^o Que les ouvrières travaillant pour la confection militaire peuvent être privées du bénéfice de la loi par décision du ministre de la Guerre, si les besoins de la défense nationale l'exigent. Il faut d'ailleurs ajouter qu'à la suite d'une question de M. François Fournier à la Chambre des députés (1), il a été spécifié par le rapporteur M. Lauche que lorsque, par exception, les ouvrières sont obligées de travailler

1. Débats parlementaires. Chambre, séance du 29 mai 1917, p. 1254.

l'après-midi du samedi, elles reçoivent un salaire supplémentaire en dehors de leur salaire complet de la journée du samedi qu'elles doivent toucher de plein droit alors même qu'elles ne travaillent pas le samedi après-midi. Nous signalons également que le projet de M. Bourgeois en date du 22 mai 1917 excluait du domaine d'application de la loi les industries de la confection militaire. L'article 2 du projet était ainsi conçu : « La présente loi ne s'applique pas aux industries de la confection militaire » ;

5° Enfin la loi n'organise pas la semaine anglaise dans ses détails d'application et renvoie, à cet égard, à des règlements d'administration publique devant s'inspirer des accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers. D'ailleurs, M. Chéron faisait remarquer dans son rapport au Sénat que les règlements d'administration publique ne devaient pas se borner à enregistrer les accords, mais en tenir compte dans une large mesure, faire état des besoins spéciaux de chaque profession et de chaque région et autoriser des dérogations générales et individuelles.

Un décret portant règlement d'administration publique, en date du 18 septembre 1917, rendu après accords intervenus à Paris entre groupements patronaux et ouvriers, a fixé pour le département de la Seine les conditions d'application de la loi du 11 juin 1917.

L'article premier détermine les établissements pro-

tégés. Ce sont ceux où s'effectuent les travaux suivants : bretelles, ceintures, etc... en tissu élastique ; broderie ; chemiserie et lingerie en gros pour hommes ; confection pour dames ; confection pour hommes ; corsets en gros ; couture ; faux-cols, manchettes et devant de chemises en gros ; flanelle manufacturée ; fourrure ; ganterie en tissu ; lingerie confectionnée pour dames ; haute mode et mode en détail ; mode en gros ; postiches ; tricot et bonneterie fantaisie, chandails, chaussettes et ganterie militaire.

La durée du travail pour la matinée du samedi est de quatre heures au maximum ; pour l'industrie des postiches une durée maximum de cinq heures est prévue. Le repos de l'après-midi commence au plus tard à 13 heures.

Des suspensions peuvent avoir lieu en cas de surcroît extraordinaire de travail. Le nombre de ces dérogations est fixé à 15 dans les industries en général, à 20 dans l'industrie de la mode en gros, à 26 dans l'industrie des postiches. Il suffit que le chef d'entreprise avise, avant le commencement du travail, l'inspecteur en faisant connaître « les circonstances qui motivent la suspension de ce repos, indiquer la date et la durée de la suspension et spécialement le nombre d'ouvrières auxquelles elle s'applique ». Une copie de l'avis doit être affichée dans l'atelier pendant tout le temps de la suspension. Dans l'industrie de la fourrure, les dérogations sont accordées

chaque année pour la période qui s'étend du 8 septembre inclus au 31 décembre inclus.

Les heures de travail effectuées par application de ces dérogations sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux usages en vigueur dans chacune des industries visées pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale (art. 5).

Il y a là fixation d'un véritable minimum de salaire.

Le 14 novembre 1917, le ministre du Travail adressait à l'inspecteur divisionnaire du département de la Seine une circulaire indiquant comment l'article 5 devait être exécuté. Lorsque le taux des heures supplémentaires est fixé dans la Convention à laquelle se réfère le règlement d'administration publique, il sera facile aux inspecteurs et aux inspectrices de s'assurer que les heures faites l'après-midi du samedi ont été réellement payées à ce taux, et il leur suffira de citer, dans leur procès-verbal, la Convention dont il s'agit. En l'absence d'accords dans la profession considérée, « il y aura lieu pour les inspecteurs et inspectrices de ne relever contravention à l'article 5 du décret que lorsqu'ils seront en mesure d'indiquer d'une façon précise, dans leur procès-verbal, sur quels témoignages ou documents ils s'appuient pour affirmer que les taux cités par eux sont bien conformes aux usages en vigueur dans l'industrie visée ».

Nous avons ainsi terminé l'étude des dispositions

législatives relatives à l'organisation de la semaine anglaise en France.

La constatation qui s'impose, c'est que le nombre des femmes protégées est actuellement trop restreint.

Fort heureusement, le législateur a laissé entrevoir dans l'article premier qu'il s'agissait là d'une mesure provisoire destinée à être généralisée par la suite. « Au lendemain de la guerre, alors qu'il faudra assurer à la main-d'œuvre féminine des garanties nécessaires de protection dans l'intérêt de la race et de la famille, nous reprendrons la question et forts de l'expérience acquise, nous réaliserons la réforme dans son ensemble » déclarait M. Lerolle lors de la discussion du projet à la Chambre des députés le 29 mai (1).

A la même séance, M. Paul-Meunier qui soumettait un amendement dans le sens de l'extension de la semaine anglaise à l'ensemble des ouvrières faisait remarquer que le champ d'action de la nouvelle mesure était trop limité. « Elle (la Commission du Travail) restreint cette faveur aux ouvrières de l'industrie du vêtement. Or la Chambre sait ce qu'il faut entendre par cette expression, au point de vue de l'interprétation du Code du Travail : il s'agit d'une catégorie extrêmement limitée du personnel ouvrier. Toutes les ouvrières

1. Débats parlementaires. Chambre des députés. Séance du 29 mai 1917. *Journ. off.*, p. 1246.

qui travaillent dans les usines, dans les ateliers, dans les manufactures, à la fabrication d'objets paraissant appartenir à l'industrie du vêtement, ne bénéficieront pas demain des dispositions bienveillantes de la nouvelle loi ; les ouvrières qui travaillent à la fabrication des bijoux, au tissage des rubans, pour prendre ces deux exemples, seront exclues du bénéfice de la nouvelle loi. Elles ne sont pas comprises, d'après la définition légale, parmi les ouvrières de l'industrie du vêtement. Ainsi donc le bénéfice de la semaine anglaise sera limité à un très petit nombre de personnes. »

Sans doute, M. Lauche répondait qu'en se reportant aux statistiques, on constatait que la loi s'appliquait à 500 ou 600.000 ouvrières. Mais qu'est ce nombre en comparaison de l'ensemble des femmes travaillant au dehors, quand on pense à toutes celles employées dans les usines, dans les transports (trains, chemins de fer, métropolitain), dans le commerce, dans les bureaux. Les résultats de la statistique générale de la population en 1906 donnaient 7.693.000 salariées et en 1913 on s'accordait pour le chiffre de 8 millions. Or depuis le mouvement féministe a fait bien des progrès.

Il faut ajouter qu'en dehors de toute obligation légale, la semaine anglaise a été instituée en faveur des femmes dans certaines usines, en vertu des dispositions des contrats de travail entre patrons et

ouvriers. Elle est pratiquée également par un grand nombre de banques, de librairies.

A la suite des bombardements par avions et par canons qui se sont produits dans le courant du second trimestre de 1918, le Directeur des Chemins de fer de l'Etat a décidé le 24 juin 1918 d'accorder un repos supplémentaire d'une après-midi par semaine à partir du 1^{er} juillet « au personnel féminin en service dans les localités du Réseau ayant subi, dans une période d'un mois, au moins trois bombardements par avions ou par canons ». La mesure a été appliquée dans la région parisienne et dans la région rouennaise. Malgré la cessation des bombardements, par suite d'une interprétation large, le texte n'a pas été rapporté. Il faut espérer qu'il s'agit là d'un essai et que, par la suite, la semaine anglaise sera instituée pour l'ensemble du personnel féminin et même masculin.

CHAPITRE IV

LE TRAVAIL AU DEMI-TEMPS

A côté de l'adoption de la semaine anglaise une autre réforme plus hardie a été envisagée. C'est celle du travail au demi-temps dont nous dirons quelques mots.

On entend par là une organisation du travail qui consiste à distribuer les heures du jour par moitié entre les travaux domestiques et le travail salarié. Il suffirait que les dix heures de présence à l'usine, à l'atelier, au bureau, etc... soient réparties entre deux équipes successives, chacune travaillant une demi-journée. Une application du même principe consisterait à ce que la femme soit employée au dehors une journée sur deux. Cependant la première solution semble préférable.

La travailleuse aura ainsi la possibilité de remplir chaque jour son rôle social. Il paraît certain que le séjour de la demi-journée au foyer sera amplement suffisant pour permettre à la femme de remplir facilement tous ses devoirs de mère de famille. « Sans

malice, écrivait M. Henri Joly (1), on peut dire que beaucoup de femmes qui ne travaillent pas dérobent bien à leur famille une moitié de leur temps. Aujourd'hui, les aides offertes de tous côtés, sous forme de crèches, de salles d'asile, d'écoles maternelles, d'écoles primaires obligatoires, de patronages libres, sont assez grandes pour simplifier la tâche. Elles ne la simplifieront jamais au point de la supprimer et cela est heureux, parce que la mission par excellence de l'homme et de la femme, du père et de la mère est de s'aimer mutuellement en se faisant également aimer de leurs communs enfants, témoins assidus et bénéficiaires constants de la tâche commune. »

L'organisation du travail au demi-temps a été préconisée par M. Henri Joly dans un article paru dans *le Correspondant* de janvier 1917.

En ce qui concerne les écoliers, le travail au demi-temps fleurissait jadis en Angleterre, et il est toujours appliqué à Saint-Etienne par les frères des écoles chrétiennes.

En ce qui concerne les femmes, l'adoption du travail au demi-temps est d'autant plus intéressante que le nombre des femmes qui travaillent au dehors s'augmente de jour en jour. En 1913 il était déjà de 8 millions. Pendant ces quatre années de guerre, il s'est considérablement accru. Or la cessation des

1. *Le Correspondant*, 10 janvier 1917. *De l'extension du travail des femmes après la guerre*, p. 30.

hostilités ne semble pas devoir entraîner une diminution du nombre des travailleuses. Les vides faits dans les foyers obligeront les femmes à continuer le travail qu'elles avaient provisoirement accepté ; quant aux jeunes filles on les oriente de plus en plus à avoir des situations qui leur permettent de faire face aux exigences de la vie.

Le travail au demi-temps avait été prévu dans l'article premier de la proposition de loi déposée à la Chambre le 5 novembre 1906 par M. Vaillant et plusieurs députés du groupe socialiste tendant à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'Etat (1).

Il était ainsi conçu :

« Dans tous les services de l'Etat ;

« Dans les ateliers, chantiers et tous autres lieux de travail ou d'emploi, où s'effectue, soit directement, soit indirectement, soit en régie, soit à l'entreprise, soit par commande de marchandises et fournitures par ou pour l'Etat un travail quelconque ;

« Les ouvriers et employés, les ouvrières et employées, de moins de dix-huit ans ne travailleront qu'une demi-journée, soit quatre heures le matin ou l'après-midi.

1. Documents parlementaires. Chambre. Session extraordinaire. Séance du 5 novembre 1906. Annexe n° 375. *Journ. off.*, p. 65.

« Les ouvriers et ouvrières, les employés et employées travaillant suivant leur âge la journée entière ou la demi-journée, ne sont au service de l'Etat qu'à la condition de travailler exclusivement pour lui. »

Dans les conclusions votées au début de 1917 par l'Académie de médecine relatives au travail des femmes enceintes, il était indiqué que le système de la demi-journée avec le maximum de six heures devait être préférablement appliqué aux femmes enceintes et aux mères nourrices.

On voit que jusqu'ici le système du travail à la demi-journée n'a été envisagé que pour une partie du personnel féminin.

En ce qui concerne la proposition Vaillant, il n'est question que du personnel des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans. Or sans critiquer cette proposition qui d'ailleurs n'eut pas de suite, nous ne pouvons qu'exprimer nos regrets en constatant qu'en ce qui touche le personnel féminin une limite d'âge fixée à dix-huit ans a été prévue. Sans doute, les adolescents n'ayant pas la force physique suffisante, il convient de ne pas leur demander le même nombre d'heures de travail qu'aux adultes. Mais, la même raison de force physique ne doit-elle pas nous conduire à réclamer pour les femmes le travail à la demi-journée ? Il faut songer que la journée de la femme ne commence pas en entrant à l'usine, à l'atelier, au bureau, au magasin ; de même elle ne finit pas en en

sortant. Comment pourra-t-elle se donner à la fois aux travaux domestiques et aux travaux du dehors, sans excéder ses forces et sans se surmener ?

Pour terminer ce court exposé, nous indiquerons les résultats des enquêtes auxquelles il a été procédé par M. Henri Joly.

A l'Institut des sœurs de Saint-Vincent de Paul où le système du travail au demi-temps est pratiqué, voici ce qui lui a été répondu : « Depuis la guerre, nous avons eu à satisfaire, pour l'habillement, à de bien pressantes demandes de l'Intendance, nous n'avons pas voulu d'équipes de nuit ; nous n'avons voulu même que des équipes de jour travaillant chacune six heures (travaillant six heures pour le métier ainsi organisé, s'entend). Nous en avons employé 6.000. Nous voudrions voir ce système adopté partout. »

A la rue d'Anjou, siège social des établissements du Creusot et succursales qui n'emploient pas moins de 8 à 10.000 ouvrières, M. Joly ayant demandé si, au point de vue de l'apprentissage ou à tout autre, on prévoyait des inconvénients à l'introduction du travail de demi-temps par deux équipes, il lui fut répondu : « Pourvu que, dans un milieu donné, le nombre des mains disponibles soit suffisant et que les distances à parcourir pour les travailleuses ne soient pas trop grandes, nous n'y verrions, en ce qui nous concerne, aucun inconvénient d'aucune sorte ».

Le Vice-Président du Syndicat des mécaniciens allant plus loin se montre tout à fait favorable à la réforme qu'il considère comme permettant la marche de l'usine pendant douze heures consécutives.

« Sans l'avoir voulu, dit-il, vous nous suggérez là une solution élégante d'un problème ancien et toujours troublant. Chaque fois qu'il a été question d'une réduction des heures de travail, les employeurs ont objecté : « en nous condamnant à laisser inactives des machines et des organisations coûteuses, exigeant un amortissement de plus en plus rapide, on nous met dans des conditions qui s'opposent de plus en plus à un abaissement des prix... Eh bien ! s'il n'est permis à aucun point de vue de pratiquer le sweating system à l'égard du producteur humain et de le faire suer à outrance, il serait avantageux de faire suer la machine et de lui faire produire, tant qu'elle est de mode et qu'elle dure, le maximum de ce qu'elle peut donner. Nous n'aurions plus les douze heures de travail d'autrefois pour le personnel. Mais avec deux équipes nous pourrions avoir les douze heures de travail utile et productif pour le matériel et l'outillage, L'industrie ne s'en trouverait pas mal. »

DEUXIÈME PARTIE

Protection de la Maternité ouvrière

La deuxième partie de cet ouvrage sera consacrée à l'ensemble des mesures destinées à la protection de la maternité.

Sans doute, plusieurs de ces réformes auraient pu trouver place dans la première partie. Il en est ainsi de la loi du 17 juin 1913 qui prévoit une interruption de travail de quatre semaines après les couches ; de même de la loi du 5 août 1917 qui organise des repos supplémentaires pour la mère qui allaite son enfant. Il s'agit bien là d'une réglementation de la durée du travail des femmes et nous en avons parlé incidemment au début de la première partie. Nous préférons cependant en faire une partie séparée, la protection de la maternité ouvrière comprenant d'autres mesures qui n'ont pas pour objet d'amener une réduction de la durée du travail.

TITRE I

NÉCESSITÉ DE L'INTERVENTION DU LÉGISLATEUR

Nous avons vu que l'intervention du législateur en matière ouvrière ne se justifiait pas seulement par l'intérêt individuel du travailleur, mais par l'intérêt social avant tout.

Si le principe de la réglementation du travail des femmes est aujourd'hui admis par la loi, ce n'est pas tant en vue de la femme elle-même que de la nation. Un travail excessif de la femme risque d'avoir les plus fâcheuses répercussions sur la vitalité des générations à venir.

Cette intervention du législateur paraît donc particulièrement opportune et nécessaire, quand l'ouvrière est sur le point de donner ou vient de donner au pays un être nouveau susceptible de fournir dans l'avenir une force militaire, industrielle ou intellectuelle.

L'influence est encore plus sensible, au point de vue

national, pour les pays de service militaire obligatoire où la force des citoyens est une garantie d'indépendance nationale, pour les pays de suffrage universel dans lesquels l'avenir de la nation dépend de la sagesse, de l'intelligence, de la moralité de la majorité des citoyens.

Le travail des femmes enceintes a sur la santé de la mère et de son enfant les conséquences les plus pernicieuses. Des raisons d'humanité et de conservation sociale militent ensemble en faveur d'une intervention du législateur.

Les conditions du travail deviennent accablantes et périlleuses à l'époque de la grossesse. Alourdie par son fardeau, la femme devient lente et maladroite. D'après les rapports des inspecteurs du travail, les accidents sont plus fréquents et plus graves chez les femmes enceintes que chez les autres. Les efforts musculaires dans des positions souvent anormales retentissent sur la sensibilité de la femme. La station debout prolongée devient un supplice et risque de compromettre même la vie de la mère. « On sait trop bien quels soins, quels ménagements doivent être réservés à la femme qui, dans quelques mois, quelques semaines, sera mère. Celles qui ne sont pas soumises à la douloureuse nécessité du travail industriel et que la fortune a favorisées sont entourées à ce moment d'une hygiène plus stricte, d'une vie plus douce, plus facile, d'où l'on cherche à

écarter les moindres commotions physiques et morales (1). »

En agissant ainsi ce n'est pas seulement la santé de la mère que l'on protège, mais celle de l'enfant dont le développement normal se trouve assuré. De nombreuses observations médicales démontrent que les travaux pénibles effectués par la mère sont une des causes des avortements et des naissances avant terme. Les statistiques ne font que le confirmer. Ainsi, en ce qui concerne la morti-natalité, pour 1913, la proportion moyenne est de 44 mort-nés pour 1.000 naissance. Or dans le Nord, elle atteint presque 51 0/00 (50,9) et dans la Loire, elle dépasse 52 (52,2). Mais il se trouve justement que le Nord et la Loire sont de grands centres industriels où la population ouvrière féminine est très importante. En ce qui touche les naissances prématurées, nous faisons les mêmes constatations. Or le Dr Pinard a affirmé, « sauf des exemples très rares, ces prématurés qui ont coûté tant de soins, de dévouement et d'argent restent pendant toute leur vie des débiles et des infirmes »,

Une fois supposé né dans des conditions normales, l'enfant a besoin de sa mère. Les relevailles prématurées, périlleuses pour la mère, menacent la vie de l'enfant. Les voisins, les crèches ne remplacent pas

1. Rapport de Mme Paul Gemähling à l'Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs: *La Maternité ouvrière et sa protection légale en France*. Réunion du 3 mai 1915, p. 11.

la mère absente. L'allaitement maternel manque, ou bien, fatiguée par son travail professionnel et domestique, la mère ne fournit qu'un lait médiocre, pauvre et vite tari. Si la mère met son enfant en nourrice, il sera souvent mal soigné, en l'absence d'un contrôle maternel fréquent et d'une rémunération suffisante, seuls capables de stimuler le zèle des nourrices.

Le plus souvent, la mère recourt à l'allaitement artificiel, au lait indigeste pour les nourrissons, falsifié ou rendu impur par les manipulations, par la température ; et qui est une des principales causes de la mortalité infantile dans la classe ouvrière. Les enfants nourris au sein succombent, dans leur première année, dans la proportion de 2 pour 1.000 environ ; ce chiffre monte à 65 pour mille chez les enfants allaités artificiellement.

Le législateur doit donc intervenir pour organiser un repos en faveur des femmes enceintes et de celles récemment accouchées, pour permettre à la femme d'allaiter elle-même son enfant et d'une façon générale pour préserver la femme de tout ce qui peut porter atteinte à sa fonction maternelle.

Par voie de conséquence, il se trouvera résoudre le problème de la dépopulation. Déjà, avant la guerre, la question de la natalité était très angoissante. Les statistiques indiquaient qu'au cours du premier semestre de 1914, c'est-à-dire à la veille de la guerre, notre population avait diminué par l'excédent des

décès sur les naissances, de près de 26.000 habitants. Les nombreux vides que la guerre a malheureusement faits dans la plupart des foyers n'a fait qu'accroître encore cette diminution.

Nous ajoutons que la protection de la maternité ouvrière n'entraîne pas seulement une diminution de la mortalité infantile, mais une augmentation des naissances. Désormais, les familles françaises auront des raisons nouvelles d'accepter et de désirer l'enfant. Tout autant que les allocations pour charges de famille et autres compensations qui peuvent être accordées aux familles nombreuses, l'assurance que la maternité ne sera pas une nouvelle charge contribuera à relever la natalité. « Si la femme, grâce au repos qui aura accompagné ses premières maternités, a gardé sa fécondité naturelle, si surtout ce repos, accompagné d'une indemnité, l'a délivrée de tout souci immédiat, à un moment où la dure nécessité du travail risquerait d'étendre les conséquences douloureuses au delà d'elle-même, jusqu'à l'enfant qu'elle met au monde, alors seulement la fonction maternelle pourra être regardée par elle autrement que comme un fardeau, mais comme un devoir très doux et comme une joie (1). »

1. Rapport déjà cité, p. 20.

TITRE II

LÉGISLATION ANTÉRIEURE A 1913

De nombreux projets et propositions ont été présentés sur la question de la protection de la maternité ouvrière au Parlement.

Le projet déposé par le ministre du Commerce sur le bureau de la Chambre en 1886 et qui est devenu la loi du 2 novembre 1892 contenait un article 9 prescrivant un repos obligatoire de quatre semaines à toutes les femmes ouvrières de l'industrie et du commerce. Mais sur l'intervention de M. Yves Guyot, représentant décidé de l'hostilité à la réglementation légale en matière de travail, cet article fut supprimé.

Il fut repris par un amendement de M. Brousse qui proposait, en outre, d'indemniser l'ouvrière de son chômage forcé. « Notre droit, disait-il, c'est de prendre des mesures pour conserver la race ; notre devoir, c'est de donner le nécessaire à celles qui s'imposeront des sacrifices pour nous aider dans cette œuvre nationale ».

Bien que le principe d'une réglementation, fut

admis par la plupart des parlementaires, des difficultés financières d'application firent écarter de la loi de 1892 toute disposition concernant la situation des femmes en couches.

Cependant la question avait été posée à la Conférence convoquée par l'Empereur d'Allemagne, sur l'initiative du gouvernement helvétique et les quinze nations représentées, réunies à Berlin le 15 novembre 1890, avaient adopté à l'unanimité la résolution suivante proposée par le représentant de la France, J. Simon : « Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches »

En écartant toute disposition de ce genre de la loi de 1892, le Parlement n'avait pas voulu s'y montrer hostile, mais en réserver seulement la discussion.

La Commission du Travail fonda deux propositions présentées par MM. Dron et Brousse et dès le 4 novembre 1892, la Chambre vota son projet qui comportait les dispositions suivantes : repos obligatoire pour les ouvrières de l'industrie avec indemnité de 0 fr. 75 à 2 francs, facultatif pour celles qui n'étaient pas protégées par la loi du 2 novembre 1892.

Ce projet donna lieu à deux amendements de MM. Lafargue et de Mun relatifs aux moyens destinés à couvrir la dépense résultant de la réforme. Il fut renvoyé à la Commission et ne fut jamais soumis à une seconde délibération; il devint caduc en 1894.

Le 7 mars 1899, M. Dulaie reprit un projet d'assistance maternelle élaboré en 1892 par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, comprenant l'assistance sous forme de secours à domicile ou d'hospitalisation. Prise en considération par la Chambre le 12 mai 1899, cette proposition ne vint jamais en délibération.

Le 14 novembre de la même année, M. Strauss déposa sur le bureau du Sénat une proposition sur « la protection et l'assistance des mères et des nourrissons » (1).

Elle comprenait deux parties : la première concernait la protection de la maternité ouvrière. L'article premier prohibait l'emploi des femmes enceintes dans la dernière quinzaine de leur grossesse. Elles ne pouvaient être admises à reprendre le travail que quatre semaines après leur accouchement. Ces dispositions ne s'appliquaient qu'aux ouvrières de l'industrie.

Dans l'article 2, M. Strauss accordait aux femmes sans ressources personnelles, pendant cette période de repos, le bénéfice de la loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite, sur leur demande.

L'article 3 prévoyait l'assistance des femmes enceintes dénuées de ressources par secours à domicile ou par hospitalisation sans enquête et incognito.

Enfin l'article 8 mettait la charge des dépenses

1. Documents parlementaires, Sénat. Séance du 14 novembre 1899. Annexe n° 235, *Journ. off.*, p. 449.

d'assistance maternelle au compte du service de l'Assistance médicale gratuite.

La seconde partie réclamait une extension de la loi Roussel, la réglementation des étables, de la production et de la vente du lait, etc. (1).

Le 3 décembre 1903, le Sénat adopta la proposition Strauss en première lecture, à une forte majorité et renvoya pour avis à la Commission des Finances.

M. Strauss comprit alors qu'il convenait de dissocier les deux parties de sa proposition.

Le texte de la première partie fut complété (2). La mesure de protection fut étendue à tout le personnel féminin employé dans les établissements visés par la loi du 12 juin 1893. L'interdiction du travail pour la femme enceinte arrivée au dernier terme de la grossesse ne s'applique plus qu'au cas où la continuation du travail aurait été certifiée par le médecin dange-reuse pour la mère et pour l'enfant.

Au point de vue financier M. Strauss évaluait à 4 millions et demi la dépense annuelle résultant de l'adoption de son projet : il prévoyait que 70.000 ouvrières pourraient bénéficier chaque année de la protection légale, et il comptait un secours moyen de 1 fr. 50 par jour pendant quarante-cinq jours.

1. Documents parlementaires, Sénat, 14 novembre 1899. Annexe n° 4. *Journ. off.*, p. 2.

2. Rapport supplémentaire déposé le 23 mars 1906. Documents Parlementaires, Sénat. Annexe 124. *Journ. off.*, p. 236 et 721.

Le projet revint devant le Sénat le 21 mars 1907. Le ministre des Finances estima à 5 millions la dépense à prévoir et tout en acceptant l'obligation de l'assistance médicale des femmes en couches, il voulait que l'allocation d'un secours en argent ou en nature, accordée par le bureau d'Assistance médicale, fût seulement facultative : « Les grandes villes, disait-il, pourront supporter les dépenses qui résulteront de la loi nouvelle... mais elle pèsera lourdement sur telle petite commune où il y aura une seule usine, une seule grosse usine ».

Le projet, renvoyé à la Commission, revint en discussion le 30 octobre 1908. Le ministre fit de nouvelles réserves pour la charge financière qu'il évaluait à 6 millions et dont il voulait décharger l'Etat et les communes aux dépens des mutualités maternelles.

Nouveau renvoi, sur amendement de M. Guillier (1), demandant l'extension du bénéfice de la loi à toutes les femmes laborieuses des villes et des campagnes. La Commission ne déposa son nouveau rapport que le 12 février 1910 (2). En raison des charges financières, elle limite le bénéfice de la loi aux salariées travaillant chez autrui : elles bénéficient du secours de chômage pendant huit semaines au maximum. Quant au repos obligatoire après l'accouchement il ne

1. Débats parlementaires, Sénat. Séance du 30 octobre 1908.

2. Rapport déposé le 12 février 1910. Documents parlementaires, Sénat. Session ordinaire. Annexe n° 42. *Journ. off.*, p. 19.

visé que les femmes employées dans les établissements industriels et commerciaux.

Le rapporteur a évalué à 127.000 le nombre des femmes assistées annuellement et à 6.350.000 francs la dépense qui résultera de l'application de la loi, en admettant une durée moyenne de repos de sept semaines et une indemnité journalière moyenne de 1 franc, soit en chiffres ronds une indemnité globale de 50 francs par accouchée. D'après le barème de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale, cette dépense se répartirait comme il suit :

Etat.....	17,3 0/0	1.098.550 francs
Départements....	28,6 0/0	1.816.100 —
Communes.....	54,1 0/0	3 435.350 —

Revenue devant le Sénat après avis de la Commission des Finances le 8 mars 1912, la proposition a été de nouveau renvoyée à la Commission et finalement votée par le Sénat le 5 décembre 1912.

A la Chambre des députés, les projets d'extension qui avaient si longtemps tenu en échec la proposition au Sénat furent repris par MM. Bonnevey et Peyroux. Enfin le 12 juin 1913, la proposition fut votée par la Chambre.

Nous ne nous arrêterons pas aux critiques présentées par les non-interventionnistes en ce qui touche les propositions sur l'interruption de travail des femmes en couches. La réglementation donnait aux

patrons, prétendaient-ils, le droit de s'ingérer dans le détail de la vie privée de leurs ouvrières. C'était une prescription inutile et ridicule : « Messieurs, déclarait M. Armand Després, ne craignez-vous pas le ridicule ? Ces choses-là ne se mettent pas dans la loi, le bon sens et l'esprit français s'y refusent. Le législateur ne peut entrer dans des détails aussi intimes » (1).

L'année suivante (2), il disait encore : « C'est le seul article de votre loi qui touche à la vie intime de la femme, et je vous supplie de ne pas l'inscrire, car en définitive, c'est par le progrès des mœurs que doit être établi le régime des femmes en couches, et non par des prescriptions légales ».

A la même séance, M. Deloncle affirmait : « Quant à moi, je ne veux pas qu'on protège la femme après ses couches, parce que je suis partisan de la liberté du travail ».

L'opposition non-interventionniste s'est heureusement atténuée pour permettre l'adoption de la proposition de M. Strauss.

Une autre objection avait été soulevée, non de principe, cette fois, contre le texte de M. Strauss.

L'article premier était ainsi conçu :

« Les femmes enceintes travaillant dans les établissements visés à l'article premier de la loi du 12 juin

1. Débats parlementaires, Chambre des députés, 1890, p. 1377.

2. Débats parlementaires, Chambre des députés. Séance du 5 février 1891. Session ordinaire, *Journ. off.*, p. 226.]

1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903, lorsqu'elles sont arrivées à la dernière période de la grossesse, ne peuvent être admises à continuer leur travail que si cette continuation est sans danger pour la femme et pour l'enfant. Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir à cet égard un certificat médical. Les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme du médecin chargé d'un service public, désigné par le Préfet et après examen contradictoire si les intéressées le réclament.

« Elles ne peuvent reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement et en présentant un certificat médical constatant que cette reprise est sans danger.

« Les infractions aux dispositions de la présente loi sont constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures ».

Pour la période qui suit l'accouchement, aucune difficulté. La durée de cette période est fixée avec précision par la loi. La femme ne peut travailler pendant cette période, susceptible même d'être prolongée si le médecin le juge nécessaire.

Mais le terme « dernière période de la grossesse » était, au contraire, par son imprécision même, de nature à créer des conflits entre les inspecteurs et les chefs d'établissements industriels.

« Qui décidera, disait M. Touron au Sénat, si cette

période est ou non entamée? Vous me direz que c'est approximatif : mais il y a dans votre loi quelque chose qui n'est pas approximatif, c'est le dernier paragraphe de l'article qui dit : « les infractions aux dispositions de la loi seront constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures.

« Eh bien ! lorsqu'il y aura des erreurs de date que personne ne peut éviter, qui sera puni ? Tout simplement le patron, qui ne sera pour rien ni dans l'erreur ni dans la date »

Sans méconnaître la justesse de cette observation, le rapporteur fit remarquer que la loi fédérale suisse de 1877 était rédigée dans les mêmes termes et que son application, après les tâtonnements du début, n'avait soulevé aucune difficulté.

Dans le projet approuvé par la Commission des finances cette rédaction a été modifiée. Le principe du repos obligatoire pendant quatre semaines après l'accouchement est maintenu par l'article 2 pour les femmes employées dans tout établissement industriel ou commercial, de quelque nature qu'il soit « un certificat médical délivré par le médecin de l'Assistance médicale gratuite constatant que cette reprise (du travail) peut s'effectuer sans danger pour la mère ou l'enfant, devra être exigé par le patron ».

Cette disposition était destinée à éviter les fraudes

que la nouvelle accouchée serait tentée de commettre à son avantage ou à son détriment, en augmentant ou en réduisant la période de quatre semaines.

L'article 4 prévoit la situation de la période de grossesse : « Avant les couches, la postulante doit justifier par la production d'un certificat médical qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même ou pour l'enfant ».

Cette nouvelle rédaction semble moins avantageuse que celle de l'article 1^{er} du projet primitif. Celui-ci paraissait mieux protéger la femme contre elle-même en décidant qu'elle ne peut être admise à continuer son travail que si cette continuation est sans danger. Le texte nouveau paraît, au contraire, la suspecter de vouloir cesser trop tôt le travail et dire : elle devra continuer le travail, si elle ne justifie son impossibilité par un certificat médical.

Cette nuance n'est pas sans importance, puisque la loi se propose de protéger la femme enceinte dans un intérêt social, c'est-à-dire même contre elle-même.

En fait, d'ailleurs, avec un texte comme avec l'autre, c'est toujours la femme qui prendra l'initiative de demander l'arrêt du travail. Le chef d'industrie comme l'inspecteur ignorent son état de grossesse, elle seule le connaît et est en mesure d'invoquer le bénéfice de la loi. Il était impossible de songer à forcer la femme à s'arrêter quand son état l'y oblige, puisqu'elle est seule à le savoir, et la nouvelle rédac-

tion semble plutôt dirigée contre les fausses déclarations de grossesse que contre les femmes qui voudraient à tout prix travailler malgré leur grossesse réelle et avancée.

La loi devient ainsi obligatoire pour les chefs d'industrie, mais facultative pour la femme.

Nous examinerons plus en détail dans le chapitre suivant la proposition de M. Paul Strauss qui est devenue la loi du 17 juin 1913 et qui est le centre de notre législation protectrice des mères.

Jusqu'à cette date la seule protection de portée générale était celle consacrée par la loi du 27 novembre 1909 votée sur l'initiative de M. Engerand.

Cette loi avait pour but de garantir à la femme en couches son travail après son absence. Son texte a été inséré au Code du Travail (livre 1^{er}, titre II, art. 29). Il est ainsi conçu :

« La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de service, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré. »

Par ses termes généraux, la loi Engerand s'applique à tout le personnel féminin salarié, non seulement aux ouvrières d'usines, mais aux employées de commerce et même aux domestiques.

Ce texte donne à la femme en état de grossesse ou relevant de couches la faculté de se reposer pendant huit semaines, sans avoir à redouter de perdre sa place. C'était une première mesure indispensable, une première étape vers la consolidation du contrat de travail.

Mais si intéressante que pût être cette réforme elle devait avoir peu d'efficacité pratique. En effet, privée de son salaire pendant la durée de son repos, la femme hésitait à user de la faculté que lui laissait la loi de 1909, elle réduisait tout au moins au minimum la durée du repos, ne s'arrêtait que quelques jours avant l'accouchement et reprenait le travail peu de temps après.

La protection accordée aux mères, autant dans l'intérêt de l'enfant que dans le leur propre, ne pouvait être affective que si l'on rendait le repos obligatoire pendant une certaine période et si, comme corollaire, on assurait à la femme une indemnité pendant cette période.

« Pour ma part, écrivait M. Marin (1), avant toutes

1. Rapport de M. Louis Marin, *la Protection de la Maternité ouvrière* à l'Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs. Séance du 26 janvier 1912, p. 14.

espèces de preuves ultérieures, je déclare considérer, non seulement comme absolument anti-démocratique et anti-libérale, mais encore comme opposée à toute amélioration de la vie familiale, à toute tendance vers la repopulation, l'imposition brutale d'un congé sans indemnité. Lorsqu'on parle d'œuvres intéressantes pour la nation, de sacrifices sociaux que le budget peut supporter dans l'intérêt profond du pays, c'est bien quand il s'agit de ce qui se rapporte à la maternité.»

Dès 1910 et 1911, deux catégories de fonctionnaires avaient obtenu des congés payés de un mois avant et un moins après les couches: les institutrices primaires en vertu de la loi du 15 mars 1910, due à l'initiative de M. Louis Marin et le personnel féminin des Postes, Télégraphes et Téléphones, en vertu d'une décision spontanée de M. Millerand, ministre des Postes et Télégraphes.

En dehors de cette législation générale, d'ailleurs, bien insuffisante, nous devons faire remarquer qu'il existait quelques décrets émanant de la législation sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs contenant des règles précises protégeant les femmes enceintes contre les conséquences que pourraient avoir pour elles certaines catégories de travaux. Ainsi aux termes de l'article 1^{er} paragraphe 4 du décret du 28 décembre 1909 : « Il est interdit de faire porter, pousser ou traîner une charge quelconque par des

femmes, dans les trois semaines qui suivent leurs couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque l'intéressée a fait connaître au chef de l'établissement la date de ses couches ».

D'autre part, nous devons citer la loi du 29 décembre 1900, votée sur l'initiative de M. le député Gautret qui décide que les magasins, boutiques et locaux en dépendant doivent être munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes employées (art. 76 du Code du Travail, livre II). Bien que cette loi vise les femmes en général et ne s'applique pas uniquement aux femmes enceintes, nous devons cependant la mentionner ici. C'est évidemment en considération de la constitution physique de la femme que cette mesure protectrice a été imposée par le législateur. Or s'il a été reconnu que « la station debout prolongée influence de façon funeste la marche de la circulation du sang et qu'il en résulte à la longue une altération du cœur, caractérisée par une faiblesse de cet organe (1), il est certain que les troubles qui peuvent en résulter sont beaucoup plus à redouter pour la femme enceinte, car par suite de son état elle offre bien moins de résistance à la fatigue. En ce qui concerne l'enfant, le travail debout de la mère a également sur lui une influence pernicieuse. C'est ainsi que le Dr Bachimont a pu constater que le poids de l'enfant dont la mère

1. Observation du Dr Georges Petit.

travail debout est plus faible que celui de l'enfant dont la mère travaille assise. D'autre part, le Professeur Pinard déclarait : « Vous ne vous imaginez pas le nombre d'enfants qui viennent au monde à sept mois, tout cela à cause du surmenage de la femme qui travaille debout ».

La loi du 29 décembre 1900 peut, en conséquence, être envisagée comme une loi de protection de la maternité. Malheureusement le domaine d'application était restreint aux femmes travaillant dans les établissements commerciaux. Le 5 avril 1906, Mme de la Ruelle présentait à l'Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs un rapport sur l'extension de cette loi au personnel féminin employé dans l'industrie. L'Association adoptait le vœu suivant :

« L'Association française pour la protection légale des Travailleurs émet le vœu que, dans l'intérêt de la santé des ouvrières, la loi du 29 décembre 1900 soit étendue aux établissements industriels, à l'exception de ceux où les conditions techniques ne permettent pas aux femmes de s'asseoir ».

Nous verrons qu'il a fallu attendre jusqu'au décret du 23 octobre 1917 pour que ce vœu reçoive satisfaction.

Nous avons ainsi passé en revue les mesures imposées pour la protection de la maternité ouvrière jusqu'en 1913.

Nous avons vu que la loi Engerand était à elle seule insuffisante.

« En garantissant le droit au repos des femmes ouvrières ou employées pendant huit semaines consécutives dans la période de l'accouchement sans qu'elles puissent pour ce motif être l'objet d'un renvoi, c'est comme l'a dit M. le Sénateur Goujon, une sauvegarde juridique et une protection morale que vous leur donnez.

« Vous aurez ainsi fait un premier pas pour rejoindre les nombreuses et plus complètes législations étrangères qui, moins timorées que la nôtre, ont depuis de longues années déjà inscrit dans leurs codes des mesures protectrices du repos des femmes en couches indispensables pour sauvegarder la santé de la mère et la vie de l'enfant » (1).

Cette réforme que M. Bonnevey appelait ainsi de ses vœux a été heureusement réalisée, comme nous l'avons dit, par l'adoption par le Parlement de la proposition de M. Strauss qui est devenue la loi du 17 juin 1913.

1. Documents Parlementaires, Chambre des députés, 8 novembre 1909. Session extraordinaire. Rapport de M. Bonnevey au nom de la Commission du Travail. Annexe 2.823. *Journ. off.*, p. 65.

TITRE III

LA PROTECTION LÉGALE DE LA MATERNITÉ OUVRIÈRE DEPUIS 1913.

CHAPITRE PREMIER

Mesures destinées à assurer le repos au moment des couches.

La loi du 17 juin 1913 a été complétée par la loi de finances du 30 juillet 1913.

Lors du vote de la proposition Strauss, en effet, les auteurs des projets d'extension avaient obtenu de la Chambre le vote d'un projet de résolution par lequel elle s'engageait à obtenir du Gouvernement une réforme plus complète à insérer dans la loi de finances.

« La Chambre, résolue à assurer à toutes les femmes privées de ressources suffisantes les secours de maternité, invite le Gouvernement à prévoir dans la loi de finances de 1913 les voies et moyens nécessaires pour étendre immédiatement aux ouvrières travaillant à domicile l'assistance accordée aux ouvrières,

employées et domestiques travaillant chez autrui » (1).

C'est ce qui a été fait par la loi du 30 juillet 1913. Cette loi, en même temps qu'elle a fixé le montant de l'allocation accordée aux mères astreintes au repos l'a étendue à toutes les « femmes se livrant habituellement à leur domicile à un travail salarié » (art. 73).

Les lois des 17 juin et 30 juillet 1913 prévoient deux catégories de mesures en faveur des ouvrières enceintes ou en couches : le repos, le paiement d'une allocation.

Au point de vue du repos, deux périodes sont à distinguer : la période de grossesse et la période des couches.

La proposition primitive interdisait d'employer la femme dans la dernière quinzaine de la grossesse. Cette obligation était fort dangereuse pour les patrons en raison des difficultés que soulève, pour la détermination de la période de repos, l'incertitude de la date de l'accouchement. Aussi M. Strauss avait-il renoncé dans son texte définitif à maintenir cette prohibition.

Non obligatoire, le repos pendant la dernière période de la grossesse est du moins facilité. On sait qu'en vertu de la loi Engerand la femme a le droit de suspendre le travail pendant huit semaines consécutives, sans que le patron puisse de ce fait rompre le contrat.

1. Séance du 12 juin 1913. Débats parlementaires. Chambre des députés. *Journ. off.*, p. 1876.

La loi du 17 juin 1913 en modifiant cette disposition lui facilite même encore la cessation du travail : « Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture. » La femme est donc dispensée de la formalité du délai-congé.

L'expression « en état de grossesse apparente » a été critiquée devant la Chambre pour son imprécision à la fois juridique et médicale. Est-ce le patron qui appréciera s'il y a grossesse apparente ? La femme devra-t-elle produire un certificat médical affirmant qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger ? Cette imprécision est susceptible de soulever des difficultés d'application.

Après les couches, le repos devient obligatoire pendant quatre semaines.

L'article 2 de la loi du 17 juin 1913 formant l'article 54 *a* du Code du Travail est ainsi conçu :

« Dans tout établissement industriel et commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance. »

L'obligation vise donc tous les établissements où l'Inspecteur du travail a accès, où par suite il peut veiller à l'application de la loi.

Les pénalités prévues pour l'employeur en cas de contravention sont les pénalités habituelles des infractions aux lois du travail. Une amende de 5 à 15 francs est bien insuffisante alors qu'il s'agit de protéger une mère et son enfant dans leur existence même !

La preuve de la contravention était une question délicate. Il fallait mettre à l'abri la bonne foi du patron et éviter que, pour échapper à tout soupçon de fraude, il ne se livrât auprès de ses ouvrières, lors de leur entrée dans l'établissement, à des enquêtes ou à des interrogatoires pouvant les offenser. La loi a ménagé ces intérêts en décidant dans son article 2 (article 164 *a* du livre II, Code du Travail) que les pénalités « ne sont applicables au chef d'établissement ou à son préposé que s'il a agi sciemment. » D'après les déclarations faites au Sénat par le Sous-Secrétaire d'Etat au cours de la discussion, c'est au ministère public qu'incombe la charge de faire la preuve de la mauvaise foi de l'employeur (1).

Aux termes de l'article 2 de la loi du 17 juin 1913, l'interdiction d'employer le travail des femmes en couches pendant quatre semaines ne s'applique qu'aux chefs ou préposés des établissements industriels et commerciaux. La loi n'impose pas cette même prohibition ni aux salariées travaillant habituellement chez

1. Sénat. Débats Parlementaires. Séance du 8 mars 1912. *Journ. off.*, p. 1424.

autrui comme ouvrières, employées ou domestiques (ouvrières agricoles, journalières...) ni aux ouvrières travaillant à domicile.

Cependant, comme elles ont droit à l'assistance les premières en vertu de l'article 3 de la loi du 17 juin 1913, les deuxièmes en vertu de l'article 73 de la loi du 30 juillet 1913, il s'ensuit que, si elles en réclament le bénéfice soit avant, soit après leurs couches, elles sont par là même tenues au repos, condition indispensable du droit à l'allocation. En effet, une fois l'allocation obtenue, le repos devient obligatoire pour l'ouvrière.

Cette obligation est d'ailleurs en pratique illusoire. Comment vérifiera-t-on si la femme prend effectivement le repos dont elle aurait tant besoin ; l'inspecteur du travail ne pouvant pénétrer chez la femme de ménage, chez l'ouvrière à domicile.

Nous avons dit que pour être efficace l'obligation du repos doit entraîner une indemnité. Il est certain que ce n'est pas au moment où la femme a besoin d'une nourriture plus substantielle et où les charges de la famille s'augmentent que l'on peut songer à imposer à la femme d'interrompre son travail sans lui venir en aide.

Les lois du 17 juin et du 30 juillet 1913 déterminent les modalités et le taux de l'allocation.

Quelles femmes ont droit à l'indemnité ?

D'après l'article 3 de la loi du 17 juin « toute femme

de nationalité française et privée de ressources qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit, pendant la période du repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière, sans que celle-ci puisse se cumuler avec aucun secours public de maternité. »

L'article 73 de la loi de finances du 30 juillet 1913 a étendu les dispositions de cet article et des suivants « aux femmes se livrant habituellement à leur domicile à un travail salarié. »

Enfin, avec la loi du 2 décembre 1917 qui a modifié l'article 3 de la loi du 17 juin 1913, la condition de salariée n'est plus exigée.

L'expression « privée de ressources » détermine le caractère de ces lois. Bien que le repos soit obligatoire après les couches, l'allocation n'est due que lorsque la femme ne possède pas de ressources suffisantes. C'est un secours qui est accordé à la femme à titre bienveillant, et non une indemnité qui lui est due pour compenser le salaire qu'elle ne touche pas. Nous nous trouvons en présence de lois faisant partie des lois d'assistance, elles se rattachent à la loi sur l'Assistance médicale gratuite du 15 juillet 1893.

Dans son rapport, M. Strauss expliquait que s'il s'était rallié dans sa proposition au principe de l'assistance obligatoire et non à celui de l'assurance, c'est que l'application d'une assurance obligatoire spéciale

à cette hypothèse lui avait paru prématurée, en l'absence d'une législation française sur l'assurance-maladie obligatoire en général. Les femmes en couches sont déjà par la loi de 1893 assimilées aux malades, elles bénéficient à ce titre des secours médicaux et pharmaceutiques accordés aux malades privés de ressources. Le rapporteur présentait d'ailleurs cette modalité comme transitoire et destinée à disparaître avec l'adoption de l'assurance-maladie obligatoire.

« Il est bien certain que l'assurance a une grande supériorité sur l'assistance. La faiblesse de mon système, je ne le méconnaissais pas, est de faire de l'assistance à une heure où le monde civilisé se précipite dans la voie de l'assurance. Mais nous rattachons notre secours aux femmes en couches au régime de la maladie. Nous sommes en ce moment-ci, qu'on le regrette ou qu'on en prenne son parti, et je suis de ceux qui le regrettent, trop sous le régime de l'assistance médicale gratuite, et nos sociétés de secours mutuels, malgré leurs progrès incessants, n'ont pas encore pris la place qu'elles sont à la veille d'occuper dans l'assurance contre l'invalidité et, plus tard, dans la transformation de notre régime de secours à la maladie.

« Transitoirement, provisoirement, jusqu'à nouvel ordre — comme en Allemagne où le risque d'assurance maternel n'est point distinct, n'est pas autonome, est rattaché à la maladie — nous rattachons,

nous, par un lien étroit, notre assistance maternelle à l'assistance médicale gratuite, avec l'espoir que, le jour prochain où nous ferons graduellement notre transformation de la mutualité bénévole et de l'assistance facultative et obligatoire en un régime plus harmonieux et plus complet d'assurances, nos assistées maternelles suivront le sort des assistés médicaux gratuits » (1).

Au point de vue pratique, l'expression « privée de ressources » employée par le législateur est d'une imprécision de nature à soulever des difficultés d'interprétation. Quels seront les éléments d'évaluation des ressources ?

Tout d'abord, il faut écarter le salaire habituel de l'ouvrière, puisqu'elle cesse de le toucher au moment où elle demande l'indemnité. Quant au salaire du mari, il résulte des déclarations faites devant la Chambre par le ministre du Travail (2) et de ses circulaires des 9 août et 24 décembre 1913, que le salaire du mari ne doit pas entrer en ligne de compte, sauf dans les cas où il serait exceptionnellement élevé, ce qui peut prêter à discussion.

Mais si l'on s'en tient à l'évaluation des économies

1. Rapport de M. Strauss à l'Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs : *La Protection de la maternité ouvrière*, séance du 26 janvier 1912, p. 66.

2. Chambre des Députés. Débats parlementaires. Séance du 5 juin 1913, *Journ. off.*, p. 1736 et séance du 12 juin, *Journ. off.*, p. 1875.

du ménage, il est peu équitable et de mauvaise politique de refuser à une femme économe un secours qu'on accorde à une autre qui, peu soucieuse de l'avenir, a, au jour le jour, dépensé le montant de son salaire.

Cette évaluation est d'ailleurs délicate. Si l'on veut éviter des mesures inquisitoriales, on tombe dans l'injustice ou l'arbitraire des signes extérieurs, du loyer par exemple, dont le montant doit être corrigé d'après le nombre des membres de la famille, ou dans l'arbitraire d'une évaluation purement personnelle faite par le maire, plus ou moins partial, les opinions politiques pouvant malheureusement exercer une influence dans cette circonstance.

En tout cas, à une époque où l'on tend à encourager l'initiative individuelle dirigée vers l'épargne mutuelle, on ne saurait la décourager en comprenant dans l'évaluation des ressources les secours temporaires qu'une femme prévoyante aura pu s'assurer par son affiliation à une société de secours mutuels.

Cependant, l'article 3 de la loi du 17 juin 1913 ne contenait aucune précision sur ce point. La Chambre des députés comprenant combien cette lacune était fâcheuse adoptait le 17 mars 1914 le texte suivant :

« L'article 3 de la loi du 17 juin 1913 est ainsi modifié :

« Toute femme de nationalité française et privée de ressources suffisantes a droit pendant la période

de repos qui précède et qui suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière qui ne peut être cumulée avec aucun secours public de maternité institué en vertu de la loi du 27 juin 1904.

« Les ressources temporaires résultant de leur participation à des sociétés de prévoyance et notamment aux mutualités maternelles dont les femmes pourraient disposer pendant la période de repos, ne devront pas entrer en ligne de compte dans l'évaluation des ressources. »

Transmis au Sénat le 18 mars 1914, ce texte a été voté le 23 novembre 1917 et est devenu la loi du 2 décembre 1917.

Grâce à cette nouvelle loi, le principe de l'assistance aux femmes en couches a fait encore de nouveaux progrès. Le nouvel article 3 n'exige plus la condition de salariée.

Bien que la loi du 30 juillet 1913 ait étendu aux femmes travaillant à domicile les avantages conférés par la loi du 17 juin aux femmes en couches travaillant chez autrui, la condition de salariée n'en était pas moins nécessaire d'après la législation en vigueur jusqu'en 1917.

Cette condition était d'ailleurs interprétée très largement et l'existence d'un contrat de louage défini n'était pas nécessaire. La circulaire du 16 mars 1914 adressée aux préfets au sujet de l'assistance aux femmes en couches s'exprime en ces termes :

« En instituant l'assistance aux femmes en couches et en la limitant aux femmes salariées, le législateur a entendu certainement viser toute femme retirant habituellement de son travail une rémunération à elle payée par des tiers et sous quelque forme que ce soit, et exclure du régime nouveau celle qui, si digne d'intérêt soit-elle, consacrant exclusivement son activité, son labeur à l'entretien même du ménage, ne reçoit du dehors aucune rémunération. »

Ainsi donc, la protection de la maternité s'est généralisée en 1917. Les femmes sans ressources, salariées ou non, bénéficient de la législation. Nous mentionnons cette extension incidemment, bien que notre étude ne porte que sur les femmes qui travaillent (1).

La durée de l'allocation est déterminée par l'article 4 de la loi du 17 juin :

« Avant les couches, la postulante doit justifier par la production d'un certificat médical qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même, ni pour l'enfant.

« Après les couches, l'allocation est accordée pendant les quatre premières semaines. L'allocation ne

1. Déjà, grâce à la loi spéciale du 23 janvier 1917, touchaient de plein droit l'indemnité de maternité :

1° Les femmes qui ont droit à l'allocation militaire, par la loi du 5 août 1914 ;

2° Les femmes venant des régions envahies qui touchent un secours du ministère de l'Intérieur.

peut, tant pour la période qui précède que pour celle qui suit les couches, être maintenue pendant une durée totale supérieure à huit semaines. »

L'établissement de ce maximum entraîne une difficulté pratique en raison de l'incertitude de la date de l'accouchement. L'allocation doit évidemment commencer à courir dès que la femme a suspendu le travail. Mais si elle a commencé à se reposer plus de quatre semaines avant l'accouchement, les huit semaines seront terminées et l'allocation sera suspendue avant l'expiration de la période pendant laquelle la mère est obligée de se reposer.

C'était l'interprétation que donnait de la loi la circulaire du 9 août 1913 ; mais elle avait l'inconvénient d'abandonner la mère à un moment où la loi lui interdit encore les ressources de son salaire, et où son enfant et elle réclament des soins coûteux.)

La circulaire du 24 décembre 1913 a substitué au principe de l'allocation ininterrompue le principe de l'allocation suspendue avant l'accouchement. Si avant l'accouchement, la mère a déjà touché l'allocation pendant quatre semaines, elle est suspendue jusqu'au jour de la délivrance, de manière à maintenir intacte l'allocation due pendant la période de repos obligatoire :

Cette interprétation est plus conforme à l'esprit des lois de 1913 qui ont eu pour principal but d'assurer le repos après les couches, mais elle laisse la femme,

peut-être de bonne foi, sans indemnité pendant un certain intervalle de temps.

L'article 4 de la loi du 17 juin 1913, soumet à certaines conditions de repos et d'hygiène l'attribution et le maintien de l'allocation.

« Elle ne peut, à un moment quelconque, être accordée ou maintenue que si l'intéressée, non seulement a suspendu l'exercice de sa profession habituelle, mais observe tout le repos compatible avec les exigences de sa vie domestique, et que si elle prend pour son enfant et pour elle-même les soins d'hygiène nécessaires, conformément aux instructions que lui donnera, à cet effet, la personne désignée par le bureau d'assistance. »

L'article 69 de la loi du 30 juillet indique quel pourra être le montant de l'allocation :

« Le taux de l'allocation journalière est arrêté par chaque commune par le conseil municipal sous réserve de l'approbation du conseil général et du préfet. L'allocation ne peut être inférieure à 0 fr. 50 ni supérieure à 1 fr. 50. Si elle est supérieure à 1 fr. 50, l'excédent est à la charge exclusive de la commune.

« L'allocation est majorée de 0 fr. 50 par jour après les couches, si la mère allaite elle-même son enfant. »

La loi du 17 juin 1913 contient d'autres dispositions relatives à l'allocation.

Aux termes de l'article 5 l'allocation journalière est réduite de moitié, en cas d'hospitalisation, pendant

toute la durée de celle-ci si l'intéressée n'a pas d'autre enfant vivant au-dessous de treize ans. »

Aux termes de l'article 7 : « L'allocation est incessible et insaisissable. Elle est payée à l'assistée.

« Elle peut être donnée en nature, en totalité ou en partie. »

Le décret du 17 décembre 1913 détermine dans son titre 1^{er} les formalités à remplir pour l'admission à l'assistance.

Comme le service des Enfants assistés organisé par la loi du 27 juin 1904, l'assistance des femmes en couches constitue une service départemental « obligatoire pour les départements, avec la participation des communes et l'Etat ». Il est organisé par le Conseil général et administré par le préfet (art. 68 de la loi du 30 juillet 1913).

La charge financière des allocations est répartie entre les communes, les départements et l'Etat suivant le domicile de secours des intéressées, déterminé dans les conditions prévues par la loi du 15 juillet 1893.

Les frais d'administration et de contrôle départemental du service sont à la charge du département et les frais généraux d'administration et de contrôle à la charge de l'Etat.

Toutes les dépenses imposées par ces lois aux communes et aux départements rentrent dans la catégorie

des dépenses obligatoires qui peuvent être inscrites d'office à leur budget.

Ils y pourvoient, en dehors des fondations ou libéralités spéciales et des recettes ordinaires ;

la commune :

par la participation éventuelle du bureau de l'hôpital,

en cas d'insuffisance par une subvention du département, d'après le barème A annexé à la loi sur l'assistance médicale gratuite ;

le Département, en cas d'insuffisance, par une subvention de l'Etat, d'après le barème B de la même loi.

L'article 10 de la loi du 17 juin modifié par la loi du 2 décembre 1917 contient une disposition intéressante :

« Toute mutualité maternelle, toute société de secours mutuels, toute œuvre d'assistance préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition des ministres de l'Intérieur et des Finances, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, peut être chargée par le conseil municipal, le bureau d'assistance consulté, d'assurer le fonctionnement de la présente loi dans la commune où elle a établi son siège social ou des sections.

« Dans ce cas l'admission au bénéfice de la loi et le retrait éventuel de ce bénéfice continuent à être

prononcés conformément aux dispositions de l'article 6 Le rôle des œuvres consiste à assurer directement le service des allocations aux bénéficiaires et à exercer la protection et la surveillance hygiénique prescrites par la loi ; elles reçoivent à cet effet les subventions de l'Etat, du département et de la commune.

« Le traité passé entre l'œuvre et la commune sera soumis à l'approbation du Préfet ».

Le titre IV du décret du 17 décembre 1913 détermine les relations du département et de la commune avec les mutualités maternelles et les œuvres d'assistance.

C'est la première fois qu'une loi d'assistance prévoit la participation des œuvres privées au fonctionnement d'une loi en collaboration avec les services publics.

Mais, il faut avouer qu'en fait les premières applications de la loi ont, notamment à Paris, apporté de grosses déceptions aux sociétés qui auraient été les plus qualifiées pour prêter leur concours à son fonctionnement.

En ce qui concerne la Ville de Paris, le décret du 30 décembre 1913 a déterminé les conditions d'application de la législation sur le repos des femmes en couches.

Telle est la législation actuelle en ce qui touche la question du repos des femmes en couches

Nous avons indiqué qu'eu égard à la constitution physique de la femme et aux accidents qui pouvaient résulter pour elle de travailler debout lorsqu'elle allait être mère, il convenait de mettre à la disposition du personnel féminin des sièges. La réforme avait été opérée pour les établissements commerciaux par la loi du 29 décembre 1900. Pour les autres établissements il a fallu attendre le décret du 23 octobre 1917.

Aux termes des paragraphes 7 et 8 de l'article 1^{er} :

« Dans les établissements autres que ceux qui sont visés à l'article 76 du livre II du Code du Travail, un siège approprié sera mis à la disposition de chaque ouvrière ou employée à son poste de travail, dans tous les cas où la nature du travail sera compatible avec la station assise, continue ou intermittente.

« Dans tous les autres cas, des sièges ou des bancs en nombre suffisant seront mis à la disposition collective des ouvrières et des employées à proximité des postes de travail. Un règlement intérieur déterminera les heures et conditions auxquelles l'usage de ces sièges ou bancs sera autorisé ».

CHAPITRE II

ALLAITEMENT MATERNEL

Nous avons signalé dans le chapitre précédent, qu'aux termes de l'article 69 de la loi du 30 juillet 1913, l'allocation à laquelle la mère a droit est majorée de 0 fr. 50 si elle allaite son enfant.

Cette mesure est destinée à encourager la mère à nourrir elle-même son enfant.

Nous n'insisterons pas sur les bienfaits qui peuvent résulter pour les nourrissons au point de vue physique de l'allaitement maternel.

Dans son rapport, M. Strauss déclarait au Sénat (1) :

« On peut poser comme principe que tout enfant allaité par sa mère est aux trois quarts sauvé, préservé des maladies évitables. Il est donc de la plus haute importance de multiplier les moyens de secours qui permettent à la mère nécessiteuse ou indigente de

1. Documents Parlementaires. Sénat, Session ordinaire. Séance du 17 janvier 1902. Annexe n° 4.

remplir le plus longtemps possible son indispensable office.

« Les secours de convalescence et d'allaitement ont cette destination. Toutes les œuvres qui facilitent cette convalescence prolongée. Association des femmes en couches de Mulhouse, mutualités maternelles, ont pour résultat inévitable d'abaisser la mortalité infantile. Les preuves sont certaines, irrécusables, à vrai dire, classiques... »

« Nous ne saurions assez dire, pour éviter tout malentendu, que l'allaitement au sein par la mère est un incomparable procédé d'élevage, qu'il n'est jamais entré dans la pensée de personne d'en amoindrir l'importance que, bien au contraire, tous les accoucheurs et les médecins s'efforcent de le propager et de le faciliter. »

Mais l'allaitement maternel n'est pas seulement pour résultat de conjurer la mortalité infantile ; au point de vue familial, il donne encore des résultats excellents. Il crée entre l'enfant et sa mère un nouveau lien. Près du berceau de son enfant, la femme fera l'apprentissage de la maternité, elle goûtera les joies qui en découlent et puisera dans son affection les forces qui lui seront nécessaires pour résister à toutes les mauvaises tentations.

Aussi la disposition prévoyant une majoration de l'indemnité allouée à la femme en couches allaitant elle-même son enfant est-elle intéressante.

Mais nous avons dit d'autre part que l'allocation ne pouvait être accordée que pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement.

Ces quatre semaines écoulées, la mère devra s'astreindre à nouveau au travail qui la fait vivre, elle n'aura plus désormais la faculté de donner le sein à son enfant. Reprise par l'atelier, par le magasin, par l'usine pendant toute la matinée et toute l'après-midi ; séparée ainsi de son enfant, elle se trouvera dans l'impossibilité de l'allaiter à des heures régulièrement espacées.

Il fallait donc protéger les mères ouvrières pendant la période de l'allaitement et leur donner le moyen de remplir leurs fonctions maternelles.

Dès le 23 juin 1910 (1) MM. Engerand, Laniel, Bonnevay et Flandin déposaient à la Chambre des députés une proposition ainsi conçue :

« Pendant une année à compter du jour de la naissance, les mères employées dans les établissements visés par les articles 1^{er} des lois du 2 novembre 1892 et du 29 décembre 1900 disposeront d'une heure par jour durant les heures de travail pour allaiter leur enfant.

« Cette heure pourra être divisée en deux périodes de trente minutes qui pourront être prises par les

1. Documents parlementaires, Chambre des députés. Session ordinaire. Séance du 23 juin 1910. Annexe n° 161. *Journ. off.*, 1911, p. 352.

mères aux heures fixées d'accord entre elles et les employeurs.

« L'heure destinée à l'allaitement ne pourra en aucune façon, être décomptée du montant du salaire journalier.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« En cas de violation des dites dispositions, la partie lésée aura droit à des dommages intérêts. »

Au mois de juin 1913 (1), M. Schmidt désigné comme rapporteur par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales exposait les avantages résultant de l'allaitement maternel. Il s'agissait encore d'une mesure devant nécessairement entraîner une décroissance appréciable de la mortalité infantile. D'ailleurs, le rapporteur faisait remarquer que depuis 1898 les statistiques accusaient une diminution de cette mortalité. Alors qu'en 1898, on comptait sur 1.000 enfants nés vivants, 172 décès au cours de la première année, cette proportion s'était abaissée progressivement pour n'être plus que de 131 en 1908.

Le jour même du vote de la loi Strauss, la proposition Engerand était adoptée par la Chambre (2).

1. Documents parlementaires, Chambre des députés. Session ordinaire. Séance du 3 juin 1913. Annexe n° 2.793, *Journ. off.*, p. 635 et séance du 10 juin 1913. Annexe n° 2.843, *Journ. off.*, p. 1.024.

2. Débats parlementaires, Chambre des députés. Séance du 12 juin 1913.

Transmise au Sénat le 15 juin 1913 (1), elle devait faire l'objet d'un rapport de M. Strauss le 16 février 1917 (2).

« L'application de la loi sur le repos des femmes en couches, disait-il, doit avoir pour conséquence certaine une extension de l'allaitement maternel. Il convient, par conséquent, de favoriser la continuation de l'allaitement maternel, dont la supériorité éclatante est, à elle seule, un gage de survie pour les nourrissons les plus fragiles. De longue date, l'initiative privée s'est ingéniée à multiplier les efforts et les subsides destinés à encourager cet allaitement maternel si précieux. De son côté, l'Etat par des dispositions tutélaires, notamment par les secours préventifs d'abandon, s'est efforcé de réduire le taux exorbitant de la mortalité infantile parmi les catégories les plus exposées de nouveau-nés et d'enfants du premier âge. Les obligations et les servitudes économiques font trop souvent obstacle à l'accomplissement intégral de la fonction nourricière. Le travail industriel et commercial, les occupations qui éloignent la femme du foyer domestique, ont leur retentissement familial. Afin de prévenir le sevrage prématuré, l'envoi en nourrice, des industriels de bonne volonté ont pris spontanément

1. Documents parlementaires, Sénat. Annexe, n° 216, *Journ. off.*, p. 1.031.

2. Documents parlementaires, Sénat. Séance du 16 février 1917. Annexe, n° 46, *Journ. off.*, p. 129.

ment des dispositions destinées à permettre à leurs ouvrières d'allaiter leurs enfants... A mesure que l'analyse des causes de la mortalité infantile est devenue plus précise, la propagande en faveur de l'allaitement maternel, exclusif ou mixte, dûment surveillé par les consultations de nourrissons, a été plus fructueuse. »

La proposition adoptée le 27 juillet 1917 par le Sénat (1) est retournée à la Chambre des députés le 31 juillet (2), elle a fait l'objet d'un rapport de M. Constans (3).

Votée par la Chambre le 3 août 1917, la proposition Engerand est devenue la loi du 5 août 1917.

Les Chambres ont d'ailleurs apporté de profondes modifications à cette proposition.

D'abord elles ont jugé qu'en la forme, la nouvelle prescription légale devait être rattachée au Code du Travail et insérée dans le chapitre IV *bis*, du titre premier du livre II de ce Code, qui était intitulé. « Repos des femmes en couches ». Par suite elles ont modifié ce titre en y ajoutant la mention suivante « et des femmes allaitant leurs enfants ».

Ensuite elles ont cru qu'il convenait de spécifier les conditions matérielles dans lesquelles les mères seront admises à procéder à l'allaitement. Un local

1. Débats parlementaires, Sénat. Séance du 27 juillet 1917.

2. Documents parlementaires, Chambre des députés. Annexe, n° 3.705, *Journ. off.*, p. 1.152.

3. Documents parlementaires, Chambre des députés. Annexe, n° 3.749, *Journ. off.*, p. 1.252.

devra être mis à leur disposition, dit chambre d'allaitement. Lorsque les chefs d'établissement occuperont plus de cent femmes de plus de quinze ans, ils pourront être mis en demeure d'installer ces chambres, dans leurs établissements ou à proximité. » Ces chambres devront pouvoir abriter un nombre d'enfants de moins d'un an correspondant, d'après la proportion générale observée pour l'ensemble des femmes de plus de quinze ans de la commune, au nombre des femmes de plus de quinze ans occupées par l'établissement ».

Quant à ce qui est relatif à la nullité des conventions contraires à la loi pouvant intervenir entre les mères et les employeurs et au droit à des dommages-intérêts en cas de violation par les chefs d'établissement des dispositions de la loi, les Chambres l'ont supprimé. Ce passage de l'article de la proposition Engerand devenait inutile, puisqu'il ne faisait que répéter ce qui est inscrit dans les articles 158 à 164 du Code du Travail (livre II).

TITRE IV

RÉFORMES QUE L'ON POURRAIT UTILEMENT ENVISAGER

Nous avons vu quel est actuellement l'état de la législation protégeant la maternité ouvrière.

Les progrès réalisés par la législation de 1913 complétée en 1917 (lois des 5 août et 2 décembre 1917) sont très sensibles, mais sont-ils encore suffisants?

Le repos obligatoire n'a été institué que pour la période qui suit l'accouchement.

Or, l'opinion médicale est unanime à reconnaître les bienfaits qui résultent du repos avant les couches. La santé de l'enfant, son développement, son poids sont plus satisfaisants lorsque la mère s'est reposée dans la dernière période de sa grossesse. Le D^r Letourneur a constaté que les enfants des mères qui travaillent pèsent en moyenne 300 grammes de moins que ceux des mères qui peuvent se reposer avant les couches. D'autre part, que d'accidents pourraient être évités en imposant l'interruption de travail à la fin de la grossesse. « Le surmenage et la misère sont une mauvaise préparation à la maternité ; la morti-nata-

lité, les naissances prématurées en proviennent directement » déclarait M. Strauss dans son rapport (1). Un congrès réuni à Nantes (2) en septembre 1901 adoptait le vœu suivant : « Que toute femme enceinte ait droit à l'assistance nécessaire pour se trouver dans les conditions hygiéniques indispensables pour elle et son enfant dans les trois derniers mois de sa grossesse et le premier mois qui suivra son accouchement ». Sans doute, ce vœu a une portée large ; la prohibition du travail n'y est pas explicitement mentionnée, mais elle découle d'une manière subsidiaire de la formule d'ordre du jour. Les inconvénients du travail pour la femme enceinte ont été exposés dans un rapport du Professeur Pinard publié à la fin de 1915.

Cependant la législation actuelle ne consacre pas la prohibition du travail avant les couches, tout au moins dans l'ensemble. La loi du 15 mars 1910 accorde aux institutrices primaires des congés payés d'un mois avant et après les couches. En 1911, M. Millerand, alors ministre des Postes et Télégraphes a appliqué spontanément les mêmes dispositions au personnel féminin de cette administration. En ce qui concerne le Réseau de l'Etat, l'accouchement est assimilé à la maladie et le personnel a droit à la solde

1. Documents parlementaires, Sénat. Session ordinaire. Séance du 17 janvier 1902. Annexe, n° 4.

2. Congrès de Gynécologie, d'Obstétrique et de Pédiatrie de Nantes.

entière pendant une période de soixante jours dans la même année. Mais ce sont là des dispositions dont ne bénéficient qu'une catégorie de femmes.

Pour l'ensemble des travailleuses, il faut revenir à la loi de 1913. Sans doute, comme nous l'avons dit, des facilités ont été instituées en faveur de la femme pour lui permettre de quitter son travail, mais il ne faut pas s'illusionner, beaucoup de salariées hésitent à user de ces facilités, l'allocation qui leur est accordée étant loin de compenser le manque à gagner qui résultera de la cessation de travail.

C'est qu'en effet, et c'est là une nouvelle critique à faire, l'indemnité allouée est tout à fait insuffisante. La loi de finances du 30 juillet 1913 prévoit une indemnité pouvant varier de 0 fr. 50 à 1 fr. 50. Le législateur indique que ce maximum pourra être dépassé, mais l'excédent restera à la charge de la commune, dès lors le conseil municipal sera peu porté à franchir cette limite. A Paris, par exemple, cette allocation est actuellement fixée à 1 fr. 75. Qu'est-ce que cette somme représente en face des salaires rémunérateurs de l'industrie et des exigences qui résultent de l'augmentation du coût de la vie ?

D'autre part, il s'agit d'une mesure purement bienveillante : l'arbitraire de l'administration est dans ces conditions toujours à craindre.

Nous devons ajouter que la législation a un domaine restreint, elle s'applique à « toute femme de nationa-

lité française et privée de ressources suffisantes ».

Or, ce n'est pas seulement en faveur des femmes privées de ressources que le législateur doit intervenir, c'est en faveur de toutes les travailleuses. La femme a un devoir social à remplir, celui d'être mère de famille, or cela implique des charges très lourdes. Il faut que le législateur lui facilite l'accomplissement de ce devoir en consacrant à son profit un droit absolu.

S'agissant d'un droit, il deviendra nécessaire que la femme ait participé par un effort de prévoyance, si minime soit-il, à s'assurer les ressources qui lui permettront d'interrompre son travail professionnel ; la dignité de l'ouvrière sera ainsi sauvegardée.

D'autre part, le patron devra également y contribuer par le versement d'une cotisation.

« L'industrie emploie de plus en plus les femmes, les arrache de leur foyer, crée pour elles des dangers qui nous obligent à intervenir, disait M. Raoul Jay à l'Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs (1). Est-il injustifiable que l'industrie qui profite des bras de ces femmes, qui les met en présence des dangers contre lesquels nous voulons les défendre, soit obligée de supporter une charge qui n'est que la contre-partie des bénéfices

1. *La Protection de la Maternité ouvrière*. Rapport de M. Paul Strauss et discussion, 23 mars 1912, p. 94.

qu'elle retire de l'emploi de ces femmes ? Cela me paraît la justice même. »

Substituer l'assurance à l'assistance, telle est donc la réforme qui s'impose.

D'ailleurs, la France est actuellement le seul pays d'Europe qui rattache la protection de la maternité à l'assistance. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg, la Norvège, la Serbie, la Grande-Bretagne, la Russie, la Roumanie, le Danemark ont successivement assimilé l'accouchement à la maladie et l'assurance-maladie est obligatoire pour les salariés.

L'assurance obligatoire n'a pas seulement pour effet de créer une protection générale, elle permet le versement d'indemnités très supérieures aux allocations qu'une loi d'assistance peut fournir. Elles équivalent à 50 o/o du salaire de base pour l'Allemagne, la Hongrie, le Luxembourg et la Roumanie. En Autriche et en Norvège l'indemnité est même portée à 60 o/o.

Nous devons encore signaler une lacune existant dans la législation actuelle. Le législateur a laissé en dehors de ses prévisions l'hypothèse d'un accouchement trop prématuré pour qu'il y ait eu déclaration de naissance. Les accidents de grossesse, les fausses couches ne permettent pas à la femme d'invoquer le bénéfice de la loi.

Nous avons ainsi indiqué en ce qui concerne le repos des femmes avant et après les couches les amé-

liorations qui pourraient être encore apportées utilement à la législation de 1913.

Mais indépendamment des repos, la protection de la maternité englobe une série d'autres mesures. De tous les travaux auxquels peut se consacrer la femme, le travail à l'usine est l'un des plus dangereux. « Le travail de la femme en usine l'expose, en effet, tout d'abord à des périls personnels qui peuvent compromettre gravement pour elle la fonction de reproduction : de plus, il accroît considérablement les abandons d'enfants ou, tout au moins, la proportion des allaitements artificiels, qui constituent le facteur le plus important de la mortalité infantile », disait le Dr Henri Bouquet. Or ce sont surtout les usines de guerre, où le travail est très rémunéré, que les femmes ont envahies. Les usines Renault employaient en juin 1918 environ 23.000 ouvriers parmi lesquels 5 à 6.000 femmes.

En présence de cette situation, le gouvernement a pensé qu'il convenait de créer une Commission spéciale du Travail féminin, rattachée au ministère des Munitions. En 1917, l'Académie de médecine, saisie de la question du travail des femmes enceintes et nourrices, émettait des vœux très pressants pour demander :

1^o Une série de ménagements en leur faveur, l'organisation du travail au demi-temps, l'interdiction du travail de nuit et de certains travaux.

« Les femmes enceintes et les mères nourrices occupées dans les usines et plus particulièrement dans les usines de guerre ne doivent être affectées qu'à des emplois exigeant un effort modéré dans la forme et dans la durée. Tout genre d'occupation exposant au traumatisme lent ou brusque, pouvant entraîner la fatigue, un sommeil insuffisant, doit leur être interdit; le système de la demi-journée, avec le maximum de six heures, doit leur être préférablement appliqué. Elles doivent être affranchies du travail de nuit. Elles seront exclues de tout emploi qui, par son caractère nocif, toxique, anti-hygiénique, serait de nature à risquer de porter atteinte à leur santé et, par là, de compromettre la grossesse ou l'allaitement. »

2° L'obligation de l'interruption de travail pendant les quatre semaines précédant l'accouchement ;

3° L'organisation de consultations d'hygiène féminine et infantile, l'admission de surintendantes ;

4° La création de chambres d'allaitement ;

5° L'attribution d'indemnités pour les femmes obligées par leur état de changer d'emploi, de réduire ou de cesser leur travail ;

6° La création de garderies d'enfants ;

Ces conclusions ont visé partout les usines en général et non pas uniquement les usines de guerre, mentionnées cependant de façon particulière.

Ces mesures ont été adoptées dans beaucoup d'usines travaillant pour la défense nationale. En ce

qui concerne les pouponnières d'usines, nous avons vu que le législateur a rendu obligatoire la création de chambres d'allaitement dans toute usine employant plus de 100 femmes âgées de plus de quinze ans.

APPENDICE

Les Surintendantes d'usine

Le développement immense de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie depuis la guerre rend plus urgente que jamais la protection de l'ouvrière.

Recrutée pour un travail souvent plus dur que celui du temps de paix, par la nécessité de suppléer à la main-d'œuvre masculine mobilisée ou insuffisante, souvent dépaysée par l'envoi en équipes dans une usine très éloignée, comme cela s'est produit pour les poudreries d'Angoulême, de Toulouse, de Saint-Médard, la femme était exposée aux pires dangers au point de vue de la santé physique et de la moralité. L'alcoolisme féminin a fait malheureusement de grands progrès depuis la guerre et le décret qui a interdit l'alcool aux femmes et aux enfants n'a été qu'une mesure insuffisante et d'une efficacité relative. D'autre part, les hauts salaires ont développé chez la femme le goût du luxe souvent malsain.

En dehors de la réglementation légale de la durée

du travail et de la protection de la maternité ouvrière, une tâche encore plus morale qu'administrative s'imposait à l'égard des ouvrières d'usine, tant dans leur intérêt physique et moral que dans celui de la famille et du pays.

Dans cette guerre où beaucoup de choses ne furent pas prévues et organisées d'avance — ce qui est la meilleure preuve des intentions pacifiques de notre pays — on a eu tort, en France tout au moins, de considérer cette extension de la main-d'œuvre féminine industrielle comme un phénomène provisoire. Il répugnait à l'esprit français d'accepter comme définitif cet abandon du rôle traditionnel de la femme française, avant tout mère de famille.

Le gouvernement avait bien compris la nécessité d'une intervention, et M. Albert Thomas avait pris plusieurs mesures excellentes. En avril 1916, il constatait l'insuffisance du contrôle de la main-d'œuvre qui avait été appelée à remplacer l'Inspection du Travail, non admise dans les usines de guerre. Il avait institué un Comité du travail féminin sous la présidence de M. Paul Strauss, sénateur de la Seine, qu'il avait rattaché au ministère des Munitions.

L'Etat participe également à l'organisation des cantines par l'institution du fonds coopératif.

Enfin l'Office d'Assistance maternelle et infantile et la Commission d'hygiène du Conseil national des Femmes françaises se sont plus spécialement occu-

pées de la maternité ouvrière et ont fait une croisade en faveur du développement des crèches d'usines.

Mais si intéressantes que soient ces initiatives, elles ne constituent que des correctifs à la dure situation de l'ouvrière et non un plan d'action générale.

A cet égard, l'Angleterre a fait preuve de plus de méthode.

La création du ministère des Munitions en Angleterre date du 9 juin 1915. Dès le 27 juillet 1915, le Parlement votait la loi sur les munitions de guerre.

Jusqu'à cette date, c'était le Home Office (Ministère de l'Intérieur) qui assurait la surveillance des ateliers, réglait l'emploi des ouvrières, fixait leurs salaires et leurs heures de travail.

La surveillance au point de vue de l'hygiène et de la santé a été confiée au « Welfare Department », chargé d'assurer aux ouvrières le « Welfare » c'est-à-dire le bien-être, l'adoucissement des conditions du travail au point de vue du repos, de la santé, de la maternité, etc.

La law factory a été appliquée, sauf les dérogations nécessitées par les circonstances à l'interdiction du travail de nuit et les tolérances d'heures. Encore la pratique industrielle revient-elle peu à peu à une application rigoureuse de cette législation.

La conception anglaise part en effet de ce principe que la production sera meilleure et plus abondante, si les conditions du travail sont plus satisfai-

faisantes. Nous devons signaler à cette occasion les conclusions du *Manuel* publié en octobre 1917 par le « Health of munitions Worken Commitee » (Comité de la santé des ouvriers des Munitions) créé par M. Lloyd George en septembre 1915, et devant renseigner le ministère des munitions sur toutes les questions concernant la santé et le bien-être des ouvriers des fabriques de munitions.

Les auteurs du *Manuel* écrivent : « Notre expérience nationale de l'industrie moderne est plus longue que celle d'aucun autre peuple. Elle a démontré assez clairement que les fausses conceptions du gain économique au nom desquels on ferme les yeux aux enseignements de la psychologie doivent, comme elles l'ont fait au cours du xix^e siècle, conduire une nation à de grandes pertes et souffrances »... « Le grand fait qui s'impose, écrivent-ils, d'autre part, c'est que de substantielles réductions de la durée du travail peuvent être effectuées sans aucune réduction de la production. Alors qu'au commencement de la guerre, c'était une croyance générale qu'une durée de travail plus longue donnait une production plus considérable ; il est maintenant largement reconnu qu'excepté pour des périodes tout à fait brèves, des journées de travail de treize ou quatorze heures pour les hommes, de douze heures pour les femmes, ne sont profitables à aucun point de vue ».

En ce qui concerne le recrutement du personnel

féminin dans les usines anglaises, nous constatons d'abord une stabilité plus grande qu'en France. Chaque ouvrière reçoit au moment de son entrée à l'usine une carte du bureau local du Labour Exchange (Bureau de Placement) et elle doit indiquer à la cessation du travail, les motifs de son départ de l'usine.

D'autre part, nous remarquons à l'usine anglaise à côté des ouvrières en chômage (modistes, employées, servantes, etc...) la présence de femmes appartenant à la bourgeoisie, par suite d'un état des mœurs assez étranger à la France. Des femmes privées du salaire de leur mari mobilisé, des veuves de la guerre sont entrées bénévolement dans les usines de munitions. Ces volontaires ont eu une très heureuse influence à l'usine; elles y ont bien vite introduit un esprit d'ordre, de propreté, de tenue physique et morale.

Les inspectrices du « Welfare department » ont contribué à assurer à la « munitionnette anglaise » des adoucissements dans le travail que pourraient envier leurs camarades françaises.

Elles exercent d'abord un contrôle actif sur les conditions du travail. La durée hebdomadaire est de soixante heures et cinquante-six heures pour les travaux particulièrement pénibles. Pour des raisons de convenance, les femmes sortent de l'atelier cinq minutes avant les hommes. La journée de travail comprend des séries de quatre heures séparées par des arrêts de dix minutes. Quand la durée de

travail continu est de cinq heures, elle est coupée par un lunch.

Le « Welfare department » est intervenu dans tous les détails, et l'on doit à son initiative de nombreuses améliorations.

Il a exercé une surveillance particulière sur l'organisation sanitaire. La visite médicale a lieu chaque jour. Chaque usine comprend un matériel de secours, des infirmeries ; parfois même, un hôpital comprenant jusqu'à cinquante lits y est annexé. Dans les ateliers où se manipulent des produits toxiques, les ouvrières ont droit chaque jour à une certaine quantité de lait.

Des lavabos et bains-douches sont également organisés. Le bain-douche est même obligatoire une fois par semaine pour les ouvrières des poudreries.

La nourriture et le logement ont aussi fait l'objet des préoccupations du « Welfare department ». L'Etat et les chefs d'industries privées ont organisé des cantines, où les repas pris en commun remplacent le morceau de charcuterie mangé hâtivement pendant les heures de travail et permettent à l'ouvrière d'avoir une nourriture plus saine, moins onéreuse ; en même temps un moment de repos et de gaieté. Les usines Kynoch, par exemple, comprennent une colonie de sept cents femmes auxquelles elles assurent le logement et la nourriture pour 14 shillings par semaine.

Des cités, des hôtels ont été également créés pour loger les ouvrières dans les meilleures conditions d'hygiène, de propreté, de bon marché et leur éviter le séjour onéreux et dangereux au point de vue moral des hôtels.

Afin d'encourager les industriels à développer dans leurs usines ces institutions, le législateur anglais a décidé de déduire de l'impôt sur les bénéfices de guerre les sommes par eux consacrées à des améliorations sociales.

Les repos et les distractions n'ont pas été oubliés. Ils évitent à l'ouvrière le séjour des cabarets et les plaisirs malsains. Des salles de repos sont aménagées avec des fauteuils. Des parterres permettent un horizon moins resserré et un air moins vicié. Des bibliothèques, des pianos sollicitent les ouvrières qui veulent développer leur instruction ou se livrer aux plaisirs artistiques.

Des concerts sont organisés (Usine Wicker). Des jeux, des promenades dirigés par les Associations chrétiennes, la Social Union à Manchester.

En ce qui concerne les ouvrières enceintes ou en couches, le « Welfare department » n'a guère eu à intervenir, leur assistance étant parfaitement organisée. Les Trade-Unions versent dans ces circonstances des pensions temporaires (1).

1. Cf. *Les Femmes anglaises depuis la guerre*, par la baronne de Brimont (*Revue de Paris*, 15 mars 1917).

Si ces améliorations dans la condition des ouvrières d'usines anglaises ont pu être constatées sur une aussi large échelle, c'est grâce à l'institution des surintendantes « ladies superintendents ». Ainsi par exemple, c'est la lady-superintendent qui fait l'embauchage et cela après enquête fournissant des garanties.

A la fin de l'année 1916, le ministre de l'Armement français avait décidé, sur l'initiative de Miss Christabel Pankhurst d'envoyer en Angleterre une délégation d'ouvrières françaises qui devaient visiter les usines et faire à leur retour des rapports sur ce qu'elles avaient vu et particulièrement sur les améliorations dont la réalisation en France leur paraissait souhaitable. C'est l'une de ces déléguées, Mme Roy, alors ouvrière chez Panhard, qui parla pour la première fois en France de surintendantes. Les femmes journalistes qui avaient suivi la délégation appuyèrent ses observations et marquèrent leur étonnement et leur admiration de l'atmosphère de bien-être qui régnait dans les usines anglaises. Elles attribuaient surtout cet heureux résultat à ces « ladies superintendents » qui avaient l'œil à tout et se préoccupaient avec cœur de tout ce qui touchait au sort de la femme.

Cet organisme a tenté les femmes françaises désireuses d'améliorer la condition de l'ouvrière et on a essayé d'introduire en France l'institution des surintendantes. Mais, en Angleterre, les surintendantes

sont un organisme officiel obligatoire dans toutes les usines de munitions, de même qu'en Allemagne et aux Etats-Unis où les surintendantes ont été créées sur le modèle anglais.

En France, au contraire, les surintendantes émanent de l'initiative privée. C'est un essai qui a été tenté, un peu timidement peut-être, au lieu d'une institution générale organisée dès le début.

Cette timidité s'explique d'ailleurs par les difficultés qu'on prévoyait à introduire des surintendantes dans les usines. On pouvait se demander comment ce nouvel organisme serait accueilli par les industriels d'une part, par les ouvrières et par les organisations syndicales d'autre part. Enfin la question de recrutement était délicate à résoudre.

Il ne s'agissait pas en effet de procurer des situations avantageuses à des femmes si intéressantes fussent-elles. Il fallait obtenir un personnel capable et de haute valeur morale, susceptible de s'imposer par ses qualités personnelles et d'assurer ainsi le succès de l'institution.

Pour assurer ce recrutement le 1^{er} mai 1917, l'Association des surintendantes d'usine était fondée à Paris. Elle a son siège social à Paris, 8, rue de Penthièvre et son Comité de direction se compose de :

Mme L. Brunschvicg, Présidente de la Section du Travail National des Femmes françaises ;

Mlles Marie Diémer et de Montmort, Secrétaires

fondatrices de l'Association des Infirmières-Visiteuses de France.

Mlle Routier, directrice de l'Assistance par le travail ;

Mme Ed. Viollet, trésorière de la Fédération d'organismes du travail.

L'Association des surintendantes d'usine a pour but, d'après l'article 1^{er} de ses statuts :

« 1^o De préparer des femmes aptes à surveiller et à diriger l'organisation sociale de l'usine au point de vue du bien-être matériel et de la préservation morale des ouvrières ;

« 2^o D'aider les surintendantes dans cette tâche par tous les moyens dont disposera l'Association. »

Son action s'exerce, en vertu de l'article 4 :

« 1^o En créant une ou plusieurs écoles destinées à assurer l'enseignement des futures surintendantes d'usines ;

« 2^o En présentant les élèves ayant reçu l'enseignement de l'école devant un jury composé de personnalités compétentes chargées de les examiner et de leur délivrer, s'il y a lieu, le diplôme de surintendante d'usines ;

« 3^o En mettant en rapport les surintendantes d'usines diplômées avec les services publics ou les industriels qui en feront la demande ;

« 4^o En coordonnant l'action des surintendantes au moyen de réunions ; en leur fournissant toutes indi-

cations utiles à l'accomplissement de leur mission ; en leur facilitant toute démarche auprès des organismes sociaux, des œuvres d'assistance, etc... ; en restant en relation constante avec les surintendantes, tant pour leur apporter son appui moral que les faire bénéficier entre elles de l'expérience acquise. »

L'Association se compose de membres fondateurs, bienfaiteurs, souscripteurs, actifs et honoraires.

Sont membres actifs les surintendantes diplômées de l'Association qui versent une cotisation annuelle de 5 francs.

L'Association est administrée par un Comité de direction, seul chargé des rapports avec les pouvoirs publics et les industriels ; il assume le fonctionnement de l'école créée à Paris et peut déléguer ses pouvoirs à tel membre ou groupement affilié à l'Association en vue de la formation d'écoles à créer en province.

L'Association a créé à Paris une école sociale des surintendantes d'usines à son siège social, 8, rue de Penthièvre.

Les candidates doivent joindre à leur demande d'admission leur état civil, leurs diplômes de fin d'études, brevets, leurs diplômes d'infirmières, etc... ; indiquer leur situation antérieure, justifier d'une bonne santé et donner au moins deux références de nature à garantir leur parfaite honorabilité.

Elles ne sont admises que de vingt-cinq à quarante-cinq ans.

L'enseignement de l'école comprend des stages pratiques et des cours théoriques auxquels l'assistance est rigoureusement obligatoire. La durée de chaque session est de trois mois environ.

Chaque session comprend : un premier stage en usine, des cours théoriques, un stage de dispensaire, un stage complémentaire.

Le premier stage d'une durée minimum de quinze jours a pour but de mettre les élèves en contact avec les conditions de la vie à l'usine. Les heures de présence sont les mêmes que pour les ouvrières et les élèves peuvent être soumises à un travail manuel. Les élèves prennent des notes journalières et à l'issue du stage remettent deux rapports, l'un au Comité de direction de l'école, l'autre à l'industriel ou directeur de l'usine s'il le demande.

Les candidates ayant satisfait au premier stage et dont le rapport a été accepté, sont seules admises à l'enseignement théorique. Les cours théoriques, d'une durée d'environ un mois, portent notamment sur les conditions du travail et les notions de législation ouvrière, l'hygiène à l'usine, l'assistance et la prévoyance ouvrières, la vie morale et sociale de l'ouvrière, les notions de droit usuel, de comptabilité, etc...

L'enseignement théorique est complété par un stage pratique dans un dispensaire, dont peuvent être

dispensées les infirmières diplômées munies de références médicales.

Le stage complémentaire dure un mois au minimum. Il a pour but d'initier l'élève à son rôle de surintendante en lui faisant connaître le fonctionnement complet de l'usine et de ses organismes annexes : infirmerie, cantine, chambre d'allaitement, garderie, salle de repos, etc.

Chaque session d'enseignement est suivie d'un examen oral et écrit, auquel sont seules admises, sur la proposition du Comité de direction les élèves ayant obtenu des notes suffisantes durant les cours et les stages.

Les élèves diplômées ou surintendantes d'usines peuvent être présentées soit aux industriels, soit aux directeurs des ateliers de l'Etat par le Comité de direction de l'Association des surintendantes d'usines.

L'Association ne prend vis-à-vis d'elles aucun engagement, mais s'efforce de les placer selon leurs capacités et les places disponibles, au mieux de l'intérêt commun. L'Association ne prend la responsabilité morale des placements que pour ceux qu'elle effectue elle-même ou qu'elle appuie.

Malgré les difficultés de la tâche de surintendante, l'école a reçu au début plus de cinq cents demandes d'admission, soixante seulement furent retenues en deux sessions.

Une fois les surintendantes ainsi recrutées avec

soin, il fallait les faire accepter par les industriels.

Les démarches tentées auprès d'eux dépassèrent les espérances des fondateurs de l'Association... Le ministre de l'Armement et de nombreux industriels firent de suite confiance aux surintendantes. Les chefs d'industrie absorbés par la direction de leur usine, par l'achat des matières premières, la fabrication, la livraison des commandes, étaient heureux de se reposer sur une femme présentant les meilleures garanties de capacité, de la surveillance et du contrôle de la main-d'œuvre, au point de vue des conditions du travail des ouvrières.

Les industriels, comme les arsenaux d'état qui tentèrent l'essai, augmentèrent d'eux-mêmes le nombre des surintendantes dans leurs établissements. Les usines de Bourges qui avaient pris une surintendante en ont maintenant quatre. La Compagnie Lorraine-Dietrich au lieu d'une en possède deux. La Compagnie d'électricité après un essai dans un établissement en a déjà installé trois dans trois villes différentes et se propose d'en installer de nouvelles.

Voici la liste des établissements employant des surintendantes. Ils comprennent environ 20.000 ouvrières.

Arsenal de Puteaux	2	surintendantes
Ecole centrale de Pyrotechnie de Bourges	4	—
Manufacture nationale d'armes de		

Saint-Etienne.....	1	surintendante
Ministère de la Guerre.....	2	—
Poudrerie nationale de Toulouse.....	1	—
Ateliers de construction de Saint-		
Pierre-des-Corps.....	1	—
C ^{ie} Générale des Omnibus.....	1	—
C ^{ie} Générale d'Electricité à Ivry, Bois-		
torel-Orléans.....	3	—
C ^{ie} Lorraine-Dietrich à Auteuil.....	1	—
Etablissements Vibert-Truchon, à		
Vienne (Isère).....	1	—
Fabrique de bonneterie à Troyes.....	1	—

L'Association est en pourparlers avec 50 établissements.

En outre, les usines suivantes ont accepté des stagiaires :

Arsenaux de Puteaux et de Vincennes, usines Citroën, Lorraine-Dietrich, Rosengard, Sohier, Rateau, Clément-Bayard, Pinchart-Deny.

Elles y ont été accueillies avec la plus grande bienveillance, tant par les directeurs que le personnel ouvrier.

D'une façon générale, les ouvrières ont fait le meilleur accueil aux surintendantes. « Enfin, se sont-elles écrié, il va y avoir quelqu'un qui va s'occuper de nous. »

Seuls les syndicats ouvriers ont manifesté quelque susceptibilité et semblé avoir des préventions, même avant d'avoir vu les surintendantes à l'œuvre.

L'un d'eux avouait ses préventions à une surinten-

dante même. « Vous êtes si brave femme, a-t-il fait dire à Mme J... qu'on ne peut pas être contre vous, mais vous savez, nous ne serons pas comme cela pour toutes. »

A X..., sans même l'avoir vue, les syndiqués décidèrent de rendre la vie dure à Mme B... et le lui firent savoir par la presse. Ils avancèrent que c'était pour la payer qu'on baissait les salaires et l'accusaient d'être la nièce d'un ancien ministre dont elle portait le nom. Double erreur. Elle appartenait à un milieu social aisé et ses appointements ne dépassaient pas ceux d'une bonne ouvrière.

La susceptibilité des syndicats ouvriers se fonde sur un double sentiment de jalousie et de défiance. On ne voit pas l'utilité des surintendantes, disait un secrétaire de syndicat au Comité de direction, « puisque les intérêts ouvriers sont défendus par les syndicats et les délégués d'atelier ». C'était craindre, bien à tort, que les surintendantes ne réduisissent à rien le rôle des syndicats. Leurs attributions sont, en effet, bien différentes de celle des syndicats. Les questions dont s'occupent ceux-ci ne sont pas dans le même ordre d'idées que celles dévolues aux surintendantes. Leur but est l'amélioration générale de la réglementation du travail et la surveillance de la bonne exécution des clauses des lois en vigueur et des contrats de travail. Malgré toute l'activité de l'organisation ouvrière, elle n'a pu encore réaliser ce que font les

surintendantes. Elle n'est d'ailleurs pas placée pour faire cette besogne pratique, et il faut des femmes attachées sans cesse à l'usine pour résoudre utilement les problèmes de maternité, de lutte contre la tuberculose, d'aménagements intérieurs.

La défiance des syndicats s'exprime en ces termes : la surintendante payée par le patron perdra son indépendance et sera toujours de son côté. On peut répondre que l'ouvrière aussi est payée par le patron. Cela ne lui enlève pas, pas plus qu'à la surintendante, son indépendance. Le rôle de la surintendante n'est d'ailleurs pas de prendre parti. Elle est à l'usine par la volonté du patron, mais dans l'intérêt des ouvrières. Elle reste étrangère à la lutte des classes, elle n'a aucun rôle à jouer en cas de grève et son rôle est nettement limité aux améliorations pratiques concernant la vie quotidienne de l'ouvrière à l'usine.

Sans doute elle fait des rapports au patron, mais ce ne peut être un motif de défiance, car elle n'est pas chargée de faire des rapports sur les ouvrières. Ce sont des rapports sur les questions d'hygiène et de réformes sociales qui n'ont rien de commun avec les rapports personnels ou secrets que peuvent redouter les ouvrières.

Les résultats donnés par la pratique des surintendantes qui n'ont commencé à exercer qu'en août 1917 sont déjà considérables et suffisent à démontrer l'excellence de l'institution. On leur doit la création

de nombreuses installations sanitaires ; lavabos, bains-douches, visites médicales quotidiennes, médecins attachés à l'usine ; l'organisation de crèches, de chambres d'allaitement, de réfectoires de nuit, de chambres de repos qui remplacent la rue et le cabaret, de cantines, de foyers, de logis ouvriers (à Bourges, pour 2.000 ménages et 1.000 femmes seules), de récréations ouvrières. A Bourges, elles ont fait tracer une bonne route de 3 kilomètres de l'usine au cantonnement (1).

Tels sont les résultats déjà acquis que le dernier Congrès des syndicats indépendants du Sud-Est a émis un vœu en faveur de l'extension de l'institution.

Une note encore inédite du ministère de l'armement a officiellement consacré son existence en fixant les conditions uniformes de fonctionnement des surintendantes dans les usines de guerre, dépendant de l'Etat.

1. Cf. *Les Surintendantes d'usine*, par Mme C.-L. Brunschvicg. (*L'information ouvrière et sociale*, 24 mars 1918).

CONCLUSION

Nous avons vu au cours de cette rapide étude que, dans l'ensemble, des améliorations sensibles ont été apportées à la situation de la femme qui travaille. La plupart des réformes destinées à lui permettre d'accomplir ses devoirs de famille ont été envisagées, et si quelques-unes n'ont été qu'ébauchées, on peut espérer que par la suite des réformes plus complètes se produiront. Souhaitons de voir se généraliser pour toutes les ouvrières certaines institutions dont l'organisation est toute récente.

Mais si, dans l'ensemble, la réglementation du travail des femmes employées dans l'industrie est assez satisfaisante, nous croyons devoir signaler que le domaine d'application du Code du Travail est encore trop restreint.

Nous avons constaté que la réglementation de la durée du travail ne s'applique pas aux travailleurs du commerce. Déjà M. Groussier déclarait le 10 juillet 1912 à la Chambre des députés, alors qu'il parlait de la législation concernant le personnel des établis-

ments commerciaux. « En ce qui concerne la durée du travail journalier, des repos et le travail de nuit, aucune disposition n'est intervenue, même en faveur des femmes et des enfants. C'est une des lacunes les plus graves et les plus regrettables que le Parlement devrait se hâter de combler par le vote des dispositions qui lui sont actuellement soumises (1) ».

Les autres lacunes concernent la situation des ouvrières à domicile et des ouvrières agricoles.

Au point de vue familial, le travail à domicile apparaît comme la forme idéale du travail pour la femme, puisque celle-ci étant retenue chez elle peut désormais vaquer à son travail domestique. Mais dans la vie pratique, cet idéal est sensiblement déformé, à cause des tarifs insuffisants qui sont payés à cette catégorie d'ouvrières. Ces salaires infimes ne leur permettant pas de gagner leur vie en travaillant modérément, elles sont obligées d'arriver au surmenage pour compenser par l'intensité de la production les bas prix qui leur sont payés. C'est ce qui explique qu'elles travaillent non seulement le jour, mais la nuit. Lorsque nous avons parlé de la réglementation de la durée du travail, nous avons signalé combien il est regrettable que l'atelier de famille ne soit pas soumis au contrôle de l'Inspection du travail. Le jour où les

1. Rapport fait au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner le projet de loi portant application des lois ouvrières. Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, p. 16.

tarifs dans l'industrie à domicile seront devenus normaux, de telle sorte qu'ils permettront à une ouvrière consciencieuse de gagner sa vie par un travail modéré, et où la réglementation de la durée du travail sera étendue à l'atelier familial, le travail à domicile sera la meilleure forme de travail pour la femme. Celle-ci ayant désormais des loisirs pourra les consacrer à s'occuper un peu de son intérieur, de ses enfants, de son mari. Le législateur est déjà intervenu en faveur des ouvrières de l'industrie du vêtement par la loi du 10 juillet 1915 en fixant des salaires minima.

Quant aux ouvrières agricoles, elles bénéficient d'une certaine protection en ce qui concerne la maternité ; elles ont droit à l'allocation avant et après les couches. Mais là, s'est bornée l'intervention du législateur. Même, la loi du 13 juillet 1906, qui a institué le repos hebdomadaire, a laissé en dehors de son domaine d'application les travaux agricoles. Or, dans certains centres agricoles, l'agriculture fait l'objet d'une véritable exploitation industrielle, non seulement par l'emploi de machines agricoles mues par la vapeur, mais par l'importance du personnel qui y est attaché. De plus, le travail de l'agriculteur est extrêmement pénible.

On aurait pu espérer, au moins, que la jurisprudence viendrait combler dans une certaine mesure cette lacune, en accordant le bénéfice de la loi réglementant la durée du travail aux ouvrières agricoles,

lorsqu'il y aurait des éléments permettant d'assimiler les travaux qu'elles effectuaient aux travaux industriels. Malheureusement, la jurisprudence s'est fixée dans un sens trop restrictif.

C'est ainsi que, dès 1896, la Chambre criminelle (1) décidait que la loi du 2 novembre 1892 ne saurait régir le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans un établissement de salins qui, ayant pour but de recueillir un produit naturel déposé sur le sol par l'eau de la mer, constitue une exploitation agricole, bien que, dans cet établissement, certaines opérations soient effectuées à l'aide des machines mises en mouvement par la vapeur.

De même en 1903 (2), elle excluait du bénéfice de la législation protégeant les femmes travaillant dans l'industrie, six ouvrières employées exclusivement à nourrir, à soigner et à épiler des lapins. « Le caractère agricole d'une opération ne saurait être modifié par l'emploi industriel que son auteur fait ultérieurement des produits qu'il a recueillis. Une opération agricole, spécialement l'élevage et l'épilage des lapins, ne saurait perdre son caractère par ce fait que les locaux où elle a lieu sont une dépendance d'un établissement industriel ».

L'absence d'une législation protégeant les ouvrières agricoles est d'autant plus regrettable que l'agricul-

1 Cass. crim., 5 juin 1896, D. 1897. 1. 83.

2. Cass. crim., 24 octobre 1901, D. 1903. 1. 165.

ture subit actuellement une crise de la main-d'œuvre dont le législateur ne peut se désintéresser. Il y a là un péril national. Toutes les mesures destinées à améliorer la situation de l'ouvrière des champs et à favoriser le retour à la terre doivent être prescrites.

Si des lois protégeant le personnel ouvrier féminin des usines ont été votées, cela a été souvent dû à l'influence des syndicats qui ont pu faire valoir utilement les revendications féminines. Or ces organismes n'existent pas pour l'agriculture. Les travailleurs des champs ne doivent pas pour cela être mis de côté.

La France vient de sortir grandie aux yeux du monde de la lutte qu'elle a supportée avec tant d'énergie pendant plus de quatre ans. Le législateur doit maintenant travailler pour qu'elle occupe le premier rang, non seulement au point de vue industriel, mais au point de vue agricole. La France est un pays très riche, très fertile. Malheureusement on a parfois constaté que le rendement de la terre est médiocre. Ceci provient souvent en grande partie de l'insuffisance des bras mis à la disposition de la terre. Pour lui redonner la main-d'œuvre qui lui manque, il devient donc indispensable d'apporter un peu de bien-être à ce peuple de la campagne qui, pendant la guerre, s'est montré comme le peuple des villes admirable de dévouement et a suppléé par sa force de travail à la pénurie de monde.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Audiganne (A.). — Les populations ouvrières et les industries de la France, 1860.

Auzéby (E.). — L'ouvrière devant les lois du travail. Thèse Montpellier, 1911.

Bry (Georges). — Cours élémentaire de législation industrielle, 1912.

Caire (César). — La législation industrielle sur le travail des femmes et des enfants. Thèse Caen, 1896.

Capitant (Henri). — Cours de législation industrielle, 1912.

Colson (Clément). — Cours d'Economie politique, 1910.

Gide (Charles). — Cours d'Economie politique, 1913.
Les institutions du progrès social au début du
xx^e siècle, 1905.

Jay (Raoul). — La protection légale des Travailleurs, 1910.

Lavollée (René). — Les classes ouvrières en Europe.
Etudes sur leur situation matérielle et morale,
1882 et 1896 (3 volumes).

Leroy-Beaulieu (Paul). — Le travail des femmes au
xix^e siècle, 1873.

Levasseur (E.). — Questions ouvrières et industrielles en
France sous la III^e République, 1907.

Louis (Paul). — Les lois ouvrières, 1905.

Rist (Charles). — La journée du travail de l'ouvrier adulte en France. Thèse Paris, 1898.

Simon (Jules). — L'ouvrière, 1864.

OUVRAGES RELATIFS A LA DURÉE DU TRAVAIL

Caté (Marcel). — La Convention de Berne de 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. Thèse Paris, 1911.

Chazal (A.). — L'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie française. Thèse Paris, 1902.

Noël (Maurice). — La limitation des heures de travail. Thèse Caen, 1907.

OUVRAGES RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ OUVRIÈRE

Bertin (Ernest). — De la protection légale des ouvrières pendant leur grossesse et après leur accouchement. Thèse Paris, 1906.

Goirand (André). — La Protection et l'assistance légales des femmes salariées avant et après leur accouchement. Thèse Paris, 1906.

Martin (André). — La Protection de la maternité en France. Thèse Paris, 1912.

Mornet (Dr Jacques). — La Protection de la maternité. Thèse Paris, 1909.

Sarraute-Lourie (Dr). — De l'influence du repos sur la durée de la gestation. Thèse Paris, 1899.

Vallin (A.). — La femme salariée et la maternité. Thèse Paris, 1911.

PUBLICATIONS

Association nationale française pour la protection légale des Travailleurs.

Fauquet (Dr). — La Protection légale des femmes avant et après l'accouchement, 1903.

Gemähling (Mme Paul). — La Maternité ouvrière et sa protection légale en France, 1915.

Jay (Raoul). — La limitation de la journée légale de travail en France, 1906.

— La Semaine anglaise. Le repos de l'après-midi du samedi, 1914.

— La Semaine anglaise dans l'industrie du vêtement. La loi du 11 juin 1917, 1918.

Ruelle (Mme de la). — L'Extension de la loi du 29 décembre 1900 aux femmes employées dans l'industrie, 1905.

Strauss (Paul) et Marin (Louis). — La Protection de la maternité ouvrière, 1912.

Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

Dalloz. — Recueil périodique de jurisprudence (Voir les notes).

Journal officiel. — Débats parlementaires. Documents parlementaires (Voir les notes).

Législation ouvrière et Réglementation du Travail des Chemins de fer. Imprimerie nationale, 1904.

Office du Travail.

Enquête sur le repos de l'après-midi du samedi, 1903.

Enquête sur la réduction de travail le samedi (Semaine anglaise), 1913.

Rapports des inspecteurs sur l'application des lois réglementant le travail.

Rapports faits au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner le projet de loi portant codification des lois ouvrières par M. Arthur Groussier (1).

1. Livre I^{er} du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Annexe n° 418 (10^e législ.), 28 octobre 1910; livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale. Annexe n° 2.163 (10^e législ.), 10 juillet 1912.

Revue hebdomadaire. — Enquête sur le dépeuplement de la France par MM. de Foville, Charles Gide... (1909).

PÉRIODIQUES (1)

L'Ame française, 19 mai 1918. — Durée du travail et production (Raoul Jay).

— 2 juin 1918. — La femme à l'usine de guerre (Adolphe Théry).

L'Automobile aux Armées, 15 septembre 1917. — Les usines de guerre et la main-d'œuvre féminine (Marie Diemer), — 15 octobre 1917. Les munitionnettes anglaises (Marie Diemer).

Le Correspondant, 10 janvier 1917. — De l'extension du travail des femmes après la guerre (Henri Joly).

L'Echo de Paris, 21 décembre 1918. — Les « clauses ouvrières » du traité de paix (Georges Piot).

L'Information ouvrière et sociale, 24 mars 1918. — Les surintendantes d'usine (Mme Brunschvicg).

Le Parlement et l'Opinion, décembre 1915. — Travail et Industrie (Colliard).

La Renaissance politique, économique, littéraire et artistique, 8 juin 1918. — La femme à la conquête de l'usine (Magd Abril).

Revue d'Economie politique, mai 1902. — La loi de dix heures en Angleterre (Raoul Jay).

Revue de Paris, 15 avril 1917. — Les Munitionnettes anglaises (Baronne de Brimont),

Revue hebdomadaire, 12 janvier 1918. — La Semaine anglaise (Raoul Jay).

1: Nous indiquons entre parenthèses l'auteur de l'article.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5

PREMIÈRE PARTIE

RÈGLEMENTATION LÉGALE DE LA DURÉE DU TRAVAIL

TITRE I. — Fondement et historique.....	19
TITRE II. — Commentaire de la législation française et réformes à envisager.....	44
Chapitre Premier. — Durée de la journée de tra- vail et travail de nuit.....	45
§ 1. — Portée d'application des lois du 2 nov. 1892, 30 mars 1900 et 22 décembre 1911....	45
§ 2. — Durée de la journée de travail.....	52
§ 3. — Travail de nuit.....	62
Chapitre II. — Repos hebdomadaire.....	79
Chapitre III. — Semaine anglaise.....	87
Chapitre IV. — Travail au demi-temps.....	137

DEUXIÈME PARTIE

PROTECTION DE LA MATERNITÉ OUVRIÈRE

TITRE I. — Nécessité de l'intervention du législa- teur.....	144
TITRE II. — Législation antérieure à 1913.....	149
TITRE III. — La Protection légale de la maternité ouvrière depuis 1913.....	165

Chapitre Premier. — Mesures destinées à assurer le repos au moment des couches.....	166
Chapitre II. — Allaitement maternel.....	182
TITRE IV. — Réformes que l'on pourrait utilement envisager	189

APPENDICE

LES SURINTENDANTES D'USINES.....	197
CONCLUSION.....	215
BIBLIOGRAPHIE.....	221

Vu : le Président de la thèse,

R. JAY

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ

Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 3954-19
